

هكذا من الأهل

Arts et Spectacles : le cirque

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15210 - 7 F

JEUDI 23 DÉCEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Refus sud-africains

EXCEPTIONNEL s'il en est, le processus en cours en Afrique du Sud repose sur un compromis qui recèle les germes d'un rejet : en multipliant les concessions mutuelles, les deux grandes composantes de la vie politique, le Congrès national africain (ANC) et le gouvernement de Frederik de Klerk, ont bien malgré eux, laissé sur la touche une bonne partie de l'échiquier politique, Noirs et Blancs confondus.

En dépit d'ultimes négociations, les conservateurs noirs et l'extrême droite blanche n'ont pas apporté leur pierre, dans l'immédiat, à la rédaction de la future Constitution, que le Parlement devait adopter mercredi 22 décembre, et qui sera la loi fondamentale pendant cinq ans, à compter des élections multiraciales du 27 avril prochain.

DANS leur volonté d'associer tous les Sud-Africains à la mise de leur pays, les ennemis d'hier sont devenus alliés. Engagé depuis des mois dans des négociations avec le Front du peuple africain (AFP), l'ANC était, mardi, sur le point de signer un accord avec ce mouvement de l'extrême droite blanche. Simultanément, le gouvernement et le mouvement de Nelson Mandela tentaient de persuader l'Alliance de la liberté, coalition regroupant les conservateurs noirs et les extrémistes blancs, d'abandonner le projet de Constitution.

Chacune de ces tentatives a échoué : l'AFP a finalement renoncé à signer l'accord annoncé, en vertu duquel elle devait participer aux élections d'août et s'engager à rechercher un compromis avec le mouvement de M. Mandela, sur la création d'une région blanche autonome. Parallèlement, cette fameuse Alliance de la liberté s'est refusée pour l'instant à prendre part au futur scrutin et à l'organe chargé de le préparer, le Conseil exécutif de transition.

CONSTITUÉ en octobre dernier par les formations qui avaient quitté la table des négociations constitutionnelles, le front du refus n'est qu'une association hétéroclite, dont les membres ont pour seul dénominateur commun le rejet de l'alliance entre l'ANC et le gouvernement. Au sein même de l'extrême droite blanche, la carpe et le lapin risquent de ne pas faire bon ménage : il y a loin, des modérés du Front du peuple africain, dirigé par le général Constand Viljoen, aux pro-nazis du Mouvement de résistance africain, d'Eugène Terre-Blanche.

Qui plus est, extrémistes blancs et conservateurs noirs n'ont évidemment pas le même objectif. Les premiers rêvent d'un Etat blanc, alors que leurs partisans ne sont majoritaires dans aucune région. Les seconds, menés par le chef zoulou Mangosuthu Buthezi, rejettent avant tout l'idée d'une Afrique du Sud dirigée par Nelson Mandela. Bien que pour l'instant irréductibles dans leur opposition à une participation au prochain scrutin, les uns et les autres - et surtout les conservateurs noirs - réaliseront peut-être, dans les semaines ou les mois à venir, qu'ils n'ont aucun intérêt à rester en dehors de la voie du compromis, qui semble inéluctablement tracée.

Lire nos informations page 5

M0147 - 1223 0 - 7,00 F



Un entretien avec le ministre de l'économie

Edmond Alphandéry : les PME doivent être le « fer de lance » de la reprise

L'INSEE a annoncé, mercredi 22 décembre, que la consommation des ménages, en données corrigées des variations saisonnières, a diminué en volume de 1,6 % en novembre. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, considère cependant, dans un entretien au « Monde », qu'un faisceau d'indices donne à l'hypothèse du redémarrage de l'économie

française une « réelle crédibilité ». Pour M. Alphandéry, les PME doivent être le « fer de lance » de la lutte contre le chômage. L'Etat va participer à une augmentation de capital du CEPME, organisme spécialisé dans le financement des petites et moyennes entreprises, qui lui permettra de consentir 5 milliards de francs de crédits supplémentaires en 1994.

« Compte tenu de la marge de manœuvre que vous donne la bonne tenue du franc, peut-on espérer une nouvelle baisse des taux d'intérêt à court terme ? »

« Derrière les chiffres en dents de scie que l'on enregistre d'un mois sur l'autre, il semble bien que l'activité économique ne se détériore plus, c'est déjà un premier résultat. Tant l'INSEE que l'OCDE considèrent que nous allons avoir un redémarrage progressif de l'économie française en 1994. L'INSEE table sur une croissance de 0,3 % par trimestre au cours des six premiers mois de l'année, ce qui est compatible avec notre prévision de 1,4 % en moyenne pour 1994. Ce n'est pas un chiffre mirobolant, il est certes insuffisant et on ne saurait s'en satisfaire. Mais on dispose aujourd'hui d'un faisceau d'in-

dices qui donnent au scénario du redémarrage progressif une réelle crédibilité.

« Sur les taux d'intérêt, je n'ai pas à émettre de commentaires sur les perspectives pour 1994. D'autant que la politique monétaire relève, à compter du 1^{er} janvier 1994, de la Banque de France. Mais on peut observer que les taux d'intérêt ont sensiblement baissé depuis neuf mois, parce que les conditions économiques le permettent. La politique de stabilité monétaire interne et externe conduite par la France a été en effet bien reçue par les marchés. Elle a permis la détente des taux. La preuve : le mouvement de baisse des taux - même s'il a été freiné pendant la crise monétaire de juillet - n'a pas été interrompu pour les taux à long terme. Ceux-ci sont aujourd'hui

à des niveaux historiquement bas, puisque les taux à dix ans sont à 5,74 % en France, pratiquement au niveau allemand et parmi les plus bas d'Europe.

« Compte tenu de la priorité accordée par le gouvernement à la réduction du déficit budgétaire, mais aussi l'absence de perspectives d'amélioration du chômage (12,5 % fin 1994), écarterez-vous de nouvelles mesures de relance de l'activité ? »

« Une économie ne se gère pas à l'aide d'un presse-bouton. Les politiques monétaire et budgétaire demandent plusieurs mois avant qu'on en mesure les effets.

Propos recueillis par DOMINIQUE GALLOIS et MICHEL NOBLECOURT

Lire la suite page 17

Annoncé en même temps qu'une visite au Liban

Le voyage du pape à Jérusalem se heurte à de nombreux obstacles

Jean-Paul II a déclaré, mardi 21 décembre, qu'il ferait un voyage au Liban à la fin du printemps prochain et qu'il envisageait de visiter la Terre sainte. « J'aspère, ensuite, pouvoir revenir au Proche-Orient, berceau de trois religions monothéistes », a dit le pape, qui souhaite se rendre sur « tous les sites principaux » liés aux origines du christianisme. Ce projet semble, toutefois, encore très incertain, en raison des obstacles politiques auxquels il se heurte.



Lire nos informations page 8

Euro Disney, le rêve en moins

« En séjournant à Euro Disney, le rêve dure plus longtemps », dit la publicité. Les difficultés financières que rencontre aujourd'hui le parc de Marne-la-Vallée ont écorné ce beau rêve. Les visiteurs affluent : dix-sept millions au cours des dix-huit premiers mois. Mais l'entreprise a annoncé des pertes nettes consolidées de 5,3 milliards de francs et neuf cents suppressions de postes. La crise économique est passée par là qui contraint Euro Disney à d'après discussions avec les banques et l'a incité à repousser à plus tard ses projets d'extension.

page 19

Le dangereux credo de Vladimir Jirinovski

Depuis que sa formation est devenue le premier parti politique de Russie, Vladimir Jirinovski modère son langage. Il nous a paru plus utile de présenter son programme tel qu'il l'a exposé dans un article publié par les Izvestia en août 1993. Le chef du parti « libéral-démocrate » s'y montre moins agressif que dans ses discours publics. Tout y est néanmoins : son adhésion à un « national-socialisme » débarrassé, selon lui, de

l'hitlérisme, mais passablement ressemblant ; une attitude méprisante à l'égard des voisins de la Russie, de l'Ukraine jusqu'aux peuples du sud. Beaucoup de contradictions entre les rêves tranquilles du « petit bourgeois » et les ambitions du conquérant « qui lèvera ses bottes dans l'océan Indien ». Ce texte, de nature à susciter des polémiques, est nécessaire à la compréhension de la Russie d'aujourd'hui.

page 3

COMMENTAIRE

Laïcité, droits de l'homme, emploi

Le PS cherche sa voie

LA révision de la loi Falloux accule, une fois de plus, le PS à la défensive et l'expose au retour de ses vieux démons, que Michel Rocard a jadis condamnés pour archaïsme. Voici en effet une partie des socialistes redevenus les défenseurs d'une laïcité pure et dure, celle-là même que le gouvernement Mauroy avait dû renoncer à mettre en œuvre en 1984, en retirant, devant l'ampleur des protestations, son projet de grand « service public unifié » et laïque de l'éducation nationale. Pour la direction du PS, qui entend rester fidèle aux valeurs de la gauche sans retomber dans les errements du passé, il est impératif de répondre au « coup de force » d'Edouard Balladur en proposant une conception renouvelée des relations entre l'école privée et l'école publique.

Il en va de la laïcité comme des deux autres piliers de l'identité socialiste, tels que les définit Alain Bergounioux, proche conseiller de Michel Rocard : « l'anticapitalisme » et « l'humanisme ». C'est au nom de cet anticapitalisme que le PS s'est associé avec ardeur à la récente campagne pour la réduction de la durée du travail, au risque de revenir aux illusions d'antan sur les trente-cinq heures ; et c'est au nom de cet humanisme que les socialistes se sont mobilisés pour

défendre le droit d'asile, au risque d'être accusés de méconnaissance, comme autrefois, les réalités de l'immigration. Dans ses trois domaines, le PS doit inventer une nouvelle version, mieux adaptée à la situation des années 90, de son ancien « projet ».

Ce projet, aujourd'hui comme hier, est à la fois économique, politique et philosophique : c'est donc sur ce triple front que les socialistes doivent conduire leur effort de modernisation.

Sur l'économie, le « fil à tirer », selon Alain Bergounioux, est bien celui de la réduction de la durée du travail. Le congrès du Bourget, il y a deux mois, a donné l'occasion aux dirigeants du PS de décliner ce thème à l'unisson. Mais il n'est pas question pour eux d'en faire une panacée dans la lutte contre le chômage. Sur ce point comme sur d'autres, ils n'entendent pas céder à l'attraction d'un slogan qui pourrait les entraîner dans de nouvelles déconvenues. Michel Rocard parle d'« organiser différemment le travail dans notre société ». Quant à Lionel Jospin, il présente la diminution de la durée du travail comme « une perspective historique que l'on doit se fixer », non comme une « formule miracle ».

Les porte-parole du PS insistent aussi, avec raison, sur la

nécessaire complémentarité d'une telle réforme avec la reprise de la croissance, afin de distinguer le partage du travail, pour lequel ils plaident, du partage du chômage, dont ils attribuent le dessin à la droite. Pierre Mauroy expliquait le 22 octobre, sur France Inter, que la diminution du temps de travail devait s'accompagner de « davantage de consommation, davantage de croissance, davantage de services ». De même, pour Michel Rocard, « tout dépend du « comment on fait » : le premier secrétaire du PS estime ainsi, le 24 octobre sur France Inter, que, selon la méthode retenue, on pouvait aller soit vers « le chômage partiel généralisé », soit vers « la création d'un million et demi d'emplois ».

Sur les deux autres volets du projet socialiste prévaut la même souci d'adapter le « message » du PS aux conditions nouvelles. Pour les proches de Michel Rocard, l'agglomération du volet politique, celui de la défense des libertés, suppose en particulier, à la lumière des nombreux débats sur la sécurité soulevés par la droite, que soit mieux reconnue, parmi les droits de l'homme, conformément à l'article 2 de la déclaration de 1789, le droit à « la sûreté ».

THOMAS FERENCZI

Lire la suite page 10

Mille Peintures des Musées de France

Sous la direction de Guy Boyer et Jean-Loup Champion.



« Un ouvrage monumental, d'une richesse extraordinaire. »

Bernard Pivot

GALLIARD

A L'ÉTRANGER : Maroc, 9 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; Côte d'Ivoire, 405 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 280 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 180 PTE ; Sénégal, 460 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 FB ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,60 \$.

priorité à l'exportation - sur demande - dans une presse

CLAUDE TREPO

par la CDU de Stefan Herrmann

Russie

Un salubre épouvantail

par Alain Minc

LES élections russes auront su un immense mérite : révéler l'Occident. Depuis 1991, un optimisme hypocrite nous submergeait vis-à-vis de la Russie. Il se fonde sur plusieurs convictions. La première est que la Russie constituait, à ce moment, une grande Pologne et qu'elle connaîtrait donc, fut-ce plus lentement, la même transition, hâtée mais inexorable, vers l'économie de marché et une démocratie presque classique. L'illusion qu'elle demeurerait durablement une « non-puissance » et qu'elle continuerait à troquer un alignement sur les positions occidentales contre des crédits.

La volonté de croire que la Russie d'aujourd'hui a été dépourvue de son ambition impériale, alors que son identité profonde fait corps avec l'idée même d'empire, eût été que la France avec son Etat-nation. Ce sont ces arrière-pensées qui n'ont cessé de conditionner le débat, dans le monde anglo-saxon, sur l'avenir de l'OTAN. Pour les tenants d'une vision de l'histoire, plutôt irénique — dont l'administration Clinton — l'organisation atlantique doit se transformer dans un « partenariat pour la paix » avec les anciennes démocraties populaires et la Russie. Rien de plus naturel, en effet, de la part de ceux qui croient à une Russie banalement occidentale.

La montée à Moscou du national-populisme et l'alliance possible de celui-ci avec les nostalgiques du communisme vont nous servir de salubre épouvantail. Longtemps plus naïve que d'autres à l'égard de la situation russe, l'Allemagne est aujourd'hui plus inquiète. Elle redevient, dès lors, disponible pour de nouvelles avancées à l'Ouest : lorsqu'elle a peur, son tropisme occidental reprend le dessus sur la tentation centrale ou sur la fascination orientale.

De même, naturellement enclins à l'isolationnisme à l'égard d'une Europe tellement moins attractive que l'Asie, les Etats-Unis ne peuvent céder aussi naturellement à cette ligne de plus grande pente dès lors que le seul adversaire potentiel, la Russie, s'effondre. L'Europe européenne risque de retrouver à leurs yeux, fut-ce d'une façon atténuée, le statut qu'il avait du temps de la guerre froide, celui d'un événement. Quant à nous, Français, nous voyons notre force de frappe — en pleine dévalorisation lorsque l'opinion croit à la paix perpétuelle — récupérer soudainement une vraie signification stratégique. Un jeu s'ouvre, dans ces conditions, pour la France, et elle se tire rapidement parti du contexte.

Il s'agit d'abord de profiter de l'angoisse de l'Allemagne, afin de lui faire des propositions en termes de sécurité : une inté-

gration beaucoup plus poussée des forces conventionnelles, une coordination des politiques de matériel et surtout, fait majeur, l'extension de notre garantie nucléaire sur territoire allemand, et ce sans toucher, autrement que par des consultations, à un système de décision atomique qui relève du seul président de la République.

Revivifier l'OTAN

Il s'agit ensuite de ravivifier l'OTAN, de façon à maintenir intact ce qui se peut être une présence américaine en Europe. Lorsque les Etats-Unis nous offraient naturellement leur protection, il était de bon aloi de jouer au maximum le partition de l'indépendance nationale : ce fut l'hébergement suprême du gaullisme. Dès lors qu'ils sont, à l'endroit des Européens, beaucoup plus hésitants, à nous des faire les gestes nécessaires, afin de les pousser à demeurer sur notre territoire. Face à la perspective de secousses en Russie, d'un hypothétique conflit russo-ukrainien ou d'un embourgeoisement de la question hongroise, ne risquons-nous pas, sans eux, de nous sentir bien seuls ?

Il s'agit, enfin, de reconnaître, une fois pour toutes, que l'Europe ne va pas de Brest à Brézel-Litovsk et que notre devoir est de consolider les démocraties reconquises sur

l'ancien Empire soviétique. De là l'urgence d'accepter l'adhésion à l'OTAN, de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque, avant d'examiner les autres candidatures. M. Elsiné, parait-il, s'y oppose et à le violer nous alimentons, nous dit-on, les tendances nationalistes.

Pétition de principes contable : à ne pas agir avec un partenaire ou pouvoir à Moscou aussi faible et accommodant, comment ferions-nous croire que nous serions plus fermes face à un gouvernement russe plus agressif et plus brutal ? Notre passivité, aujourd'hui, sur cette question équivaut à un blanc-seing pour les hypothétiques impérialistes de demain : penseront-ils une seconde que nous nous battons pour une Pologne que nous n'avons pas osé accepter dans l'OTAN, à un moment où cette décision n'était guère surhumaine ?

Lorsque la table internationale bouge, la France retrouve son droit naturel à l'inspiration et à l'audace : s'agit-elle, cette fois, l'exercer, elle qui l'a manié si heureusement en 1953, face à la menace des SS 20, et si malencontreusement, au moment de la chute du Mur ?

Alain Minc vient de publier un essai intitulé « La Nouvelle Moyen Age ».

Jack Lang

L'inconscient des neuf « sages »

par Gérard Miller

C'EST un journal de quatre pages, à l'effacement presque total. Son titre (« RPR 41 ») et ses dates (mars 1993) surmontent la photo d'un homme peigné de près, au visage souriant, méfiant, et dont le nom — écrit en lettres capitales — se lit comme un sobriquet : Chevulin, Jacques. En gros, barrant la « une », s'étend le mot « cauchemar » que ponctue un énorme point d'exclamation. Car, comme Martin Luther King, l'homme peigné de près se fait un rêve et le raconte.

Un rêve qui, à la différence de celui dudit pasteur, n'est pas inspiré par l'amour, mais bien plutôt par le très vif désir de voir Blois, assis à la Rome de la décadence, se débarrasser de son maître, identifié au Bouchon d'Angoulême : « J'ai rêvé de ce maître qui n'a pas vu sa ville et se précipitait en Amérique du Sud ».

Style inimitable des propagandes électorales, qui ont au moins ce mérite : en règle générale, elles n'embourgeoisent pas le mémoire de leurs contemporains. Et pourtant le journal de M. Chevulin, lui, est devenu hystérique. Et aussi la lecture de ses 21 000 exemplaires qu'il a miraculeusement payés 8 765 F, et encore la photo (17 x 9 cm) de la candidate UDF, qu'on y voit poser aux côtés de Jacques Chirac, et encore... Ah, mais je me note déjà dans ce passionnant dossier et l'oubli l'essentiel : je voulais parler ici de la décision prise par le Conseil constitutionnel de démissionner d'office Jack Lang, député du Loiret-Cher, et de le rendre inéligible pendant un an.

Selon les prix du marché

Au départ, il y a une loi, bien inspirée, voulue par le gouvernement de Michel Rocard, et qui impose à chaque candidat de ne pas dépasser pour ses dépenses électorales un plafond de 500 000 F. A l'envie, pour la première application de la loi lors d'élections législatives, il y a une foultitude d'objets émeubles à « RPR 41 », de chiffres, de comptes... et de ruses aussi.

Certes, le législateur, qui connaît l'être humain, eût dû être malin à déjouer sa malice. Pour écarter toute facture sous-évaluée par complaisance, il souligne que chaque

dépense serait estimée selon les prix habituellement pratiqués sur le marché. Pour éviter toute campagne officieuse, il précise qu'on réintégrerait dans les comptes de chaque candidat l'importance de la somme d'argent dont on pourrait soupçonner les visées électorales. Hélas, ce que le législateur n'explicita guère, c'était la question de savoir où commence et où finit ce qu'on appelle une propagande électorale.

Je connais bien l'ancien ministre de la culture et ceux qui l'ont soutenu à Blois. La loi, c'est la loi, leur répète-t-on depuis dix jours pour les convaincre de souffrir en silence. Mais eux, depuis la décision du Conseil constitutionnel, ne peuvent dissimuler un formidable sentiment d'injustice. La loi, c'est aussi son interprétation ! Et de multiplier les exemples qui les blessent...

Quand Jack Lang commande un sondage, protestent-ils, on le lui fait payer au prix du marché et son budget de campagne s'en ressent en conséquence. Mais quand son adversaire présente pour son propre compte une facture trois fois moins élevée, le Conseil, c'est-à-dire la loi, ne rétablit pas pour autant l'équilibre.

Quand le journal RPR, en plein mois de mars, fait si ostensiblement campagne contre l'ancien ministre de la culture (cf. ci-dessus), le Conseil ne grève le budget de son allié UDF que de 4 500 F, mais considérera par contre que 50 000 F doivent être ajoutés aux comptes de l'ancien ministre de la culture pour la publication, à son insu, d'un bulletin de décembre 1992, Loir-et-Cher rançonné.

Décembre 1992... Lang dit n'en pas croire ses yeux : il était alors ministre d'Etat, numéro deux du gouvernement, riva à Paris par l'éducation, la culture, la communication, et il n'avait aucune intention d'être député — de fait, n'annonçait-il sa candidature qu'à son dernier moment, fin février, et sur l'insistance de son premier ministre... Quant au bulletin du cru, il était régulièrement publié depuis 1987 par le député sortant, Michel Fromet, qui tout aussi régulièrement enlumina sa propre image de celle du bien-aimé maire de Blois.

« Propagande électorale de Jack Lang en personne », estiment ses adversaires. « Propagande électorale de Jack Lang en per-

sonne » confirma le Conseil, qui avait été cependant mis en garde contre l'imputation faite à l'un (Lang) de l'acte accompli par un autre (Fromet), mais aussi bien contre toute l'histoire écrite au futur antérieur et qui effirmerait : puisque Lang a été finalement candidat à la députation (mars 1993), c'est qu'il l'était depuis toujours (décembre 1992).

Curieuse histoire, en vérité, et que je n'éprouve pas sans malice. Comment, voilà une instance, le Conseil constitutionnel, par définition même insoupçonnable, présidée par un homme intègre, composée de neuf juges dont la sagesse est une seconde nature, et dont la décision, blessante comme un coup de poignard, laisse un goût de cendres dans la bouche...

« En modifiant le code électoral », déclarait récemment Michel Rocard, nous voulions nettoyer les écuries d'Audé. A bien, par fait, on applaudit, on attend ! Et c'est là que se joue l'affaire Lang, une abracadabrante histoire de bulletin paroissial, de gommes et de crayons ! Car à qui veut-on faire sérieusement croire que Lang, surmédiatisé comme il l'est depuis douze ans, doit se victoriser de Blois à telle ou telle de ses photos du Loir-et-Cher Rencontres de décembre 1992, qu'il eût été perversément dissimulées ?

Communiqué de presse

Quoi, ce même Conseil constitutionnel, qui n'a pas voulu pénaliser l'excellent Alain Juppé pour le coût de ses spectaculaires affiches des Champs-Élysées, a estimé absolument indispensable de rendre Lang démissionnaire, inéligible pendant un an, et ce pour des sommes aussi contestées que faibles ? Et rien n'est venu lui rappeler ce principe si souvent affirmé de la proportionnalité de la faute et de la sanction ?

Est-ce du coup se laisser aveugler par les sympathies qu'on peut avoir pour l'ancien ministre que de supposer qu'il eût été frappé bien au-delà de ce qu'on lui reproche ? Frippe, et qui plus est humilié. Car devant toute autre juridiction, il aurait eu en mesure de répondre à tout nouvel élément apporté à son dossier, et la sentence elle-même n'aurait pas été prononcée avec désinvolture dans un communiqué de presse.

— Situation décidément paradoxale de cette instance garante des libertés, qui semble avoir été contrainte de caricaturer les justes d'exception qui lui font honneur. Contrainte, dis-je, mais par qui ? Par la loi, qui n'impose nullement aux neuf « sages » de sanctionner Lang — même reconnu coupable — avec cette cruauté froide. Pas plus par l'opinion ou le pouvoir politique auxquels le Conseil avait encore récemment résisté. Non, contrainte par l'inconscience même de ses membres.

Ni machiavélisme ni méchanceté

Le Conseil constitutionnel a une histoire qui exige de lui qu'il soit à la hauteur. Son idéal fait sa grandeur, mais organise aussi son engorgement. Comme toutes les instances irresponsables, on le soupçonne, on l'épie, il le sait. Dans l'affaire Lang, aucun machiavélisme, aucune méchanceté, mais pas davantage le hasard : à l'œuvre, une pure logique. La disgrâce de l'ancien ministre eût été quelque chose de programmé. La droite ne risquait pas de s'y opposer, et pas davantage le gauche, paralysée d'avance par la crainte d'entendre ses éventuelles protestations se mêler rétroactivement à celles de Charles Pasqua...

Ah, pour obtenir enfin d'une décision des sages un tel consensus, il n'a fallu que moins que le ministre le plus populaire des deux septennats rochers, celui-là même qui eût démenti localement la déconfiture socialiste en érigeant au centre droit une circonscription qui lui était acquise ! Mais les membres du Conseil constitutionnel n'ont pas sacrifié Lang à Balaïou, encore moins à la candidature UDF qui, de nouveau, rêve à l'Assemblée.

Les neuf « sages » ont travaillé pour leur propre inconscient. Comme si leur surmoi avait exigé d'eux un acte qui puisse satisfaire leur seule vraie jouissance : l'indépendance. Un acte sidérant, au sens clinique du terme. Seulement voilà, d'un tel acte, programmé par une injonction aussi extrême, pouvait-on espérer qu'il soit juste ?

► Gérard Miller est psychanalyste et a notamment publié *Malaise* (Seuil).

Une nouvelle livraison de « Manière de voir »

Le temps des exclusions

par René Lenoir

S OUS le titre *Le Temps des exclusions* (1) dans la collection « Manière de voir », qu'édite le Monde diplomatique, sont regroupés une trentaine d'articles sur le plus préoccupant des sujets de l'heure : l'exclusion, le grand crime social de notre temps. Le terme « exclusion » doit ici être pris dans une acception large : exclusion de fait par la pauvreté, mais aussi volonté d'exclusion. Trois thèmes principaux sont traités, illustrés de quelques textes et nouvelles (dont une de Julio Cortázar) permettant de passer des idées et des chiffres au vécu quotidien.

Le premier thème, pauvreté et exclusion, est commun à toutes les catégories de la population. Nous étions habitués à la pauvreté fruit de la reproduction sociale. Aujourd'hui, on ne naît pas pauvre, on le devient. L'Europe des Douze, comme les Etats-Unis, compte plusieurs dizaines de millions de pauvres. Chiffres d'autant plus inquiétants que les Etats consacrent de 22 % à 30 % de leur PIB aux budgets sociaux. La fabrique des exclus c'est d'abord le chômage, avec une croissance de la productivité qui restreint d'année en année la quantité de travail nécessaire pour produire le même nombre de biens et de services. Mais c'est aussi l'habitat des banlieues. Les conceptions de certains architectes, le faillissement de beaucoup d'élus locaux, l'absence de normes rigoureuses, ont abouti à un habitat vertical trop dense, à une esthétique de la laideur, générateurs de violence.

Cette pauvreté nouvelle, rappellent les auteurs de « Manière de voir », exclut la dignité comme elle exclut la citoyenneté. L'humiliation est le lot quotidien des SDF (sans domicile fixe), trois à quatre cent mille en France, plus de deux millions en Grande-Bretagne. Elle aboutit, pour un grand nombre de jeunes, à la réclusion dans leurs quartiers sans âme. Les associations sont le recours ultime de beaucoup de gens. Le réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion a récemment épousé Bruxelles en 1992, car si rien n'est fait en urgence, comment envisager au-delà le flot montant des exclus ?

Le deuxième thème évoqué dans *Le Temps des exclusions* traite des populations mal intégrées ou rejetées : émigrés, demandeurs d'asile, harkis, Tsiganes et autres Roms. Au fil des articles, on mesure la montée de la xénophobie dans l'Europe de l'Ouest comme en Russie ou dans les pays baltes. Certes, la crise sociale l'explique en partie. Mais cette montée est ramentrainée par des réactions courageuses des responsables politiques. Pourquoi ne rappellent-ils pas que, sur une population de 343 millions d'habitants, l'Europe de l'Ouest compte 0,8 % d'Africains, 0,5 % d'Asiatiques, et 0,2 % d'Européens de l'Est ? Mais ils sont, il est vrai, concentrés dans les mêmes lieux. Ces responsables auraient plutôt tendance à stigmatiser l'étranger. On est stupéfait d'apprendre le titre complet de la convention de Schengen : « convention sur le contrôle de la liberté de circulation de l'immigration et de la criminalité ». Amalgame involontaire ? Cependant, afficher une

politique claire de l'immigration et du droit d'asile est aussi une façon d'apaiser les craintes, mêmes injustifiées, et de ne pas éliminer le propagande d'extrême droite. J'étais en Allemagne en 1991 au moment où ce pays venait d'accueillir 450 000 demandeurs d'asile. Une importante personnalité me montrant, dans les municipalités, la totalité des salles de réunion et de sports occupées me dit : « Dans quelques mois, je le crains, les mouvements racistes vont retrouver vigueur ».

En trente ans, la France a développé sa protection sociale mais n'a pas fait l'effort nécessaire pour insérer socialement les fils et les filles de ces harkis qui étaient battus pour demeurer français. Une honte.

Même les bonnes intentions se retournent contre les plus vulnérables. L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) travaille depuis janvier 1990 « à la vitesse TGV ». Mais les victimes des pires violences, les femmes violées par exemple, restent des semaines avant de pouvoir s'exprimer et se défendre.

Pas un pays qui soit indigne

Le troisième thème, enfin, porte sur la résurgence d'idéologies fascistes et celle du racisme. Nous nous sommes crus guéris de cette peste qui a généré la pire régression que l'humanité ait connue depuis des siècles. Et bien non. Pas un pays d'Europe qui soit indigne de cette résurgence. Les récentes élections locales en Italie viennent confirmer les constats de ce recueil d'articles et les mises en garde d'auteurs comme Etienne Balibar, Juan Goytisolo, René Passet, Hubert Prouteau, Gilbert Rochu, Anne Tristan, Philippe Videler et Christian de Brie.

Ce qui fait la force démonstrative de cette livraison de « Manière de voir », ce sont les rapports officiels et les enquêtes citées. On pourrait objecter que le Monde diplomatique recense moins les actions bénéfiques que les dérives perverses. Mais celles-ci, aujourd'hui, l'emportent sur celles-là. Il est temps de sonner l'alarme quand un continent qui se veut le plus policé du globe se met à exclure plus vite qu'il n'intègre.

Ce continent, le voilà engoncé dans un étatisme sans Etat véritable et sans citoyenneté. N'est-il pas capable de proposer de grands idéaux ? Le libéralisme économique serait-il sa philosophie ultime ? Dans ce cas, en effet, il faut laisser les individus, les groupes, les entreprises vibrer à leur guise : le « main invisible », chère à Adam Smith, réglera au mieux nos problèmes. Et Pangloss de conclure : « Tout cela était nécessaire et les malheurs particuliers font la bien générale de sorte que plus il y a de maux particuliers et plus tout va bien ».

► « Le Temps des exclusions », Manière de voir n° 20 (édité par le Monde diplomatique), novembre 1993. En vente chez les marchands de journaux, 100 p., 42 F.

► René Lenoir est ancien ministre, ancien directeur de l'Ecole nationale d'administration ; il est l'auteur, entre autres, des « Exclues » (Le Seuil, Paris, 1989).

Le Monde

<p>Édité par le SARL Le Monde</p> <p>Comité de direction :</p> <p>Jacques Lascour, gérant directeur de la publication</p> <p>Bruno Pappet, directeur de la rédaction</p> <p>Jacques Guia, directeur de la gestion</p> <p>Manuel Lucbert, secrétaire général</p>	<p>Rédacteurs en chef :</p> <p>Jean-Marie Colombani, Hubert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)</p> <p>Thomas Fereon, Bertrand Le Gendre, Jacques-François Simon</p> <p>Daniel Vernet (directeur des relations internationales)</p>
<p>Anciens directeurs :</p> <p>Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1986), André Fontaine (1986-1991)</p>	<p>RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :</p> <p>15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15</p> <p>Tél. : (1) 40-65-25-25</p> <p>Télécopieur : 40-65-25-39</p>
<p>ADMINISTRATION :</p> <p>1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX</p> <p>Tél. : (1) 40-65-25-25</p> <p>Télécopieur : 40-65-30-10</p>	

هنا من الأخبار

هكذا من الأهل

INTERNATIONAL

Un texte de Vladimir Jirinovski, chef du Parti libéral-démocrate russe

● La philosophie du national-socialiste est celle de l'homme ordinaire
● Nous avons besoin d'une Russie dans les frontières du début du siècle

Le texte ci-dessous a été publié le 28 août 1993 par les «Izvestia», à une époque où il n'était pas encore question d'élections rapides en Russie et où les sondages ne favorisaient nullement son auteur et son parti «libéral-démocrate». Le quotidien russe faisait valoir que Vladimir Jirinovski lui avait proposé ce texte «de sa propre initiative» et l'accompagnait d'un commentaire d'Otto Latsis, membre du conseil consultatif de la présidence russe. Ce dernier écrivait notamment, après avoir relevé plusieurs contradictions entre les diverses thèses de l'auteur : «Mais après tout, un politicien de l'espèce de Jirinovski n'a pas à se soucier de l'exactitude de ses prévisions : s'il ne remporte pas la victoire, on ne lui demandera rien puis qu'il n'aura pas le pouvoir ; s'il est vainqueur, ce sera la même chose, car personne ne pourra plus poser de questions.»

«Voilà un siècle et demi que l'idée d'internationalisme se répand sur le monde. Les frontières nationales se sont effondrées avec l'essor du capital. L'amélioration des moyens de transport et de communication a facilité cette offensive des industries. Les industriels de tous les pays se sont unis. C'est en réponse à cela que le «faotisme du communisme» - l'idée de l'union des prolétaires - a été émise à travers l'Europe (...). Cette fraternité, tout comme d'ailleurs la fraternité des Rothschild et des Rockefeller, est restée, par son esprit et son idéologie, vivante et influente jusqu'à aujourd'hui.

«Une partie des révolutionnaires-socialistes du début du siècle ont été des libéraux, des socialistes, une autre partie des radicaux. Il est revenu à un seul, Vladimir Oulanov [Lénine], de diriger l'une des plus grandes révolutions du monde et de passer de la théorie à la pratique. Il était un homme de l'Internationale. Il plaçait les intérêts internationaux de la classe ouvrière au-dessus des intérêts nationaux. «Il ne s'agit pas de la Russie, je m'en moque, mes bons messieurs», disait-il. Il ne s'agit que d'une étape qui doit nous conduire à la révolution mondiale.

«La révolution mondiale n'a pas eu lieu. Mais pas parce qu'il s'agissait d'une idée délirante, comme certains chercheurs tentent de le faire croire. Si Trotski avait été à la tête de l'URSS, cette idée serait devenue tout à fait réaliste. L'énorme potentiel d'un pays gigantesque, sa puissante armée et l'influence du Komintern dans toute l'Europe auraient pu donner des résultats. Mais le pouvoir soviétique est passé au «groupe caucasien» qui était peu lié au Komintern et avait visité plus souvent les prisons que l'Europe. Staline

s'orienta vers la limitation des activités du Komintern, vers l'isolement par rapport à l'Europe, tant communiste que capitaliste.

«On ne peut pourtant pas oublier que Staline et son parti avaient revêtu le manteau du Komintern. Malgré son attraction pour l'empire, le timonier du Komintern. Il ne toucha pas à la division territoriale et nationale du pays, bien que tout cela fut très formel. Il imposa aux peuples, aux musulmans en particulier, une religion communiste qui leur était étrangère, une écriture étrangère, des traditions étrangères. En cela, il reste un combattant authentique de la III^e Internationale.

«Avec Khrouchtchev, les idées du Komintern se déversèrent en cascade. Le mouvement communiste reprit vigueur, on se mit à aider les «frères égyptiens», l'épopée cubaine commença. Khrouchtchev essaya d'assumer les fonctions de pape du Komintern, «d'apprendre à vivre» au milliard de Chinois.

«Avec Brejnev, les teodanées impériales commencèrent à s'animer un peu : une bureaucratie nationale éduquée par Staline était arrivée au pouvoir, «les fils et petit-fils des ouvriers et des paysans». Mais ils n'ont pas su quitter les vêtements que leur avait taillés, bien des années auparavant, les «révolutionnaires professionnels». On continua comme avant à aider les peuples «en lutte», de venir des milliers aux partis communistes microscopiques de divers pays. Le Vietnam, la Laos, Cuba, et des pays dont nous n'avions nul besoin, aussi éloignés de nous que la lune, tels que le Mozambique et l'Angola.

«On peut comprendre l'erreur des frères en Afghanistan»

«L'Afghanistan est un sujet à part. En principe, il est juste de manifester à son sujet un plus grand intérêt, puisqu'il est notre voisin. On peut même comprendre, en gros, que des troupes y aient été envoyées (et nos jeunes «afghans» doivent savoir qu'ils sont allés en Afghanistan non pas à cause de la sclérose des gouvernements, mais dans les intérêts géopolitiques du pays). Autre chose sont nos actions, indélicates et inégales, en Afghanistan. A nouveau le désir communiste d'implanter le système soviétique de pouvoir. On ne peut faire pousser des palmiers au Grand Nord, mais on «mitochondrie» (1) l'ont cru possible.

«Avec Gorbatchev l'andropovien (encore qu'il ait été un disciple incooséquent d'Andropov) sont arrivés au pouvoir les internationalistes (2) : diplomates, agents de renseignement, observateurs politiques, savants. On était les «valeurs communes de l'humanité», la «maison européenne commune». Mais l'internationalisme ce tant que politique concrète commença à se

lèzarder sous Gorbatchev. La rupture e débuta en URSS, puis s'est répandue en Europe avant de toucher progressivement le monde entier. La spécificité de Gorbatchev est que, au lieu de bouter les frères, il s'est contenté de suivre le courant.

«L'internationalisme, c'est l'idée du mélange. Le nationalisme, c'est l'idée de la qualité. Le nationalisme, c'est l'appartenance individuelle, pas l'appartenance communautaire ni le pansinisme. Si vous habitez un appartement individuel, vous visitez vos voisins avec plaisir, vous les recevez chez vous, mais il n'y aura ni table commune ni toilettes communes, donc moins de chicanes et de vulgarité.

«Qu'est-ce qui en découle dans la pratique? Beaucoup de choses. Si nous reconnaissons que nous édifions un Etat nation-

ni médecins, ni navires qualifiés.

«Car nous ne sommes pas des kominternistes, nous n'avons pas l'intention de relever les «périphéries nationales». Les habitants de ces lieux veulent élever du bétail, cultiver du vin. Ils n'ont pas besoin d'institut, de usines spatiales, d'usines huyantes. Eloignons-nous, laissons-les vivre. Il faut construire à Tachkent davantage de maisons, et évacuer vers la Russie son usine d'aviation.

«Ils ramperont vers nous»

«Le lecteur se demande déjà : Jirinovski est-il vraiment pour l'écrasement de l'Union? Nous n'avons pas besoin de l'Union telle qu'elle était. Nous avons besoin d'une Russie dans les

de renseignement nouveaux, soumis au président personnellement, non liés au service des anciennes Républiques. Tout voisin, même s'il possède un fusil de chasse et s'il vous hait, ne se risquera pas à s'attaquer s'il sait que vous avez à la maison un mortier, que le principal mafieux du coin est votre ami, que votre frère sert dans les OMON et que votre femme est la fille d'un général de la sécurité.

«L'édification d'un Etat national suppose la mise en place d'une idéologie nationale. Il ne faut pas commencer le journal télévisé moscovite par des informations sur les combats dans un autre Etat, Géorgie ou Arménie. Mieux vaut l'annoncer à la fin, et peut-être pas du tout. On ne doit pas parler tous les jours du général Dondakov et ne rien dire de ce qui se passe chez nous, à Penza ou à Orel. Et pourquoi retransmettre vers la Russie un concours d'une petite ville de la Baltique où l'on chante dans des langues étrangères?

«Dans mon appartement je suis le maître. Je décide seul qui invite et à qui je n'ouvrirai pas ma porte. En tant qu'homme, j'ai pitié des SDF et des malheureux, mais je ne suis pas obligé de les faire coter chez moi pour leur offrir un lit. D'autant qu'il y en a beaucoup et que je n'ai qu'un logement habituel de deux pièces. Il en va de même dans un Etat national. Les gens du Sud ont déjà rempli tout Moscou, et il y a en plus des Vietnamiens, des Chinois, des Kurdes... Moscou et les autres villes russes ne doivent pas être des asiles. Même l'instruction très molle du maire de Moscou sur l'enregistrement des «hôtes de la capitale» n'est pas respectée, et le mouton des amendes indigées est risible.

«(...) La tâche des organisations mondiales de type ONU et UNESCO doit diminuer. L'ONU, c'est toujours la même internationale qui se transforme aujourd'hui en geodarme mondial. Pourquoi aurions-nous besoin de gendarmes du monde et de juges de l'univers? Il nous faut coopérer avec nos voisins, créer avec eux des organisations selon le critère régional. Mais que d'autres s'occupent de la Somalie.

«Une économie russe fondée sur les principes nationaux est impensable sans un fort secteur d'Etat, sans une industrie militaire, d'armes que nos voisins proches ont besoin de beaucoup d'armes pour s'expliquer entre eux. Il faut encourager par tous les moyens l'initiative privée, mais l'on ne peut abandonner à leur sort des millions de faibles, de malades et de vieillards. A cet égard, le socialisme - le socialisme authentique, pas notre socialisme à la Elov et à la Beria (4) - a produit une série d'acquis très importants : l'accès à l'éducation, à la santé, les prestations pour les mères et pour les anciens combattants. Que ceux qui savent courir vite courent tout leur saoul, qu'ils gagnent de

qu'ils s'achètent une voiture chic et une datcha de luxe (mais d'une manière honnête seulement). Mais l'Etat doit penser à ceux qui n'ont pas appris à courir vite ni qui ne le peuvent plus : ils ont droit eux aussi à une vie normale, même si elle n'est pas féérique, car ils sont membres de la société ; ils ne vivent ni en Azerbaïdjan ni en France, mais chez nous et avec nous.

«Hitler a discrédité le national-socialisme»

«Le national-socialisme est la conjugaison des principes les plus importants du socialisme et des idées nationales. Le national-socialisme n'a rien de commun avec l'hilérisme. Hitler a discrédité l'idée du national-socialisme, il a davantage emprunté, dans ses doctrines, aux idées de la révolution mondiale kominternienne. Entre les prétentions à la domination mondiale et à la révolution mondiale, la différence est mince. Le national-socialisme n'a pas besoin de dominer le monde, il ne mesurera pas le cran de son voisin d'une autre nationalité, il ne cherche pas le combat. La philosophie du national-socialiste, c'est celle de l'homme ordinaire, du petit-bourgeois si vous voulez, de celui qui veut vivre tranquillement dans son appartement, avoir une femme aimante, des enfants sages, un emploi sûr, sortir le dimanche dans son jardin ou à la campagne, aller se reposer une fois par an.

«Il ne veut gêner personne, mais il ne veut pas qu'on le gêne. Il n'est absolument pas un héros, il ne souhaite pas creuser la terre gelée sous les tanks au nom d'un ne sait quels principes. Il éprouve un peu de dégoût pour le mendiant et une certaine irritation envers les très riches. Il veut être certain que sa fille ne sera pas violée le soir dans la rue, qu'il ne cassera pas la tête de son fils avec une bouteille. Il est absolument pas un fanatique, il n'a pas besoin, comme Hitler, de culte et d'occultisme. Mais il veut respecter ses dirigeants et sentir qu'ils sont dignes, par leur esprit, des postes qu'ils occupent. Il n'est pas un ivrogne, mais il peut boire les jours de fête.

«Mais pour que les simples plans petits-bourgeois deviennent les normes de la vie de l'Etat, il faut une politique décidée...»

(1) Allusion à Mitchourine, un biologiste des années 20 et 30, qui inspira notamment Lénine, l'agriculture protégée par Staline.

(2) L'auteur emploie ici le terme «méthodisme» qui correspond plutôt à «spécialistes des relations internationales», à la différence des «internationalistes» évoqués pour la première période.

(3) Allusion à l'évacuation des vases d'Ukraine vers l'Oural devant l'avance allemande en 1941.

(4) Les chefs de la police secrète sous Staline.

Les titres et initiales sont de la rédaction du Monde.



PARC NO

CLÉS/ Un homme et son parti

■ Vladimir Jirinovski. Vladimir Jirinovski est né en 1946 à Alma-Ata, aujourd'hui Almaty, capitale du Kazakhstan. Polyglotte, nationaliste et juriste, il a travaillé comme consultant dans l'organisation soviétique du Mouvement de la paix et aux éditions Mir. Bien qu'ayant été expulsé de Turquie, dans les années 70, pour «propagande communiste», il n'a jamais été membre du PC. Candidat contre Boris Eltsine en juin 1991 lors de la première élection du président de Russie au suffrage universel, il recueillit plus de six millions de voix (7,8 % des suffrages exprimés), et arriva en troisième position, derrière Boris Eltsine (57,3 %) et Nikolai Ryjkov, l'ancien premier ministre de l'URSS (16,8 %). En août de la même année, il soutint le putsch ensauvateur. En octobre 1993, il condamna la rébellion du Parlement et du vice-président Rutskoi et soutint la prise d'assaut de la «Maison Blanche» par les troupes fidèles à Boris Eltsine.

■ Le Parti libéral-démocrate. Le parti libéral-démocrate de Russie (LDPR) a été fondé par Vladimir Jirinovski en 1990, dès les débuts du pluralisme politique, et il a été le premier parti officiellement enregistré par les autorités de l'époque, avec le PC soviétique. Aussi peu libéral que démocratique, il compte peu de personnalités connues et développe une propagande tout entière concentrée sur la personnalité et les déclarations de son chef. Les élections du 12 décembre dernier lui ont donné de loin la première place parmi les treize coalitions ou partis officiellement candidats, avec près de 25 % des suffrages au scrutin de liste. Ses succès sont moins importants pour les sièges attribués selon la scrutin uninominal (le moitié des sièges de la Douma ou chambre basse), mais le LDPR devrait tout de même compter près de 80 députés, contre une centaine au parti gouvernemental. Choix de la Russie d'Egor Gaidar.

Cartier

Montre MUST II
Nouvelle création Cartier
Argent Massif 6400 Fns
ou Vermeil 7200 Fns
(étanche jusqu'à 30 m).

ALAIN MICHAL
Joachim Bruckner

40, RUE DU COLISEE
PARIS 8^e - 43.59.60.57

EUROPE

RUSSIE

Boris Eltsine place les services de sécurité sous son contrôle direct

MOSCOU

de notre correspondant

Boris Eltsine a signé, mercredi 22 décembre, un décret qui remplace le ministère de la sécurité, c'est-à-dire l'ancien KGB, et le remplace par un nouvel organisme placé directement sous le contrôle de la présidence.

Le décret, qui prend effet immédiatement, est rédigé sous une forme un peu particulière : il commence par une condamnation des « organes » (de sécurité), curieusement désignés par la juxtaposition de tous les noms qu'ils ont successivement portés de la révolution bolchevique à ces derniers jours : « Tcheka-GUE-PEOU-NKVD-NKGB-MGB-KGB-MB ». Ce « système d'organes », indique M. Eltsine, est « irréformable » et les tentatives faites « ces dernières années » pour le réorganiser n'ont eu

qu'un caractère « cosmétique ». Cette fois, la « réorganisation » paraît radicale, puisque le ministère de la sécurité (MB) est supprimé. Un nouveau néologisme est créé, intitulé « service de contre-espionnage de la Fédération de Russie », et il est placé sous l'autorité directe du président. Son directeur, qui a rang de ministre, est le général (du KGB) Nikolai Golouchko, c'est-à-dire l'homme qui exerçait depuis le mois de septembre les fonctions de ministre de la sécurité — une nomination confirmée le jour de la dissolution du Parlement. M. Golouchko est par excellence un représentant des anciens « organes » — où il a dirigé la lutte contre la dissidence, avant de devenir chef du KGB en Ukraine.

Mais il est clair que le nouveau « service de contre-espionnage » ne se substitue pas à l'ensemble de

l'ex-KGB, où le contre-espionnage n'occupe, selon des sources compétentes, que 20 % de ses effectifs. Même si le décret laisse entendre que le contre-espionnage doit être renforcé, le personnel restant ne va pas disparaître comme par enchantement.

Le texte de M. Eltsine laisse dans l'ombre cet aspect des choses, mais une partie de ces services devrait passer sous l'autorité des responsables de la sécurité et des gardes présidentiels, MM. Kojakov et Barsoukov. En tout état de cause, le gouvernement, et à plus forte raison le Parlement, perdrait tout contrôle sur les services de sécurité de l'Etat.

Le démantèlement de l'ex-KGB, présenté par le porte-parole de M. Eltsine comme une illustration du « choix démocratique de la stratégie présidentielle », entre donc dans le droit fil de la

politique menée ces derniers mois, à savoir un renforcement constant de l'appareil du président. Déjà, différentes unités relevant naguère du KGB avaient été transférées à la garde présidentielle. L'attitude du KGB pendant la crise de septembre-octobre a été l'objet de critiques voire de soupçons de la part de certains « démocrates » eltsiniens, alors que des adversaires du président accusaient au contraire les « organes » d'avoir joué très efficacement le rôle qui leur était assigné, à savoir discréditer les occupants de la « Maison Blanche » et les pousser à la fuite. Le décret signé par M. Eltsine n'apporte pas de lumière sur ce point : le ministère est maintenu.

JAN KRAUZE

DIPLOMATIE

Les négociations avec l'Autriche, la Suède, la Finlande et la Norvège

L'Union européenne devrait pouvoir passer de douze à seize membres au 1^{er} janvier 1995

BRUXELLES
(Union européenne)

de notre correspondant

La confiance était de mise, mardi 21 décembre, à l'issue de la session ministérielle qui a réuni les représentants de l'Union européenne et ceux de chacun des candidats à l'adhésion (Autriche, Suède, Finlande, Norvège).

Après les progrès qui venaient d'être enregistrés, les protagonistes se disaient tous convaincus que le calendrier prévoyant l'élargissement effectif de l'Union au 1^{er} janvier 1995 pourrait être tenu. Il implique que les négociations soient menées à leur terme d'ici au 1^{er} mars, de façon à ce que le Parlement européen puisse donner son « avis conforme » au cours de sa session d'avril, la dernière avant les élections européennes de juin. S'il fallait attendre l'installation de la prochaine Assemblée à Strasbourg, les délais nécessaires, une fois l'avis conforme acquis, pour organiser les ratifications dans les pays concernés, repousseraient l'adhésion au 1^{er} juillet 1995.

Cependant, dans les coulisses, l'optimisme était plus nuancé. Avec la Suède, les négociations sont bien avancées, mais, en dépit de résultats enregistrés mardi, il n'en est pas de même avec les trois autres candidats. En fait, avec l'Autriche, la Finlande et la Norvège, les problèmes les plus difficiles, qui concernent l'agriculture, les aides régionales, la pêche (dans le cas de la Norvège) et, s'agissant de l'Autriche, le problème des modalités de transit par le col du Brenner, n'ont pratiquement pas été abordés.

Accord sur la politique étrangère commune

Du côté français, on reproche discrètement aux candidats de traîner les pieds afin d'obtenir, au dernier moment, en février, un maximum de dérogations. Ainsi, les paysans autrichiens, finlandais et norvégiens bénéficient de régimes de soutien très favorables, supérieurs à ceux de la politique agricole commune (PAC), et que leurs gouvernements cherchent à maintenir. Les Douze excluent une telle perspective et ne veulent pas se faire forcer la main en fin de parcours.

Il est vrai que, mardi, l'essentiel des problèmes liés au traité de Maastricht a été réglé. A l'initiative de la présidence belge, la conférence a approuvé une déclaration indiquant que les pays candidats souscrivent sans restriction aux dispositions du traité sur la politique étrangère

et de sécurité commune (PESC), et entendent y participer pleinement.

Ces quelques lignes sont supposées régler les problèmes que pose la neutralité de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède (la Norvège est membre de l'OTAN). Les pays candidats, sans qu'on ait jugé utile, à ce stade, de préciser comment ils entendront leurs engagements, confirment leur volonté de faire le nécessaire pour que leur statut de neutralité actuel ne constitue pas un frein à la mise en œuvre de ce chapitre important du traité.

Les pays candidats, même si deux d'entre eux, la Suède et la Finlande, ont été durement secoués par les troubles monétaires de l'automne 1992 (la couronne et le mark finlandais ont été fortement dévalués), acceptent le programme devant conduire, à la fin du siècle, à une union économique et monétaire (UEM). Cela aurait dû être confirmé mardi, si n'avait pas

surgi une difficulté : l'Espagne aurait voulu que les nouveaux adhérents ne soient pas pris en compte lorsqu'il s'agira d'examiner les conditions de passage à la troisième étape de l'UEM, celle de la monnaie unique. Madrid répliqua que leur venue ne rendait plus difficile, notamment pour l'Espagne, le franchissement de ce seuil. Personne n'a suivi les Espagnols, et eux-mêmes ne semblent pas avoir l'intention d'insister.

La défense de l'environnement

Dans ces pays prospères, la défense de l'environnement est une préoccupation importante de l'opinion, si bien que leur législation impose, pour se protéger contre certains produits dangereux, des normes plus rigoureuses que celles en vigueur dans l'Union. Il a été décidé qu'ils pourraient les conserver pendant une période de transition de quatre ans. Ensuite, on recherchera une harmonisation, l'idée étant plutôt de s'aligner sur les normes les plus protectrices.

Alain Lamassoure, le ministre français des affaires européennes, insiste pour que les contentieux bilatéraux soient réglés en profitant de l'élan donné par les négociations d'adhésion. Dans cet esprit, il a rencontré Perti Salolainen, le ministre finlandais du commerce extérieur, pour expliquer la décision récemment prise par la France de soumettre à surveillance les importations de bois et de papier. Depuis la dévaluation du mark finlandais, les livraisons à la France ont fortement augmenté. « Nous fermons une fenêtre par jour », constate M. Lamassoure. Les deux parties vont rechercher un *modus vivendi*.

PHILIPPE LEMAITRE

CHYPRE : nomination d'un observateur européen aux négociations sous l'égide de l'ONU. — L'Union européenne a décidé de nommer un représentant aux pourparlers sur le problème de Chypre sous l'égide de l'ONU, a déclaré, mardi 21 décembre, le ministre des affaires étrangères chypriote, Alecos Michaelides. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, avait proposé à la Commission de Bruxelles de nommer un représentant pour aider à débloquer les négociations entre chypriotes grecs et chypriotes turcs en vue de réunifier l'île. — (AFP)

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Nouvel échec des négociations de paix de Genève

Les représentants de toutes les parties au conflit bosniaque étaient attendus, mercredi 22 décembre dans la matinée à Bruxelles, pour rencontrer les ministres des affaires étrangères des Douze. Les discussions qui se sont déroulées la veille à Genève (sans les ministres européens) se sont toutefois soldées par un échec.

A l'issue d'un entretien bilatéral, les présidents serbe et croate, Slobodan Milosevic et Franjo Tudjman, ont présenté à la partie musulmane une nouvelle proposition relative au découpage de la Bosnie en trois entités ethniquement homogènes. Ils ont fait valoir qu'ils accédaient à la demande des musulmans de disposer d'un tiers du territoire de l'actuelle Bosnie-Herzégovine, soit 3,5 % de plus que ce que prévoyait le plan de partage qui sert de base aux discussions. Mais les rétrocessions ainsi envisagées par la partie serbe, au moyen d'un arrangement avec la partie croate, ne portaient pas sur les territoires que le gouvernement de M. Izetbegovic entend récupérer.

« La nouvelle carte est totalement inacceptable », a déclaré le porte-parole du président bosniaque en expliquant que les offres serbo-croates portaient sur des « terrains vagues » sans valeur économique et n'appartenant pas à des régions à majorité musulmane. « Nous sommes ce soir plus loin d'un accord que nous ne l'étions il y a six heures » (avant la proposition serbo-croate), a ajouté M. Hajric, en précisant que MM. Milosevic et Tudjman avaient retiré plusieurs concessions importantes faites dans les négociations antérieures. Ils

n'ont pas accepté l'élargissement des enclaves musulmanes en Bosnie orientale et ont fait « deux pas en arrière » notamment sur Brcko au nord du pays, où les Musulmans devaient obtenir un corridor leur donnant accès à la rivière Sava et donc au trafic du Danube, a expliqué M. Hajric.

M. Hajric a également rejeté comme « irréaliste » une proposition pour l'accès à l'Adriatique par la péninsule de Prevlaka, située beaucoup trop loin des frontières de la future République musulmane. Il a dénoncé les partages territoriaux réclamés par les Serbes pour Sarajevo et par les Croates pour Mostar.

En quittant l'ONU, dans la nuit, le président Milosevic a cependant affirmé que la nouvelle proposition « répond au souhait des Musulmans qui demandaient 33,33 % du territoire bosniaque. Elle leur donne un territoire compact, large qui pratiquement correspond à leurs besoins. Nous espérons que lorsque nous présenterons cette proposition mercredi matin à Bruxelles, nous obtiendrons une réponse positive des Musulmans et de l'Union européenne ». — (AFP)

Des bourses pour les étudiants de l'ex-Yugoslavie. — La Fondation Soros offre des bourses à des étudiants ressortissants de l'ex-Yugoslavie bloqués en Occident par la guerre. Les demandes peuvent être adressées par écrit à la Fondation Soros, 38, boulevard Beaumarchais, 75011 Paris.

Quinze membres d'un convoi humanitaire français bloqués à Sarajevo

Quinze accompagnateurs d'un convoi humanitaire de cinq camions de l'organisation Euraide internationale des Scouts de Cluses sont bloqués depuis le 29 novembre à Sarajevo. Le convoi, dirigé par Pierre Devant, conseiller général (divers droite) de Haute-Savoie, avait été pris, dès son arrivée dans la banlieue de la capitale bosniaque sous le feu des tirs serbes.

En l'absence de militaires serbes au dernier point de contrôle, la « traditionnelle » dîme de 30 % des marchandises transportées n'a pas été versée à ces derniers. Cela a provoqué la confiscation des camions et des passeports des accompagnateurs. Pour l'instant, les négociations engagées entre le commandement serbe et la Force de protection des Nations unies n'ont pas abouti.

HONGRIE

Péter Boross devient premier ministre

Dix jours après la mort de Jozsef Antall, le premier chef de gouvernement postcommuniste en Hongrie, les députés magyars ont investi, mardi 21 décembre, le ministre de l'intérieur, Péter Boross, au poste de premier ministre. Dans son discours d'investiture, M. Boross, un homme trapu et énergique de soixante-cinq ans, s'est engagé à poursuivre la politique menée par la coalition conservatrice au pouvoir depuis les élections libres du printemps 1990. Seul changement annoncé au sein du gouvernement : la nomination d'Imre Konyas, ancien chef du groupe parlementaire du Forum démocratique (MDF), le parti de M. Antall, qui vient combler le portefeuille de l'intérieur.

Péter Boross n'a ni le style ni la même envergure politique que Jozsef Antall à qui il doit sa rapide promotion au sein de l'appareil d'Etat. Avant d'occuper les fonctions de ministre de l'intérieur, ce juriste d'entreprise, brièvement interne après la révolution de 1956, a d'abord été chargé du sensible dossier des services secrets. Elève dans un collège militaire pendant sa jeunesse, M. Boross, qui a passé la plus grande partie de sa vie active à la tête d'une entreprise de restauration à Budapest, n'a jamais participé aux mouvements d'opposition dans les années 80. Celui qui dirige aujourd'hui le pays est en fait un outsider de la

vie politique : c'est le seul ministre à ne pas avoir été élu député en 1990 et il n'a rejoint les rangs du MDF qu'en 1991. Son ascension s'explique surtout par la volonté de M. Antall de limiter l'emprise du MDF sur le gouvernement : l'ancien premier ministre s'est toujours méfié, à juste titre, de la loyauté de son propre parti.

Doté d'un certain talent d'orateur, M. Boross se situe nettement plus à droite que son prédécesseur et n'a jamais caché ses sympathies pour un pouvoir exécutif fort, puisant souvent ses références dans l'époque autoritaire du règne de l'amiral Horthy. Répété pour ses formules à l'emporte-pièce, il a notamment regretté la « féminisation de la société hongroise » et a fustigé Amnesty International pour ses critiques, affirmant qu'elle avait mieux fait de s'intéresser à la Hongrie en 1956, cette organisation n'a été créée qu'en 1961.

Même si la marge de manœuvre de M. Boross est extrêmement étroite d'ici les prochaines élections, l'opposition redoute néanmoins un renforcement du contrôle des médias par le gouvernement. En effet, alors qu'il était premier ministre par intérim, M. Boross n'a rien fait pour s'opposer, en octobre, à la main mise de l'extrême droite sur la radio et à la télévision.

YVES-MICHEL RIOLS

هكذا من الأهل

INTERNATIONAL

AFRIQUE

Afrique du Sud : l'extrême droite indécise

Les divisions du camp conservateur compliquent ses négociations avec l'ANC

JOHANNESBURG
de notre correspondant

En bon soldat qu'il fut si longtemps, le général Constand Viljoen, responsable du Front du peuple afrikaan (AVF), est avant tout un homme discipliné. C'est au nom de cette vertu que, mardi 21 décembre, il a annoncé qu'il n'était finalement pas en mesure de signer l'accord conclu avec le Congrès national africain (ANC), prévoyant de rechercher en commun les moyens de satisfaire le désir d'autodétermination des Afrikaners (le Monde du 22 décembre).

Pour expliquer cette reculade inattendue, le général Viljoen a mis en cause « les gens du Cap », membres de l'Alliance de la liberté (FA), à laquelle sa formation appartient, et qui, à la dernière minute, n'auraient pas voulu contresigner l'accord. Quelques instants plus tard, son entourage précisait que la formule générale visait en réalité l'ANC, dont le représentant au Cap, Cyril Ramaphosa, avait tout fait pour torpiller un texte auquel sa formation avait pourtant mis la main.

En politicien novice qu'il est aujourd'hui, le général Viljoen est en fait en train de découvrir qu'il y a parfois autant de coups à prendre dans l'arène politique que sur le champ de bataille. La mésaventure qu'il vit aujourd'hui n'est d'ailleurs pas la première du genre. En septembre dernier, l'AVF et l'ANC rendaient publiques les négociations secrètes qu'ils menaient depuis plusieurs semaines pour éviter des « affrontements, voire une guerre, qui ne serait dans l'intérêt d'aucune des parties, ni dans celles du pays » (le Monde du 26-27 septembre).

Quelques jours plus tard, le général Viljoen était obligé de faire retraite, poussé sur la touche par Ferdi Hartzenberg, chef du Parti conservateur (CP, extrême droite) qui frissonne à la seule écoute du mot « nouveau ».

Quelles que soient les responsabilités dans l'échec d'aujourd'hui - et, apparemment, certains responsables de l'ANC, qui trouvent déjà trop importantes les concessions faites à la minorité blanche, y ont leur part - les difficultés du dialogue trouvent d'abord leur origine dans la nature même des revendications de l'extrême droite. Son désir d'autodétermination au sein d'un *volksstaat* serait sans doute plus présentable s'il n'y avait l'histoire et les difficultés toujours insurmontées de définir ce qu'elle met derrière ces notions.

L'extrême droite est prisonnière d'une revendication à connotation émotionnelle forte, mais à contenu incertain. Depuis l'ouverture des négociations constitutionnelles, les partisans de l'Etat blanc, qui constituent une minorité dispersée dans tout le pays, n'ont jamais été capables de se mettre d'accord sur ses frontières. L'un des négociateurs de l'ANC, Vally Moosa, racontait, en septembre dernier, qu'un des derniers projets soumis à la discussion avait la forme bisocorne d'une étoile à huit branches afin d'englober les fermes des dirigeants de l'extrême droite.

Ces derniers, de même, ne sont pas parvenus à se mettre publiquement d'accord sur l'avenir qui, au sein du *volksstaat*, serait réservé à la population non blanche. Serait-elle expulsée ? Dans la négative, aurait-elle les mêmes droits politiques que la

population blanche ? Le 25 novembre dernier, au Cap, lors d'une séance de négociations avec le gouvernement, l'Alliance de la liberté refusait encore de se prononcer sur les droits civiques des Noirs qui demeureraient dans son Etat.

Trois grandes familles

L'ensemble de l'extrême droite est aujourd'hui organisée et divisée autour de cette autodétermination, qui constitue à la fois son drapeau et son talon d'Achille. Trois grandes familles la composent :

1. Les « modérés » : groupés autour du général Constand Viljoen, équivalents des *Verligte* (éclairés) qui, dans les années 80, au sein du Parti national, étaient favorables à un aménagement progressif de l'apartheid. Ceux-ci ont sans doute compris toutes les difficultés implicites d'une revendication fondamentalement contradictoire avec l'évolution de ces dernières années.
2. Les « fanatiques », dont le bien nommé Eugène Terre-Blanche, chef du Mouvement de résistance afrikaan (AWB), constitue la figure la plus représentative. Ouvertement pro-nazi, cultivant jusqu'au mimétisme l'organisation et l'esthétique hitlériennes, l'AWB est l'aile la plus militante de l'extrême droite sud-africaine. Sa ligne politique se réduit aux discours vociférants de son Führer qui ne manque aucune occasion de menacer l'ANC d'une extermination radicale.
3. Les « indécis conservateurs » : ils se situent entre les deux pôles précédents, et Ferdi Hartzenberg, chef du Parti conservateur (CP), est leur figure la plus représentative. Héritiers des *verkrampies* (les crispés), leurs dirigeants faisaient partie, dans les années 80, du Parti national, avec lequel ils ont rompu lorsque ce dernier a entrepris de réformer l'apartheid. Ils étaient contre hier, ils sont contre aujourd'hui, sans jamais parvenir à se définir positivement. Leur conception proclamée du *volksstaat* est rigide - un Etat blanc issu de l'autodétermination des Afrikaners - mais la mise en musique est vague.

Il y a quelques jours, la presse sud-africaine a reproduit l'un des plans de l'AWB saisi par la police : ses rédacteurs appellent les partisans à stocker des armes et à préparer des commandos qui, le jour voulu, seront chargés d'investir les villes pour ne débarrasser des Noirs. Dans cette perspective, des fosses communes doivent être préparées.

Organisé en unités militaires commandées par des « généraux », convenablement armés l'AWB a réussi à détourner à son profit toutes les manifestations de l'extrême droite, de l'assaut

du World Trade Centre, où se tenaient les négociations constitutionnelles (le Monde du 27-28 juin), à la commémoration de la bataille de Blood River, le 16 décembre dernier (le Monde du 18-19 décembre). Sa conception du *volksstaat* ne souffre aucune nuance : c'est l'apartheid dans sa version la plus extrême, sur un territoire qu'Eugène Terre-Blanche estime à 25 % de l'actuelle Afrique du Sud.

3. Les « indécis conservateurs » : ils se situent entre les deux pôles précédents, et Ferdi Hartzenberg, chef du Parti conservateur (CP), est leur figure la plus représentative. Héritiers des *verkrampies* (les crispés), leurs dirigeants faisaient partie, dans les années 80, du Parti national, avec lequel ils ont rompu lorsque ce dernier a entrepris de réformer l'apartheid. Ils étaient contre hier, ils sont contre aujourd'hui, sans jamais parvenir à se définir positivement. Leur conception proclamée du *volksstaat* est rigide - un Etat blanc issu de l'autodétermination des Afrikaners - mais la mise en musique est vague.

afrikaan (AVF), tout en gardant une distance méfiante à l'égard de l'AWB.

Ces divergences politiques s'accompagnent d'une certaine confusion organisationnelle, aucun des nombreux partis politiques de l'extrême droite, l'AWB mis à part, n'étant le représentant exclusif d'une conception déterminée. L'AVF, que dirige le général Viljoen, est ainsi un front qui regroupe des personnalités, des syndicats industriels et agricoles blancs, ainsi que des partis politiques, dont le Parti conservateur, et l'AWB. En traitant avec l'AVF, l'ANC traite en réalité avec le général Viljoen, lui-même opposé à Ferdi Hartzenberg et à Eugène Terre-Blanche, mais allié à certains députés du Parti conservateur dont l'avenir politique dépend de leur participation aux prochaines élections.

En octobre, en compagnie du parti Inkatha de Mangosuthu Buthezi, du CP et des dirigeants des deux bomolands « indépendants » du Ciskei et du Bophutswana, l'AVF a formé l'Alliance de la liberté (FA). Depuis, l'Alliance négocie avec le gouvernement et l'ANC, essayant de rattraper le terrain que ses membres ont perdu lorsque, début juillet, refusant la date des futures élections, ils ont quitté avec éclat, la table des négociations constitutionnelles (le Monde du 4-5 juillet).

La difficulté de telles négociations tient beaucoup à l'hétérogénéité politique d'une association conçue avant tout comme un groupe de pression pour s'opposer à l'axe politique ANC-Parti national.

Confusion organisationnelle

Jamais Ferdi Hartzenberg n'a rendu publique la carte de ses revendications, ni ne s'est clairement prononcé sur le sort des Noirs qui vivraient éventuellement sur le territoire du futur Etat. Il se contente de soigneusement torpiller les initiatives de son camarade Viljoen, avec lequel, pourtant, il partage la direction du Front du peuple

GEORGES MARION

CORÉE DU SUD

Le président Kim Young-sam a procédé à un important remaniement du gouvernement

Le président Kim Young-sam a procédé, mardi 22 décembre, à un vaste remaniement ministériel après avoir nommé un nouveau premier ministre, Lee Hoi-chang, la semaine dernière. M. Kim avait congédié le précédent chef du gouvernement pour démanteler les protestations contre l'ouverture du marché du riz. Le ministre des affaires étrangères, Han Sung-joo, reste en fonctions, mais celui de la défense cède la place à Lee Byung-tae, jusqu'alors ministre des anciens combattants. Le responsable de l'agriculture, qui avait négocié l'accord controversé sur le riz, est remplacé par Kim Yang-bae, assistant du président. L'ancien président de la Croix-Rouge, Lee Yung-duk, devient vice-premier ministre et ministre de l'unification à la place de Han Wan-Sang, à qui l'aile conservatrice reprochait sa mollesse envers la Corée du Nord.

Un autre nouveau vice-premier ministre est Chung Jae-suk, un économiste qui détenait le portefeuille des transports et qui devient également ministre de la planification économique. Choi Hyung-woo, ancien secrétaire général du Parti démocratique libéral (PDL), au pouvoir, est nommé à l'intérieur. Il était considéré comme le bras droit du président avant d'être limogé en début d'année après l'implication de son fils dans une affaire de fraude à un examen. - (AFP)

INDE : suicide par le feu. - Une étudiante de dix-huit ans s'est suicidée par le feu, mardi 21 décembre, pour exiger que le nom de Babasaheb Ambedkar, auteur de la Constitution indienne et défenseur des intouchables et des basses castes, soit donné à une université. S. P. Bansode, qui s'était arrosée de kérosène, a succombé à ses brûlures dans un hôpital du Maharashtra. Un autre étudiant s'était immolé récemment pour le même objectif. - (AFP)

ANGOLA : reprise des pourparlers de paix. - Le gouvernement angolais et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) ont repris, mardi 21 décembre à Lusaka, capitale de la Zambie, leurs négociations de paix interrompues le 13 décembre, après que l'UNITA ait accusé le gouvernement d'avoir tenté d'assassiner son chef Jonas Savimbi au cours d'un bombardement à Kuito, dans le sud de l'Angola. Une commission d'enquête de l'ONU chargée de vérifier ces accusations a fait part de ses conclusions aux deux parties en confirmant qu'il y avait bien eu un bombardement à Kuito, sans pouvoir confirmer qu'il s'agissait d'un attentat contre M. Savimbi. - (AFP)

BURUNDI : arrivée des premiers membres de la mission de l'OUA. - Les premiers membres civils de la mission de protection de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sont arrivés à Bujumbura, e-t-on appris mardi 21 décembre de source officielle. La mission de protection et d'observation pour le rétablissement de la confiance au Burundi (MIPROBU) comprendra au maximum 180 officiers et hommes de troupes, provenant des pays membres de l'OUA. Elle est attendue dans les premières semaines de janvier, soit deux mois et demi après la tentative de coup d'Etat du 21 octobre. - (AFP)

COMORES : trois personnes ont été tuées lors des élections législatives. - Radio Mayotte a indiqué, mardi 21 décembre, que trois personnes au moins avaient été tuées lundi dans l'archipel des Comores, lors des violences qui ont marqué le second tour des élections législatives. L'île d'Anjouan, bastion de l'opposition, a été la plus touchée par les troubles, a précisé la radio. - (Reuters)

ETHIOPIE : création à Paris d'un comité de soutien à M^{me} Ghennet Girma. - Un comité de soutien a été créé à Paris, afin d'exiger la libération de M^{me} Ghennet Girma, une éthiopienne résidant en France, interpellée et incarcérée, ainsi que sept autres représentants de l'opposition éthiopienne, le

16 décembre, lors de son arrivée à Addis-Abeba, où elle venait participer à la conférence de réconciliation organisée par l'opposition du 18 au 22 décembre.


» Renseignements : M^{me} Olga Vitoa, 3, square Albin-Cochet, 75013 Paris, tél. : 43-36-85-93.

GUINÉE : le président Lansana Conté en tête, selon les premiers résultats partiels de l'élection présidentielle. - Le président sortant, le général Lansana Conté, arrivait en tête avec 50,67 % des suffrages exprimés selon les résultats partiels de la première élection présidentielle pluraliste en Guinée, publiés dans la nuit du mardi 21 au mercredi 22 décembre à Conakry. Selon ces résultats, qui portaient sur 8 des 28 préfectures et 3 des 5 communes de la capitale, le président Conté devançait Alpha Condé (28,09 %), Mamadou Ba (10,77 %) et Siradiou Diallo (7,44 %). - (AFP)

MALAWI : le communisme international reprend son aide financière. - Les bailleurs de fonds du Malawi, réunis lundi 20 et mardi 21 décembre à Paris sous l'égide de la Banque mondiale, ont décidé de débloquent leur aide financière à ce pays, qui avait été gelée dans l'attente d'une évolution en matière de démocratisation et de respect des droits de l'homme. D'autre part, le syndicaliste Chakufwa Chibanza a été élu mardi président du Parti de l'alliance pour la démocratie, devenant ainsi le premier candidat de l'opposition à l'élection présidentielle. - (AFP)

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
dans un choix de 3000 tissus
A qualité égale, vos prix sont les plus bas.

LEGRAND Tailleur
Hommes et dames
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-51
De lundi au samedi de 10 h à 18 h



En 160 ans, nous n'avons pas perdu une seconde.

BAUME & MERCIER
GENEVE
MAÎTRES HORLOGERS DEPUIS 1830

Le plus petit chronométrique du monde avec calendrier perpétuel et fonction rattrapante. Or 18 ct, diamètre 30 mm.

RENSEIGNEMENTS : TÉL. : (1) 40.74.63.31

Enfants de guerre

III. - Sierra-Leone, Libéria : la renaissance des « small boys »

Après une présentation générale du sort des enfants dans les conflits d'aujourd'hui (le Monde du 21 décembre), puis plus précisément celui des enfants de Bosnie (le Monde du 22 décembre), nous poursuivons notre enquête par un reportage sur la situation des enfants de la Sierra-Leone et du Libéria.

BO, FREETOWN et MONROVIA

de notre envoyé spécial

« Yes, Sir ! » La réponse cingle, haut et clair. A neuf ans, James est rompu à la discipline militaire. Il sait que l'on doit toujours répondre « oui, monsieur ! », et rester au garde-à-vous quand on l'interroge. Son maître est parfait. Mais l'ex-soldat James, sans son treillis, a perdu de sa superbe. Son tee-shirt rouge est effrangé, il manque une jambe au pantalon qui tombe sur ses hanches, faute de ceinture, et, pieds nus, comment peut-on avoir l'air martial ?

James n'a été soldat que quelques mois. Car, le 17 juin, le capitaine Valerius Strasser, au pouvoir depuis son coup d'État d'avril 1992, a décidé de démobiliser les enfants enrôlés dans l'armée sierra-léonaise pour combattre la rébellion dans les provinces frontalières du Libéria. Du jour au lendemain, trois cent soixante gosses ont été rapidement tirés du front, rapatriés au camp militaire de Daru où l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) les a pris en charge, avant de les diriger sur Kono et, enfin, vers les centres de réhabilitation de Bo et de Freetown, la capitale.

« Tout s'est passé si vite que rien n'était prêt », explique le Père Brian Starcken, responsable, en temps ordinaire, de la formation dans le diocèse de Bo. Craignant que le gouvernement ne revienne sur sa décision, les responsables de l'UNICEF ont décidé de faire l'honneur à ces enfants, qui pouvaient avoir les foudres nécessaires, au programme de réhabilitation pour ces enfants était prêt. Restait à trouver des centres d'accueil et une structure sierra-léonaise pour organiser, coordonner et mettre en œuvre le programme. L'UNICEF s'est tourné vers la mission catholique de la Sierra-Leone.

C'est ainsi que le Père Starcken a hérité de la responsabilité du centre de Bo, à 265 kilomètres au sud-est de Freetown et à une soixantaine de kilomètres de la frontière libérienne. Cent deux enfants sont hébergés dans les locaux d'une école d'agriculture, à la périphérie de la ville, depuis le 4 juillet.

James est le plus jeune, le plus vieux a dix-sept ans. « Il nous était difficile de détecter ceux qui avaient réellement combattu », confie le missionnaire, alors nous avons organisé un test. Chaque gosse devait rassembler dans

l'obscurité un fusil d'assaut AK-47 préalablement démonté. A notre grand étonnement, ils étaient tous parfaitement capables de le faire en quelques secondes ! »

Grâce au dévouement des quinze éducateurs, des huit instituteurs, et aux conseils du docteur Matur, le psychiatre attaché au centre, les enfants-soldats de Bo ont renoué avec les activités de leur âge. Ils jouent de nouveau et, surtout, ils suivent avec assiduité les cours qui leur sont dispensés. Tous y compris ceux qui n'étaient jamais allés à l'école - peuvent maintenant écrire leur nom. Certains, en cinq mois, ont appris à lire et à écrire. Ils n'ont pas oublié la guerre. Ils ont vu leurs proches mourir, ils ont tué et perdu des compagnons au combat. Mais ils ont soif d'apprendre et veulent tous continuer d'aller à l'école, une fois rentrés chez eux, pour devenir un jour, comme ils nous l'ont confié, « avocat, juriste, médecin, ministre, aviateur, professeur ou... lieutenant ».

« Nous sommes des combattants »

« Nous ne pouvons pas les garder indéfiniment, et, de toute façon, il n'est pas question de créer des institutions spécialisées qui, à coup sûr, finiraient d'en faire des indigènes », convient le Père Starcken. « Nous avons engagé des éducateurs » qui ont fait un boulot remarquable. A partir des déclarations des enfants, ils ont retrouvé des familles qui s'étaient éparpillées et les ont ramenés à la maison. Selon lui, 40 % des cent deux enfants sont psychologiquement rétablis et pourront prochainement quitter le centre, 15 % ne pourront être réintégrés dans la société. Les autres ont encore besoin de soins et d'attention.

Les enfants de Bo ne savent pas qu'ils sont privilégiés. A Freetown, leurs anciens compagnons d'armes survivent dans d'épouvantables conditions. Certes, ils mangent trois fois par jour. Mais ils croupissent depuis six mois - dans un dénuement total - dans des endroits mal appropriés à leur réadaptation.

Cent cinquante-trois démobilisés - dont dix filles - vivent dans un foyer de rééducation pénitentiaire où ils côtoient de jeunes délinquants. Ils dorment à treize par chambre, sur des paillasses jetées à même le sol. Leur seul confort : une salle de douche commune et... l'eau courante. Un luxe qui n'existe pas dans le centre de formation de gardiens de prison, à l'autre bout de la ville, dans le quartier de New England, où cent sept autres enfants-soldats n'ont pas encore vraiment compris ce qu'ils font là. « Nous sommes des combattants. On n



« The Liberian civil war through the eyes of children » (la guerre civile au Libéria vue par des enfants), publié par l'archidiocèse catholique de Monrovia (1992).

défendu la patrie, on s'est battu, beaucoup de small boys sont morts, et regarde comment on nous traite ! », s'exclame Mo d'entre eux en exhibant ses mains galeuses et les pustules qui lui couvrent le corps.

« Il n'y a même pas de puits, viens voir où on boit », ordonne-t-il en désignant à moitié un immeuble en ruine. Trois gros poissons-chats se repaissent de résidus d'excréments. L'endroit sert aussi de « salle de bain » et de « toilettes ». « C'est là qu'on attrape les maladies, ça a tout mal au ventre et des boutons », crie-t-il en colère.

« On veut des papiers d'identité, un peu d'argent et des vêtements. C'est bientôt Noël, on aimerait bien être beau pour rentrer chez nous », demande, avec digressité, Michael Hickey, un missionnaire irlandais, en Sierra-Leone depuis plus de vingt ans, coordonnateur de l'ensemble du projet de l'UNICEF en Sierra-Leone, estime que, « malgré les énormes difficultés matérielles, ça marche très bien. Quand ils sont arrivés, ils étaient tous à tour proximo ou hyper-agressifs. Aujourd'hui, ils chontent, ils rient, ils peuvent de nouveau jouer. C'est formidable ! Derrière ces machines à tuer, il y a encore des enfants ! C'est ça qui me motive... On est en train de préparer un spectacle pour Noël ».

« Prisonniers de guerre »

« J'ai fait en sorte, ajoute le Père Hickey, que ces enfants ne soient pas considérés comme des Sierra-Léonais. Les éducateurs, les instituteurs, tous sont d'ici. Ils connaissent les coutumes, les traditions villageoises, et sont souvent issus des mêmes tribus que les gosses. J'ai même engagé les deux seuls psychiatres de la Sierra-Leone. Il n'est pas question d'appliquer ici le schéma occidental », prévient-il.

Le Père Hickey doit lutter pour ne pas se laisser aller au découragement. La politique déclarée du gouvernement d'est pas vraiment suivie d'effet. Aussi mal adaptés soient-ils à leur fonction, les trois centres ont le mérite d'exister, reconnaît-il. Or les administrations dont ils dépendent veulent maintenant les récupérer. « On allons-nous mettre ces gosses ? », s'interroge-t-il, en rappelant qu'il y en a encore « au moins un millier sous l'uniforme, dont un grand nombre de jeunes filles que

soldats sont considérés comme démobilisés, à Monrovia - pris les armes à la main - ils sont « détenus », puisque le terme « prisonniers de guerre » est théoriquement réservé aux conflits internationaux. L'ECOMOG, bien embarrassé par ces prisonniers à peine pubères, avait envisagé de s'en débarrasser sur l'armée gouvernementale. Mais celle-ci - qui redoute la férocité de la small boys unit sur le terrain - les a combattus et les considère comme des ennemis.

L'UNICEF - qui a mis au point un programme spécifique de réadaptation - a donc fait réhabiliter l'ancienne école française de Monrovia par les « enfants des rues ». Le centre a fière allure comparé à ceux de la Sierra-Leone. Les salles de classe sont sommairement équipées, mais elles sont décorées de dessins peints par les enfants. Ils ont de l'eau potable à la pompe, des dortoirs avec des lits superposés, des matelas et... des coffres fermés par des cadenas où ils entassent scrupuleusement leurs quelques effets personnels.

« Ils vont nous couper la tête »

En un an de « détention », l'équipe locale de l'UNICEF, conseillée par de jeunes psychologues et assistantes sociales américaines, a fait un travail extraordinaire. « Nous les avons ramenés dans leur condition d'enfant. Ils ne veulent absolument plus être considérés comme des rebelles. Nous avons préparé leur réinsertion. Ils sont prêts. Nous pensons maintenant qu'il n'y a pas de risque à les relâcher », estime Sue, la psychologue qui se réjouit d'avoir obtenu de l'ECOMOG de pouvoir les libérer progressivement, à raison d'une dizaine par semaine.

Une démission qui n'est pas l'isolement en ville. Les Libériens ont peur de ces gosses dont ils considèrent les « exploits ». Sous l'emprise de la drogue et de l'alcool, conditionnés par les militaires, ils ont commis d'épouvantables atrocités. « A peine sortis, ils vont reprendre les armes et nous couper la tête, comme ils faisaient dans le bush », s'insurge un commerçant libanais.

Les Libériens de souche partagent le même avis. « Les enfants veulent rentrer chez eux, des familles veulent les reprendre - pas toutes, car certains parents sont effrayés quand ils apprennent ce que leur progéniture a fait. Les communautés, en ville et dans les campagnes, s'y opposent. Ces gosses font peur, déçoire le responsable du programme éducation de l'UNICEF, mais ce ne sont que des enfants ! »

Avec six de ses compagnons d'infortune, Alex a été libéré en juillet. Il s'embrouille, avec un mélange de gêne et de pudeur, en parlant de son expérience dans la small boys unit, quand il tendait des embuscades aux soldats de l'ECOMOG, mais il est heureux d'être revenu « à la vie ». Le centre, « c'était le paradis ! ». Sa vie n'est pourtant pas rose. A seize ans, il vit seul dans la maison de sa mère, à Monrovia. Sa sœur aînée et les voisins s'occupent un peu de lui. Mais il peut étudier. « J'aime l'école, c'est le futur, j'aime l'école », répète-t-il en fixant le bout de ses chaussures.

Alex est en sixième. Plus tard, il veut devenir électroicien, pour travailler dans les transmissions. Il adore le rap et M. C. Hammer, son idole. Mais sa passion - à côté-courant des modes africaines - c'est le basket. Malheureusement Alex ne peut plus jouer. « Au centre, on avait des paniers et des ballons. Maintenant, c'est fini. L'école a rouvert, mais il n'y a pas de terrain », regrette-t-il. Alex a enfoncé ses traumatismes, avec l'aide des psychologues américaines, et se colle avec ses problèmes d'adolescent.

Il a eu de la chance, d'une certaine manière, d'être l'un des soixante-dix démobilisés. Qu'aurait-il été s'il avait été l'un des autres enfants-soldats dont personne ne veut ? La réinsertion - dont est porteur l'accord de paix signé à Cotonou en juillet - va-t-elle commencer ?

FREDERIC FRITSCHER

Prochain article

Afghanistan : apprendre la paix

Le soldat Brahima

FREETOWN

de notre envoyé spécial

Brahima tire sur sa cigarette avec des mines de vieux bretteur, attendant le départ de l'ennemi. Il a ensuite « ramené » jusqu'à trouver des soldats gouvernementaux qui l'ont conduit à l'hôpital.

« Oui », après cet épisode, il a beaucoup combattu. « Oui », il a tué. « Souvent, et sans pitié », parce que dans cette guerre « on ne garde pas de prisonniers ». « Nous, les small boys, quand on capture un rebelle, il est mort ! On le déshabille, on lui attache les mains dans le dos, bien haut, et on le couche sur le ventre. Après, on l'enterme d'essence et on craque une allumette », raconte-t-il en mimant la façon dont le supplicié « se tortille comme un asticot », puis en se bouchant le nez de deux doigts pour mieux faire comprendre que « ça pue vraiment, comme du cochon grillé ».

« Corvée d'eau »

« Quand les officiers ont fini d'interroger les prisonniers, ils nous disent, à nous, les small boys, de les emmener à la rivière. On sait bien ce que ça veut dire. Quand c'est mon tour, je le tiens en joue jusqu'à la rivière. Je le fais se débattre, je prends tout ce qu'il y a et je lui dis de regarder sur l'autre rive. Il a peur, il se retourne. Alors je tire en l'air et dis qu'il tourne le tête je lui tire là », dit-il en montrant sa nuque.

Après six mois de formation militaire dans le camp de l'ULIMO, Brahima était fin prêt pour la guerre. « Au début, on me faisait garder des ponts, des routes ou des villages, puis j'ai fait des patrouilles et j'ai été blessé », raconte-t-il sans fanfaronnade. Une belle lui a traversé le mollet gauche alors qu'il se tenait à l'opposé de l'avancée des rebelles. Il est tombé.

s'effondre en gesticulant comme une marionnette.

« Quand il est mort, je le pousse dans la rivière avec mon pied. Et d'un seul coup, l'eau devient rouge, toute rouge », précède-t-il, comme si la scène se déroulait à l'instant devant ses yeux. Une estampe « corvée d'eau », comme il y a, jadis, eue d'autres lieux, de simples « corvées de bois ».

Brahima est « un soldat ». Il ne veut pas se faire « mousser » en racontant ses histoires, mais il aime bien fort : « Ceux qui me connaissent savent qui je suis et ce que je fais ». Un jour, au front, alors que les rebelles attaquaient, eux premiers coupe de feu, « pow, pow », tous les officiers ont fui.

« Le big man qui était près de moi a commencé à courir, se soulevait Brahima, alors j'ai pointé le canon de mon AK-58 sur lui et j'ai crié : si tu fuis, j'te tue ! Le big man est arrêté. Il m'a regardé, comme s'il ne me connaissait pas. Il s'est défilé ses épaulettes et les a jetées à terre en hurlant : maintenant, c'est toi qui commandes. J'ai ramassé les gilets, et je suis resté avec les small boys. C'est pour ça qu'on me respecte ! »

La drogue ? « Bien sûr, on fume ! C'est bon, on ne pense plus à rien, on n'a pas peur, on n'a pas peur. Et quand on mange, on vide la poudre de nos cartouches dans le riz et on en mélange avec l'alcool de canne. Alors là, après ça, t'es plus peur de rien. T'es Rambo ! Tu fonces et c'est tout ! »

F. F.

PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN 1994 BNP

AVEC Le Monde ET L'Espresso

Vous avez entre 15 et 23 ans, vous écrivez des nouvelles, des romans, des pièces de théâtre. Vous voudriez être lu(e), voire édité(e) : Le prix du Jeune Écrivain vous est destiné. Il suffit d'envoyer votre texte (de 5 feuillets dactylographiés minimum à 100 maximum) en deux exemplaires avant le 19 février 1994 à :

Prix du Jeune Écrivain

6, route de Labarthe

31600 MURET FRANCE

Tél. : 61-56-13-15 - Fax : 61-51-02-92

Le jury du prix du Jeune Écrivain 1994 est composé de Dominique AUTIE, Christiane BAROCHIE, Abraham BEN-GIO, Claude BER, Henry BEULAY, G.O. CHATEAURENAUD, Anne FAKINOS, Michèle GAZIER, Christian GIUDICELLI, Odette JOYEUX, Luba JURGENSON, Jean-Marie LACLAUTINE, Pierre LEPAPE, Jean-Noël PANCRACI, Marie ROUANET, Marc SEBBAH, Roger VIGNY.

Les prix : Voyages culturels, festivals, bibliothèque idéale etc. Les textes primés, s'ils sont de qualité, seront édités par Le Monde-Éditions.

Votre texte devra être tiré et ne porter ni nom ni signature. Joindre à votre envoi : un chèque de 100 F à l'ordre du prix du Jeune Écrivain ainsi qu'une enveloppe kraft (160 x 230 timbrée à 6 F) libellée à votre adresse, et une photocopie d'une pièce d'identité. Indiquer également votre numéro de téléphone et le cas échéant le nom et l'adresse de votre établissement scolaire ou universitaire.

Le prix du Jeune Écrivain 1993 a été édité par Le Monde-Éditions à 9 000 exemplaires avec le concours de la BNP. Cet ouvrage est disponible en librairie, ou, à défaut, au Monde-Éditions, 15, rue Falguère, 75015 Paris.

هنا من الأمل

هكذا من الأصل

(Publicité)

• Le Monde • Jeudi 23 décembre 1993 7

SPECIAL OLD RESERVE

ST. M. MALT

Glenfiddich

Pure Malt
Scotch Whisky

ESTD 1822

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

prior à l'emplacement sur lequel se trouve en une presse... par la COU de Sierra Helman

PROCHE-ORIENT

ISRAËL

Le voyage du pape en Terre sainte reste très incertain

Le pape Jean Paul II a annoncé, mardi 21 décembre, devant les cardinaux de la Curie romaine, qu'il effectuerait « à la fin du printemps prochain » une visite au Liban, où il souhaite rencontrer les catholiques mais aussi « les frères orthodoxes, ainsi que les fidèles de l'islam ». Il a indiqué qu'il espérait pouvoir se rendre ensuite à nouveau au Proche-Orient pour « visiter tous les principaux lieux liés à la foi chrétienne ».

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La visite de Jean Paul II en Israël et dans les Lieux saints des territoires occupés, n'est pas encore une certitude. Relancée dans les médias - avant même la déclaration du pape - par la perspective du premier accord « fondamental de principes », qui sera signé le 30 décembre à Jérusalem entre le Saint-Siège et l'Etat d'Israël, l'éventualité d'une visite pastorale prochaine du chef de l'Eglise catholique reste pour l'instant... éventuelle.

Interrogée par nos soins mardi 21 décembre, la délégation apostolique qui siège dans la partie arabe annexée de Jérusalem, est formelle : « Oui, le Saint-Père espère toujours effectuer un pèlerinage en Terre sainte aussi tôt que possible. Non, aucun préjugé ne nous a été demandé ou communiqué. » Sauf improbable coup de théâtre, nos interlocuteurs ne voient donc pas comment le chef de l'Eglise catholique, qui doit se rendre au Liban au printemps prochain, pourrait brusquement décider d'élargir sa tournée aux Lieux saints, qui sont situés en Israël et dans les territoires occupés par l'armée de l'Etat juif. Le pape a précisé mardi à Rome qu'il n'était pas question de cumuler les deux voyages.

Mis à part Nazareth et le lac de Tibériade qui se trouvent sur le territoire national israélien, fait-on remarquer dans les milieux chrétiens de Jérusalem, tous les autres sites traditionnels de pèlerinage sont en Cisjordanie occupée. « Imaginer, d'interroger un pègre de la vieille ville, le Saint-Père s'agenouiller au mont des Oliviers, au Saint-Sépulchre ou sur le chemin

de croix [qui se trouvent tous dans la partie arabe de Jérusalem conquise et annexée en 1967], sous la protection des soldats de l'occupation ? »

Ce raisonnement, qui vaut aussi pour d'autres lieux saints comme le mont de la Tentation (près de Jéricho) ou la grotte de la Nativité à Bethléem, deux petites villes de Cisjordanie, illustre les limites politiques et religieuses de l'accord qui sera signé à la veille de l'an nouveau.

L'Etat du Vatican qui, en ces temps de négociations israélo-arabes accélérées, ne voulait pas être le dernier de la planète à accorder une reconnaissance « pleine et entière » à Israël, ne souhaite pas pour autant donner sa bénédiction à une occupation militaire considérée comme « illégale » par le monde entier et, notamment, par le monde arabe auquel appartient l'essentiel de l'Eglise d'Orient.

Le saint-délicat de Jérusalem

Mardi soir, déjà, faisant sans aucun doute écho aux réserves émises par les intégristes palestiniens du Hamas et des autres groupes islamistes de lutte contre l'occupation, le chef des fondamentalistes chiites libanais, le cheikh Mohammed Fadallah, a

condamné le projet du Saint-Siège. « Il y a danger, a-t-il prévenu. La reconnaissance de l'Etat juif par le Vatican va lui fournir une force morale et affaiblir indirectement la cause palestinienne. » Puis, tout en affirmant connaître « l'étendue des pressions » auxquelles, selon lui, le Saint-Siège a dû faire face avant d'accepter ce tournant, le cheikh s'est interrogé : « Si Jésus-Christ était présent, se serait-il ainsi soumis à la pression ? »

Apparemment conscients des problèmes que leur démarche pouvait soulever, les diplomates du Vatican qui ont négocié l'accord du 30 décembre ont pris un certain nombre de précautions. Le document, qui comprend quatorze articles de type technique et juridique, laisse entièrement de côté les questions plus politiques, qui concernent notamment l'avenir de Jérusalem et des territoires occupés. « Ce n'est pas que le Saint-Siège s'en désintéresse, loin de là, nous disait-on à la délégation apostolique, mais il y a d'autres lieux pour les négocier... »

Le statut de Jérusalem, notamment, est officiellement, pour l'Eglise, « une question multilatérale qui sera traitée comme telle ». En principe donc, pas question d'établir à Jérusalem la nonciature officielle qui sera inaugurée dans les semaines qui suivront le 30 décembre. Ce serait reconnaître l'annexion israélienne. Malgré la pression, l'ambassade du Saint-Siège en Israël sera sans doute sise à Tel-Aviv, comme sont d'ailleurs la plupart des autres chancelleries étrangères. Mais si elles consentent, de consuls dans la partie orientale de la Ville sainte.

Le pape Jean-Paul II a certes fait évoluer la notion « d'internationalisation » de la ville qu'il avait héritée du plan de partage de 1948 et de ses prédécesseurs. Mais le Saint-Siège n'a pas renoncé à obtenir ce qu'il appelle des « garanties internationales » pour la ville des trois monothéismes.

PATRICE CLAUDE

IRAK

Les membres du Conseil de sécurité sont divisés sur la levée de l'embargo pétrolier imposé à Bagdad

Contrairement à ce que laissent entendre des informations de la presse américaine, la France est fermement décidée, vis-à-vis de l'Irak, à s'en tenir au régime de sanctions « tel qu'il a été fixé » par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Paris, nous a expliqué l'ambassadeur de France à l'ONU, Jean-Bernard Mérimée, respectera à la lettre la résolution 687 du Conseil de sécurité.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Dans un article publié dimanche 19 décembre, le *New York Times* indiquait que quatre membres permanents du Conseil de sécurité, la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la Russie, étaient convenus d'un durcissement de stratégie envers l'Irak. Selon le journal, Washington et les trois autres « grands » envisagent de poser de nouvelles conditions très dures à la levée de l'embargo pétrolier imposé à Bagdad. Citant l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, Madeleine Albright, le *New York Times* indiquait que Bagdad devait reconnaître la souveraineté du Koweït et arrêter les exactions contre les Kurdes et les chiites pour que l'embargo soit levé.

« Une volte-face totale »

Toutefois, ces deux conditions ne sont pas incluses dans la résolution 687, dont l'article 22 prévoit que Bagdad doit appliquer les résolutions du Conseil de sécurité concernant spécifiquement son désarmement, pour que l'embargo pétrolier soit levé. Pour la France, il n'est en tout cas pas question de renégocier ces résolutions, nous a déclaré Jean-Bernard Mérimée, selon lequel l'article du *New York Times*, « donne une description totalement fautive de la situation au sein du Conseil ».

Quant à la position de la France sur la levée de l'embargo pétrolier, « il n'y a aucune ambiguïté », insiste l'ambassadeur de

France aux Nations unies. Aux yeux de Paris, la lecture de la résolution 687 reste « au premier degré, légale et juridique, telle qu'elle a été écrite ». Au demeurant, fait valoir M. Mérimée, au moment de la rédaction de ce texte, les Etats-Unis avaient « insisté » pour que la levée de l'embargo pétrolier soit liée « uniquement » au désarmement de l'Irak. Maintenant que Bagdad coopère avec la commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak, « Washington fait une volte-face totale ».

S'agissant de la Grande-Bretagne, certains diplomates « assurent » qu'elle est « nettement plus nuancée » que ne le laisse entendre l'article du *New York Times*. La Chine pour sa part soutiendrait le point de vue français, tandis que les deux pays musulmans membres non permanents du Conseil, le Maroc et le Pakistan, auraient adopté des attitudes différentes. Rebat réclame, selon ces diplomates, une application de la lettre de la résolution 687, alors qu'« Islamabad estime qu'il faudra surveiller le comportement de Bagdad » quant à son désarmement, avant de décider « quoi que ce soit ».

Bien que la levée de l'embargo pétrolier ne soit pas liée à la résolution 688, qui impose à Bagdad le respect des droits de l'homme, un diplomate n'exclut pas que le dernier compte rendu du rapporteur spécial des Nations unies, Max Van der Stoep, accusant Bagdad de « violations flagrantes » des droits de l'homme soit « brandi » par Washington « pour vendre la position américaine à l'opinion publique, non seulement aux Etats-Unis mais aussi en France ».

Il reste que, comme le fait remarquer le *New York Times* les « rumeurs » sur une possible levée de l'embargo pétrolier auront fait baisser le prix du pétrole de 18 dollars environ à 14 dollars.

AFSANÉ BASSIR POUR

Avant les négociations israélo-palestiniennes de Paris

M. Rabin fait quelques ouvertures

Pour donner un coup de pouce aux négociations israélo-palestiniennes de Paris sur l'application de l'autonomie dans la bande de Gaza et à Jéricho, le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, a fait quelques ouvertures, mardi 21 décembre. Mais il était encore trop tôt pour savoir si ces propositions, dont les négociateurs devraient examiner les détails, satisfiraient les Palestiniens.

Devant la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, M. Rabin a indiqué qu'une « présence » palestinienne aux points de passage entre Gaza et Jéricho d'une part, l'Egypte et la Jordanie d'autre part, était envisageable. Israël, a-t-il ajouté, devra s'assurer que « ceux qui traversent les points de passage ne porteront pas atteinte à sa sécurité et que des Palestiniens qui n'y sont pas autorisés ne viendront pas s'installer dans les territoires » occupés. Une telle « présence » avait déjà été évoquée par les Israéliens lors des pourparlers d'Oslo le week-end dernier. Elle n'avait pas été jugée suffisante par les Palestiniens.

M. Rabin a également dit que la région de Jéricho ne devait pas englober les implantations d'Almog et d'Elisha, atteindre la mer Morte et la vallée du Jourdain, laissant ainsi entendre qu'Israël pourrait élargir de dizaines de kilomètres de désert l'étendue de la zone de Jéricho, dont ses forces se retireraient et dont il avait fixé la superficie à 27 kilomètres carrés. Selon une source palestinienne bien informée, les Israéliens avaient déjà proposé à Oslo que la zone de Jéricho s'étende sur 54 kilomètres carrés. Mais les Palestiniens « qui ont refusé leur propre demande de 340 à 200 kilomètres carrés » avaient jugé cette offre irrécusable.

On ignore quelle sera la durée des pourparlers de Paris, commencés tôt mercredi matin - et non pas mardi comme initialement prévu - en raison de l'arrivée tardive du chef de la délégation israélienne Shimon Peres. Un black-out total est observé sur leur déroulement, les deux parties considérant que la médiatisation constitue un handicap.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Les rumeurs sur la vie privée du président Clinton refont surface

Au moment où sa « cote » de popularité est sur une courbe ascendante dans les sondages, le président Bill Clinton fait face à une nouvelle campagne de rumeurs sur sa vie privée. Elles réveillent de vieilles blessures héritées de la bataille pour l'élection présidentielle.

WASHINGTON

de notre correspondant

Les faits sont maigres mais, à de rares exceptions près, les médias leur ont donné une telle ampleur que la Maison Blanche n'arrivait pas, cette semaine, à masquer son embarras devant une « nouvelle affaire » qui, vraie ou fautive, pourrait, après les bêtises initiales de l'équipe Clinton, avoir de nouvelles répercussions négatives sur l'image du président.

Sans explications, Dee Dee Myers, la porte-parole de la présidence, a annoncé, lundi 20 et mardi 21 décembre, ses points de presse quotidiens, comme si la Maison Blanche entendait choisir le silence, ou la fuite, pour étouffer la campagne en cours.

Au départ, il y a les assertions de quatre anciens policiers de Little Rock chargés de la sécurité de M. Clinton alors qu'il était gouverneur de l'Arkansas. Dans un article publié par une revue ultra-conservatrice, *American Spectator*, ils accusent Bill Clinton de les avoir nuiés - notamment comme chauffeurs - pour faciliter nombre

de ses escapades amoureuses. C'était révéler les fameuses questions sur la « personnalité » du candidat Clinton.

Durant la campagne présidentielle de 1992, Bill Clinton avait déjà eu à faire face aux affirmations d'un artiste de cabaret, Genifer Flowers, qui, pour plusieurs dizaines de milliers de dollars, avait déclaré à un magazine qu'elle avait entretenu une liaison de douze ans avec le gouverneur de l'Arkansas. A Little Rock, capitale de l'Etat, même les plus farouches ennemis de M. Clinton, qui ne s'est jamais présenté comme un modèle de fidélité conjugale, s'étaient refusés à corroborer le récit de M. Flowers. L'affaire n'en avait pas moins provoqué une vague d'attaques virulentes contre le candidat.

Hillary

au secours de son mari

Comme lors de l'épisode Flowers, le plus étonnant dans les rumeurs actuelles est l'écho et la place que lui donne la presse, compte tenu de la partialité des sources. Les ex-policiers en question sont parrainés par un avocat de Little Rock, Cliff Jackson, adversaire politique de toujours de Bill Clinton; les quatre hommes ne cachent pas être à la recherche d'un éditeur pour publier un livre sur la vie privée de Clinton; deux d'entre eux entendent rester anonymes et refusent d'être interrogés par la presse; une douzaine d'autres policiers de Little Rock n'ont rien

remarqué, eux, qui puisse dénoter chez le gouverneur Clinton le comportement d'un coureur invétéré.

Après que la Maison Blanche se fut efforcée en vain de dissuader les ex-policiers, dont le projet était connu depuis quelques semaines, Hillary Clinton est venue au secours de son époux, comme elle l'avait fait lors de l'épisode Flowers. Qualifiant ces rumeurs « d'ignobles », elle a jugé que ce n'était pas un « hasard » si elles ressemblaient chaque fois que M. Clinton était en passe de remporter un succès (comme candidat ou comme président) : « Ce sont des histoires lancées pour des raisons politiques et financières ».

La Maison Blanche a aussi quelques soucis avec deux membres de l'équipe Clinton. Le secrétaire à la

défense désigné, l'amiral Bobby Ray Inman, qui doit encore être confirmé par le Sénat, a reconnu ne pas avoir pu la sécurité sociale d'une de ses employées de maison; le même oubli avait « coûté » leur poste d'avocat général (ministre de la justice) à deux jeunes femmes présentes par M. Clinton.

D'autre part, le fils du directeur de la santé publique, le docteur Jocelyn Elders, elle aussi venue d'Arkansas, vient d'être arrêté pour trafic de drogue. M. Elders avait, il y a quelques jours, provoqué la colère de la Maison Blanche en proposant de légaliser, sous certaines conditions, la vente de la drogue. Enfin, le ministre de la justice s'intéresse toujours aux liens que Bill et Hillary Clinton ont entretenus avec une caisse d'épargne

de l'Arkansas, aujourd'hui en faillite frauduleuse.

Ces péripéties, bien washingtoniennes, pourraient, une fois de plus, écorner l'image de Bill Clinton au moment où les sondages lui donnent un solide taux de popularité (de 58 % à 60 % de « satisfaits »). Le président est crédité d'un bilan législatif très sérieux, d'une situation économique où tous les indicateurs sont en voie d'amélioration - y compris l'emploi et la « confiance » des consommateurs - de succès dans les négociations commerciales internationales et de plus de courage et d'originalité que ses prédécesseurs dans la lutte contre la criminalité.

ALAIN FRACHON

l'homme et les familles des victimes. (AP)

VENEZUELA : libération de onze militaires. - Onze officiers incarcérés à la suite des tentatives de coup d'Etat au Venezuela de février et de novembre 1992 ont été libérés, mardi 21 décembre, à Caracas, ont annoncé des porte-parole de la Cour martiale. Les accusations à leur encontre ont été levées, et ils seront réintégrés au sein de l'armée avec leur grade. Quelque 200 officiers sont encore sous les verrous, accusés des mêmes délits. (AFP)

Le précédent de Paul VI

Jean-Paul II souhaite rencontrer au Liban « les catholiques des différentes Eglises orientales », mais se dit d'« avance » heureux de pouvoir « saluer les frères orthodoxes et les fidèles de l'islam ». Il fait ainsi le pari d'une sorte de réconciliation nationale fondée sur « une coexistence sereine entre des traditions et des communautés si diverses ».

Il a ajouté qu'il suivait « avec anxiété » les développements de la situation au Proche-Orient, avant de résumer son souhait de se rendre en Terre sainte.

Du 4 au 6 janvier 1964, Paul VI s'était rendu sur les bords du Jourdain et avait visité Amman, Bethléem, Jérusalem, le mont des Oliviers, Bethléem. A un moment où il était moins question que jamais de relations diplomatiques entre Israël et le Saint-Siège, Paul VI avait réussi la tour de force, tout en étant reçu à Jérusalem par les autorités israéliennes, de ne pas citer une seule fois le mot d'Israël et même, au moment de prendre congé du président Shazar, de prononcer un éloge du pape... Pie XII.

L'accord, qui va être signé le 30 décembre entre deux Etats de taille voisine, mais riches du poids de leur histoire et de leurs symboles, donne la mesure du virage accompli depuis trente ans, même si de nombreuses ambiguïtés demeurent.

H. T.

هكذا من الأهل

POLITIQUE

La situation dans la majorité après les déclarations de M^{me} Veil et de M. Léotard

M. Balladur assure que les ministres ne parleront plus de l'élection présidentielle

■ SILENCE. Edouard Balladur a été interrogé, mardi 21 décembre, par les députés du RPR, sur l'appel que lui avaient lancé publiquement Simone Veil et François Léotard, le 19 décembre, pour qu'il se déclare candidat à l'Élysée. Le premier ministre a indiqué qu'il va rappeler aux membres du gouvernement sa consigne de ne pas parler de l'élection présidentielle avant la fin de l'année 1994.

■ CONSTANCE. Charles Pasqua maintient que la seule solution, à ses yeux, pour éviter une nouvelle division de la droite au moment de l'élection présidentielle est l'organisation de « primaires », pour laquelle il confirme qu'il présentera un projet de loi au Parlement lors de la session de printemps. Le ministre de l'Intérieur a, en M. Balladur, un chef de gouvernement « plus gaulliste que pompidolien ».

Les députés RPR ont très modérément apprécié les déclarations de Simone Veil et de François Léotard en faveur de la candidature d'Edouard Balladur pour l'élection présidentielle. Ils l'ont fait savoir au premier ministre, venu officiellement, mardi 21 décembre, présenter ses vœux de fin d'année au groupe parlementaire en présence de Jacques Chirac. Le président du RPR est resté silencieux sur les propos des deux ministres d'État. Taur à taur, Philippe Briand (Indre-et-Loire), Pierre Mazaud (Haute-Savoie), Pierre Pasquini (Haute-Corse), Henri Cug (Yvelines) et Robert Pandraud (Seine-Saint-Denis) sont intervenus pour déplorer, selon Bernard Pons, président du groupe, des propos « intempestifs », qui créent « une certaine confusion » au sein de la majorité.

Edouard Balladur a répondu à ces critiques en indiquant, comme il avait déjà eu l'occasion de le faire au cours du déjeuner de la majorité, le même jour, en l'absence des intéressés, qu'il va

rappeler à ses ministres l'obligation de silence, au sujet de l'élection présidentielle, à laquelle il leur avait demandé de se plier lors de la constitution du gouvernement. « Il ne faut pas en parler avant la fin de l'année prochaine, ce n'est pas ce que les Français attendent, a-t-il dit. L'efficacité du gouvernement dépend du respect de cette règle salutaire. » M. Balladur a également évoqué les élections européennes, en répétant que si « les mouvements politiques » de la majorité se prononçaient pour une seule liste, celle-ci aurait le soutien du gouvernement, mais que s'ils optaient pour deux listes, il exigerait que le gouvernement reste « en dehors » des débats.

Le report des municipales

C'est à d'autres élections qu'a préféré s'intéresser le groupe UDF. L'idée d'un report des municipales souhaité par le RPR mais repoussé par une partie de l'UDF — dont Valéry Giscard d'Estaing et Pierre Méhaignerie —

a semblé faire son chemin. Plusieurs députés ont évoqué la possibilité d'un troc : le report contre une négociation préalable des investitures dans les villes de plus de trente mille habitants et, surtout, contre la modification du scrutin régional. L'UDF souhaite, en effet, que les prochaines élections régionales soient organisées dans le cadre de circonscriptions régionales, avec un scrutin proportionnel proche de celui des élections municipales, qui accorde une « prime » majoritaire à la liste arrivée en tête.

Contrairement au groupe RPR, le groupe UDF ne s'est pas attardé outre mesure sur les déclarations de M^{me} Veil et de M. Léotard. Dans un entretien publié par *Paris-Match* (daté 23 décembre), Charles Millon, président du groupe, assure que « l'option présidentielle risque de paralyser les réformes ». Dans le *Figaro* du 22 décembre, il ajoute : « Je m'imposerais le devoir de réserve (énoncé par M. Balladur) pour l'élection prési-

dentielle. » Les députés UDF ont entendu, en revanche, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, à propos de la loi Falloux. Le matin même, le Parti radical, composante de l'UDF, avait déploré « le vote précipité de la révision de la loi Falloux ». Ces critiques sont restées très minoritaires parmi les députés UDF.

Devant le groupe RPR, M. Balladur avait évoqué, lui aussi, la question scolaire, en s'inquiétant du « malaise profond qui frappe l'enseignement public » et en demandant à chacun de faire en sorte qu'il se dissipe. Il a annoncé qu'il va lancer « une réflexion importante » à ce sujet. En marge de la réunion de groupe, M. Pons a réagi à la déclaration du cardinal Albert Decourtray, qui avait contesté la révision « enlevée à la hussarde » (le *Monde* du 22 décembre). Pour le président du groupe RPR, ces propos « rapides, abrupts » ont été prononcés, eux aussi, « à la hussarde ».

G. P.

M. Pasqua confirme sa volonté d'organiser des « primaires »

Dans un entretien publié par le *Figaro* mercredi 22 décembre, Charles Pasqua, ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, confirme son intention de présenter, « avant le 30 juin », un projet de loi permettant l'organisation de « primaires » présidentielles (le *Monde* du 17 novembre). « Confinement », déclare M. Pasqua, je sens que nous en aurons besoin. Comme une force de dissuasion ou, mieux, comme une méthode de rassemblement. Le ministre réaffirme la nécessité, pour la majorité, d'avoir « un seul candidat ».

Invité à réagir aux prises de position de ses collègues, Simone Veil et François Léotard, en faveur de la candidature présidentielle d'Edouard Balladur, le ministre de l'Intérieur répond : « Comme le premier ministre, je pense que les membres du gouvernement feraient mieux de s'abstenir de ce genre de propos. Nous étions convenus de ne pas engager ce débat avant la fin de l'année 1994. J'espère que nous en resterons là. » Au sujet du chef du gouvernement, M. Pasqua déclare : « L'image de M. Balladur est plus pompidolienne que gaulliste, mais, dans le fond, il est plus gaulliste que pompidolien ».

COMMENTAIRE

L'an neuf

Le calendrier n'est pas toujours respecté. Pour passer d'une année à l'autre, Edouard Balladur n'a pas attendu le 31 décembre ; il a préféré demander à sa majorité de lui présenter ses vœux le mercredi 15 décembre. En profitant du débat sur le GATT pour faire approuver l'ensemble de son action depuis son installation à Matignon, le premier ministre reconnaît qu'une phase s'achève, ce qui implique qu'une autre « s'est immédiatement ouverte. Elle sera électorale ».

Le savoir n'oblige pourtant pas à l'avouer haut et fort. Même si Simone Veil et François Léotard n'ont fait que dire publiquement ce que chacun murmure depuis longtemps, cette révélation ne pouvait que jeter la trouble dans la majorité. Plus au RPR qu'à l'UDF, il est vrai. Les dirigeants de la confédération libérale ont depuis longtemps compris qu'aucun d'entre eux ne pourrait se lancer dans la course à l'Élysée si M. Balladur conservait la faveur de l'opinion publique ; leur remise en selle passe par un échec du gouvernement, mais ils savent, aussi, que leurs électeurs ne leur pardonneraient pas de parler sur celui-ci.

La situation est, à court terme, plus délicate pour les néogaullistes. Même ceux d'entre eux qui parlent déjà sur M. Balladur savent qu'il leur faut ménager la susceptibilité de Jacques Chirac et de ceux qui lui restent encore fidèles. Tout cela explique que le premier ministre, dès le retour de la droite au pouvoir, ait posé la règle du silence absolu sur l'échéance présidentielle jusqu'aux derniers jours de 1994. Voilà pourquoi il ne pouvait, mardi, que rappeler fermement cette consigne.

La désobéissance de ses deux ministres d'État n'a pourtant pas que des inconvénients. Leur mise à nu d'une évidence contraindrait dorénavant les membres du RPR non « balladurisés » à rompre l'unité de la majorité s'ils veulent lancer la campagne de leur poulain.

avant les premiers jours de 1995. Mais cet aveu ministériel a l'inconvénient de déchirer le rideau derrière lequel le chef du gouvernement préparait son avenir personnel : il pourra de plus en plus difficilement faire croire que son seul objectif est de redresser l'économie du pays, sans préoccupation électorale ; or cette image est pour beaucoup dans la faveur dont il bénéficie.

Le calendrier, en tout état de cause, aurait rendu ce rideau bien transparent. Et pas simplement parce que les cantonales du mois de mars, puis les européennes du mois de juin vont remettre les préoccupations électorales au premier plan. Par contre, la majorité va devoir débattre de projets électoraux qui peuvent la diviser : le conseil des ministres devait approuver, mercredi 22 décembre, un projet permettant aux ressortissants des autres États de l'Union de voter aux élections européennes ; il va lui falloir, avant la fin de l'année, procéder à la même opération pour les municipales, alors que le refus de cette possibilité avait été un des éléments forts du RPR contre Maastricht.

Par choix la droite est en train de charger cette barque : Charles Pasqua ressort le projet d'organisation de « primaires » avant la présidentielle ; en échange de son acceptation d'un report des municipales, l'UDF demande une modification du mode de scrutin des régionales. Assurer que les soucis électoraux sont secondaires va être de plus en plus difficile, alors que le premier ministre va devoir s'attaquer à un dossier dont il n'avait pas prévu la gravité et qui devrait le contraindre à prendre des mesures impopulaires : le financement de la protection sociale. L'épreuve du GATT a été surmontée victorieusement, mais il en reste d'autres sur le chemin d'Edouard Balladur.

THIERRY BRÉHIER

M. Revet (UDF-PR) est élu président du conseil général de Seine-Maritime

ROUEN

de notre correspondant

Charles Revet, député (UDF-PR) de la neuvième circonscription de Seine-Maritime, conseiller général de Criquetot-l'Éneval, maire de Turretot, a été élu, mardi 21 décembre, président du conseil général de Seine-Maritime par 44 voix contre 11 à Marc Massion (PS) et 9 à Gérard Heuzé (PCF) ; il y a eu 5 bulletins blancs. M. Revet succède à André Martin, décédé le 7 novembre, qui avait lui-même pris la suite de Jean Lecanuet, décédé le 22 février.

E. B.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA POLITIQUE DE LA VILLE Acteurs et outils

Envoyer 80 F à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolat, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 200 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

STYLOS PANTHÈRE.
L'ART D'ÊTRE UNIQUE.

Cartier
JOAILLIERS DEPUIS 1847

LES BOUTIQUES CARTIER ET CHEZ LES DISTRIBUTEURS AGACÉS

Clinton refont surface

La deuxième lecture du projet de loi de M. Bosson

Le Sénat défend les prérogatives des élus face aux associations en matière d'urbanisme

La majorité sénatoriale a adopté en deuxième lecture, mardi 21 décembre, le projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction, présenté par Bernard Bosson, ministre de l'équipement. Les socialistes et les communistes ont voté contre. M. Bosson a qualifié de « faux procès » les critiques qui se sont exprimées, sur ce texte, à propos des atteintes à la transparence et aux droits des associations (le Monde du 21 décembre), associations dont les sénateurs de la majorité ont voulu limiter encore les possibilités d'intervention.

Face à une majorité sénatoriale qui lui était d'autant plus acquise qu'elle est, elle-même, à l'origine de l'une des dispositions les plus contestées du texte — l'abrogation de l'article 51 de la loi Sapin, rendant obligatoire la publicité des cessions foncières ou immobilières des collectivités locales et des sociétés d'économie mixte —, Bernard Bosson s'est lancé, jeudi après-midi, dans un vigoureux plaidoyer en faveur de son projet de loi modifiant certaines dispo-

sitions du code de l'urbanisme. Bien au-delà de l'hémicycle, c'est à tous ses détracteurs politiques ou membres d'associations d'usagers que le ministre de l'équipement a répondu. Ce texte, a-t-il indiqué, cherche à « rétablir l'équilibre, aujourd'hui rompu, entre acteurs de l'urbanisme, élus, professionnels et citoyens, et à accompagner, par le retour d'une sécurité juridique élémentaire, la relance économique ».

Silence sur l'amnistie

Le ministre a justifié l'amendement sénatorial, abrogeant l'article 51 de la loi Sapin contre la corruption, en expliquant que le dispositif prévu par cette loi était « ingérable ». Affirmant qu'il reste « personnellement très attaché à une plus grande transparence des relations entre les acteurs de l'urbanisme », M. Bosson a déclaré, comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale le 1^{er} décembre, qu'il souhaite « évaluer d'autres modalités de publicité foncière » et qu'il avait demandé à l'administration, à cette fin, « de former un groupe de travail associant, en particulier, les notaires, pour élaborer de nouvelles dispositions ».

Le ministre s'est gardé, en revanche, de commenter, dans son discours, la disposition d'amnistie introduite à l'Assemblée nationale pour valider a posteriori toutes les ventes de terrains constructibles ou de droits à construire, opérées depuis la promulgation de la loi anticorruption et ne respectant pas l'article 51.

Si les critiques formulées par les socialistes et les communistes sur ce démantèlement partiel de la loi Sapin méritent, selon lui, d'être rangées au rayon des « faux procès » — Camille Cabana (RPR, Paris) a parlé, pour sa part, de « procès en sorcellerie » instruit contre le ministre —, M. Bosson a paru beaucoup plus attentif à l'émotion manifestée par les associations de protection du patrimoine et de l'environnement. Il s'est employé à les rassurer en affirmant que l'encadrement plus strict des procédures de recours ouvertes aux associations ne vise qu'à limiter le nombre des contentieux ouverts par des « plaideurs de mauvaise foi », mais sa prudence quant au droit des associations n'a pas été partagée par la majorité sénatoriale.

Celle-ci est allée beaucoup plus loin que M. Bosson ne semblait le souhaiter, en adaptant un

amendement du rapporteur, Philippe François (RPR), qui restreint la possibilité, pour les usagers, de soulever l'exception d'irrecevabilité contre certaines décisions d'urbanisme.

Particulièrement sensibles à l'arbitraire de nombreux maires au sujet du contrôle exercé sur leurs projets par les associations locales, les sénateurs ont également adapté, contre l'avis du gouvernement, un amendement qui précise que les frais d'établissement de dossiers constitués pour la consultation de ces associations, sur l'élaboration d'un schéma directeur ou d'un nouveau plan d'occupation des sols par exemple, pourront être mis à leur charge. Avec l'espoir tacite que la perspective de devoir assumer les frais freinera les velléités de contrôle tatillon de ces empêcheurs de décider en rond.

Bien décidé à s'opposer jusqu'au bout à ce projet de loi, le groupe socialiste du Sénat, par la voix de Jacques Bellanger (Yvelines), a laissé entendre qu'il déposerait un recours devant le Conseil constitutionnel.

PASCALE ROBERT-DIARD

Le PS cherche sa voie

Suite de la première page

La récente réforme du droit d'asile, approuvée par M. Mitterrand et rejetée par les députés socialistes, a montré le trouble du PS dans le litige ouvert par l'initiative de Charles Pasqua.

Toutefois, au-delà de cette question particulière, c'est toute la politique répressive du ministre de l'intérieur qui, en dépit des déclarations vigoureuses dont elle est l'objet, suscite l'embarras de la gauche. Celle-ci est fidèle à elle-même lorsqu'elle se mobilise contre les menaces que la droite fait peser sur les libertés, mais elle ne saurait oublier qu'étant au pouvoir elle n'a pu échapper elle-même à l'obligation de faire respecter l'autorité de l'Etat. C'est sa recherche d'un meilleur équilibre entre les deux exigences.

Quant à la modernisation du volet « philosophique », tel qu'il s'exprime à travers la laïcité, elle implique que celle-ci soit conçue en termes de pluralisme et de tolérance, plutôt qu'en termes d'affrontement. On ne comprendrait pas, en effet, que le PS remette en cause l'existence de l'école privée, dont la victoire de 1984 peut sans doute être considérée comme décisive, ni même qu'il obtienne à se réclamer de la loi Falloux, dont la défense paraît relever d'un combat d'arrière-garde à une époque où la séparation de l'Eglise et de l'Etat a fait place au développement de relations contractuelles.

En revanche, il est dans son rôle lorsqu'il demande que priorité soit donnée au redressement de l'école publique et que soit imposé à

l'école privée un cahier des charges assez contraignant pour que l'aide dont elle bénéficie n'accroisse pas les inégalités entre les élèves. Les premières réactions de Michel Rocard et du bureau exécutif, tout en ménageant les traditionnels militants de la laïcité, vont dans ce sens. L'hommage rendu à l'ancien premier ministre par le cardinal Decourtray (le Monde du 22 décembre) prouve qu'un dialogue est possible, hors de tout sectarisme.

Mis en difficulté, en raison de sa gestion gouvernementale, sur le chômage, la laïcité et les libertés, le PS voudrait, sur ces terrains, qui sont pour lui fondamentaux, passer à la contre-offensive. Il le fait en mettant notamment l'accent sur la dimension européenne de ses propositions, qu'il juge consubstantielle à la définition d'un projet socialiste, mais cela ne saurait suffire. Pour échapper au poêle du passé, il lui faut inventer un langage qui lui permette de donner un contenu nouveau aux valeurs dont il se réclame.

Il lui faut également faire en sorte qu'un soin soit le choix de la « modernité » l'emporte sur celui de l'« archaïsme », alors même que la tentation de l'intransigeance idéologique, face aux « provocations » d'Edouard Balladur, demeure forte dans les rangs socialistes. Le PS n'y résistera qu'au prix d'un important effort pédagogique. Cette pédagogie, c'est aussi et surtout auprès de l'opinion qu'il doit l'exercer s'il veut retrouver sa crédibilité perdue.

THOMAS FERENCZI

CONSERVATION DU PATRIMOINE : les sénateurs adoptent définitivement un projet de loi de programme pour 1994-1998. — Le Sénat a adopté définitivement, mardi 21 décembre, le projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental (le Monde daté du 7 septembre), présenté par Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie. Ce texte prévoit de débiter 7,849 milliards de francs sur la période 1994-1998 — soit un taux annuel de progression de 2 %, au lieu de 5 % dans la loi de programme 1988-1992 — au service de « la conservation du patrimoine culturel d'intérêt public ».

RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL : une mission parlementaire d'information. — La conférence des présidents de l'Assemblée nationale a décidé, mardi 21 décembre, la création d'une mission d'information, commune aux six commissions permanentes, sur la réduction du temps de travail, mise en place au début de janvier prochain, elle aura six mois pour rendre son rapport.

UNION EUROPÉENNE : trois présidents d'Assemblée réclament une « initiative sociale ». — Les présidents de l'Assemblée nationale française, Philippe Séguin, du Bundestag allemand, Rita Süssmuth, et de la Chambre des députés italienne, Giorgio Napolitano, ont proposé, lundi 21 décembre, lors d'une réunion des présidents des Parlements nationaux des Douze à Bruxelles, une « initiative sociale européenne » face au chômage dans la Communauté.

PRÉCISION : M. Marsaud (RPR) et le pape de mort. — Alain Marsaud, député (RPR) de Haute-Vienne, nous affirme que c'est par erreur que nous l'avons présenté, dans le compte rendu du débat sur la peine de perpétuité « réelle » à l'Assemblée nationale (le Monde du 11 décembre), comme l'un des partisans du rétablissement de la peine de mort.

BALAD'AIR
VOYAG' AIR
Partez pour
SAINT-MARTIN
vol A/R + 7 nuits + pension complète
+ animations sportives + services à l'hôtel + déjeuners
à l'hôtel Flamingo Resort
6 990 F
Tél : 42 62 48 41
ou dans votre agence de voyages

Les budgets régionaux
Jacques Valade (RPR) obtient l'abandon du PC en Aquitaine
BORDEAUX

de notre correspondant
Le conseil régional d'Aquitaine a adopté, mardi 21 décembre, à une assez large majorité (42 voix pour, 37 contre et 6 abstentions) le budget présenté par son président, Jacques Valade (RPR). En dépit de quelques critiques, contre la politique gouvernementale, les six élus communistes se sont abstenus, notamment en raison d'une aide de 500 000 F pour les SDF et d'une rallonge de 800 000 F pour les lycées. Le Parti socialiste et le Front national ont voté contre. Génération Ecologie et les Verts ont adopté la même attitude : « Ils avaient accordé quelques satisfactions, ils sont restés intrinsèques sur les projets de franchissement des Pyrénées (tunnel du Somport), que la région appelle de ses vœux ».

Un seul texte a fait l'unanimité : une motion disant « indispensable » la reconnaissance par tous — Etat et collectivités territoriales — de l'intérêt de la liaison rapide Bordeaux-Pau par Langon et Aire-sur-Adour, participant à un réajustement urgent du territoire régional. Les élus d'Aquitaine demandent la définition technique concertée de cet axe stratégique et la réalisation, dans les meilleurs délais, d'un contrat de plan, d'une liaison rapide entre Bordeaux et Pau.

CENTRE : les orientations budgétaires repoussées. — Le conseil régional du Centre a repoussé, le 17 décembre, par 40 voix contre 36, les orientations budgétaires présentées par Maurice Doussot (UDF-PR), président de l'assemblée régionale. Les socialistes, les communistes, les Verts, le Front national et un représentant de Génération Ecologie se sont prononcés contre le texte, qui a été voté par l'UDF et le RPR, ainsi que par quatre représentants de Génération Ecologie. Le budget sera examiné en janvier par l'assemblée régionale. — (Corresp.)

Le Monde SUR MINITEL
Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel :
3617 LMDOC
recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.
36 29 04 56
lecture en texte intégral
Tout article identifié peut être commandé par Minitel.
Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire.

Après le projet d'attentat contre un collaborateur de M. Pasqua

La LICRA demande la dissolution de L'Œuvre française

Une centaine de personnes ont participé, le 20 décembre, à l'après-midi, à la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), à une manifestation devant le siège parisien de L'Œuvre française, ex-présence de Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération de Paris du PS, Jean-Pierre Bloch, ancien député (UDF-PSD) de la capitale, et Frédéric Sylva, président de SOS-Racisme. S'adressant par lettre au président de la République, la LICRA a réclamé la dissolution de L'Œuvre française.

Ce rassemblement faisait suite à l'interpellation et à la mise en examen de trois membres de ce groupuscule de l'extrême droite antisémite, soupçonnés d'avoir préparé un projet d'action violente contre Patrick Gaubert, chargé de mission au cabinet de Charles Pasqua (le Monde des 16 et 18 décembre). Deux de ces militants ont été incarcérés.

Trois jours avant ces arrestations, nous indiquons notre correspondant dans le Val-d'Oise, Frédéric Sylva, que, contrairement à ce que nous avons indiqué, par erreur, dans le Monde daté 19-20 décembre, l'ancien libraire Ognios, expulsé de son local de la rue des Pyramides et réinstallé rue Saint-Honoré, à Paris, depuis peu, n'est pas enregistré sous le nom Espace communication. Abrité dans le même immeuble de la rue Saint-Honoré, Espace communication est un cabinet d'architecture intérieure qui n'a aucun lien avec Ognios, librairie spécialisée dans la diffusion d'ouvrages antisémites et négationnistes, enregistrée sous le nom des Editions d'histoire et d'art et dont le gérant est Emmanuel Leroy, conseiller régional (Front national) de Rhône-Alpes jusqu'en 1992.

Des dissonances au sein de l'épiscopat

A la suite des critiques du cardinal Decourtray sur le projet de révision de la loi Falloux sur le financement de l'enseignement privé, un communiqué de l'épiscopat, signé par Mgr Joseph Duval, président, et Mgr Michel Colini, président de la commission du monde scolaire, tente, mercredi 22 décembre, de rétablir la situation et dit que « les évêques en charge du dossier expriment leur satisfaction devant un dispositif législatif plus juste ».

Cependant, ajoutent-ils, ils ne veulent pas prendre parti dans des choix qui relèvent des responsables politiques. Il n'est pas de leur ressort de porter un jugement d'opportunité sur les procédures. Leur propos est de contribuer au meilleur service éducatif auprès de la jeunesse du pays.

O. B.

Le monde change, découvrez-le

Vivre mieux, plus longtemps...



...et aussi

Ces plantes vertes qui dépolluent

Les astéroïdes menacent de percuter notre planète

Le petit coin à travers les âges

Cap sur la Cup

SCIENCES AVENIR

Quatre ans après la chute du régime de Ceausescu, magistrats et avocats roumains font peu à peu l'apprentissage de l'Etat de droit

ANNE CHEMIN

l'Histoire
chez
FAYARD

JUSTICE

24 millions de francs détournés
par un cabinet lyonnais

Assurances-vie
tous risques

LYON

de notre bureau régional

A Lyon, le cabinet Pétigny était une maison de bonne réputation. Avec des succursales bien identifiables, à La Croix-Rousse, dans le 3^e arrondissement, et en banlieue. On y était assureur de grand-père en petit-fils et Jean-Pierre Pétigny, comme ses ascendants, était vraiment un assureur modèle, à la fois agent général et courtier. C'est donc en toute confiance qu'une large clientèle, souvent aisée, souscrivait chez lui des contrats d'assurance « ordinaires » (automobile, vol, incendie, responsabilité civile, etc.) mais aussi et surtout des contrats d'assurance-vie, considérés comme des placements de père de famille.

Or, depuis environ un an, une grande partie des sommes versées par la clientèle n'arrivaient plus à leur destination normale, les grandes compagnies d'assurance. Alors que les clients recevaient toujours des bons de prises en charge ou des attestations de souscription (mais jamais de contrats définitifs), leur argent, des sommes pouvant aller jusqu'à 1,4 million de francs - s'évaporaient, via différents filiales créées par Jean-Pierre Pétigny, vers le compte personnel de ce dernier ou des destinations plus mystérieuses qui pourraient avoir quelque relation avec le « milieu ».

C'est un souscripteur plus méfiant qu'en se renseignant auprès de l'UAP sur son contrat, découvrit qu'il était inconnu de fichier. Plainte, enquête, par la division financière du SRPJ de Lyon, informateur judiciaire, Jean-Pierre Pétigny et son associé sur l'une de ses sociétés, Gilbert Tomello, ont été mis en examen, vendredi 17 décembre, pour abus de confiance, escroqueries, faux et usage de faux et placés sous mandat de dépôt. Les détournements recensés par les enquêteurs portent déjà sur 24 millions de francs. Jusqu'ici, seules une cinquantaine de victimes sont connues.

ROBERT BELLERET

AFFAIRE MAILLARD ET DUCLOS : une nouvelle mise en examen. - Joso-François Donzet, gérant de la société FIM, dont le siège est domicilié à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines), a été mis en examen par Philippe Assonloot, juge d'instruction au tribunal de Bourg-en-Bresse (Ain), pour « complicité et recel d'abus de biens sociaux, faux et usage de faux » et a été placé en détention. C'est la quatrième mise en examen dans le cadre de l'affaire Maillard et Duclos, fille du groupe Lyonnais des Eaux-Dumez, qui avait déposé son bilan en juillet, et pour laquelle FIM a facturé d'importantes prestations à Maillard-et-Duclos. La police et la justice s'intéressent à ces factures ainsi qu'aux éventuels bénéficiaires des fonds récoltés, les transferts d'actifs vers d'autres sociétés prestataires de services ayant globalement atteint ou dépassé 14 millions de francs. - (Corresp.)

BASQUES : un mouvement de protestation des « prisonniers politiques » détenus en France. - Écroués dans des dossiers liés à ETA ou à Iparretarrak, les Basques de nationalité espagnole ou française détenus dans les prisons de l'Hexagone observent, depuis lundi 20 décembre, un mouvement de boycottage des procédures judiciaires. Ils refusent toute participation aux instructions ou aux procès les concernant, afin d'obtenir la remise en liberté de Tiotte Etxeveste. Selon les « prisonniers politiques » basques, l'administration pénitentiaire ne peut assurer les soins médicaux nécessaires par l'état de santé de Tiotte Etxeveste, qui est paralysé après avoir reçu une balle dans la colonne vertébrale lors de son interpellation.

FAITS DIVERS

Après le déraillement du TGV Valenciennes-Paris

La SNCF va procéder à des vérifications
complémentaires de l'état du sous-sol

La SNCF a prévu de rétablir la circulation sur la ligne TGV Nord dans la journée du 22 décembre, c'est-à-dire dès le lendemain de l'accident d'une rame, sortie des rails à 300 km/h, à Abbeville-Pressoir (Somme), sans faire de victime (le Monde du 21 décembre). Une vérification préalable des caractéristiques géométriques de l'ensemble de la voie devait cependant être réalisée au moyen d'une rame d'auscultation, a précisé la compagnie nationale.

C'est la conception particulière du TGV en « rames articulées » qui a permis d'éviter le basculement du train. Les voitures sont reliées par des bogies communs et des liaisons mécaniques fortes. Plus basses et solides, elles se renversent moins facilement. Cette particularité du TGV français va dans le sens d'une amélioration de la sécurité passive, a noté François Lacôte, directeur du matériel à la SNCF.

Cette prouesse technique ne doit pas masquer le fait qu'on a frôlé la catastrophe. Le déraillement est dû à un « effaîssement brutal » du terrain, probablement au moment du passage du train. En effet, neuf minutes auparavant, un TGV était passé au même endroit sans encombre. Cet effondrement serait

lié à l'existence d'une cavité dans le sous-sol fragilisée par des pluies torrentielles. « Il y a eu probablement une circulation d'eau qui a emporté, soit une faille naturelle en sous-sol de craie qui n'aurait pas été détectée ou moment de la construction de la voie, soit un caveau artificiel qui n'a pas été identifié », a expliqué le directeur général de la SNCF, Jean-François Bénard.

Dans cette zone, le terrain est composé de limon en surface et d'un sous-sol crayeux susceptible de comporter un certain nombre de cavités. Il peut s'agir de cavités militaires de la première guerre mondiale, selon le directeur-adjoint de l'équipement à la SNCF, Jacques Couvert. L'existence de ces anomalies, dont certaines ont pu être repérées et traitées durant le chantier, a poussé la SNCF à mener, à l'époque, des investigations particulières par micro-gravimétrie. Selon M. Couvert, l'accident du Valenciennes-Paris devrait conduire la société nationale à reprendre ces mesures d'investigation dans les « zones à risque », qui sont soumises notamment à de fortes circulations d'eau, entre Amiens et Arras.

MARTINE LARONCHE

La « marée » d'engins explosifs

Les autorités chypriotes
affirment avoir
alerté la France
et la Grande-Bretagne

La « marée » d'engins explosifs, qui touche depuis samedi 18 décembre (le Monde des 21 et 22 décembre) les côtes bretonnes, s'attire, mardi, des plages de la Vendée, dont l'île de Noirmoutier. Le préfet, après celui du Finistère, du Morbihan et de la Loire-Atlantique, a interdit aux promeneurs l'accès du littoral départemental.

L'hypothèse selon laquelle ces détonateurs, dont plus de quatre mille ont été récupérés jusqu'à présent, proviendraient d'une cargaison perdue, par le cargo chypriote *Mary-H* se confirme : les autorités de Nicosie ont indiqué, mercredi 22 décembre, que ce navire avait été effectivement délesté, le 12 septembre dernier, au cours d'une violente tempête, d'un conteneur rempli de ces engins explosifs.

Mais le porte-parole du gouvernement chypriote, Yannis Cassoulidis, a assuré que l'équipage du *Mary-H* avait aussitôt alerté les deux stations française et anglaise concernées, ainsi qu'une compagnie d'assurances londonienne. Mardi, pourtant, le ministère britannique des transports avait démenti une information du ministère français de l'environnement, selon laquelle les autorités anglaises auraient été averties. Ces dernières ont affirmé n'avoir trouvé « aucune trace » d'un quelconque incident.

Michel Barnier, qui s'est rendu le 21 décembre dans la baie d'Audierne (Finistère), a indiqué que la mission interministérielle de la mer préparait actuellement un projet de loi sur « le droit et le contrôle des bateaux dans les zones économiques ». Le ministre de l'environnement souhaite, d'autre part, voir adopter, en mai 1994 par l'Organisation maritime internationale (OMI), « l'obligation pour tous les navires d'indiquer leur position et le contenu de leurs cargaisons lorsqu'ils passent dans des zones sensibles ».

RELIGIONS : le cardinal Lustiger à Sarajevo pour Noël. - Archevêque de Paris, Mgr Jean-Marie Lustiger doit célébrer Noël à Sarajevo avec Mgr Puljić, archevêque de la ville. A cette occasion, il s'adressera à tous les curés de Paris ou « mandement de Noël », destiné à être lu à toutes les messes du 24 et du 25 décembre : « La guerre à Sarajevo, dit notamment ce texte, n'est pas une guerre de religion ni une guerre ethnique mais un siège sans pitié qui dure depuis deux ans au nom d'un cynisme criminel pour lequel la force tient lieu de vérité et la haine d'outil politique. » Il invite tous les fidèles catholiques à prier pour « un peuple qui subit une violence qui bafoue le droit, à la honte des peuples civilisés d'Europe et du monde entier ».

ÉDUCATION

Les élections professionnelles dans l'éducation nationale

La FEN cède du terrain chez les instituteurs

Un an après l'éclatement de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), les élections professionnelles triennales, qui ont eu lieu le 6 décembre pour les enseignants des écoles, des collèges et des lycées, étaient attendues comme une épreuve de vérité par tous les syndicats en lice. On allait enfin savoir ce que « pesait », dans un milieu enseignant perturbé par deux années de guerre syndicale, la Fédération syndicale unitaire (FSU) qui regroupe désormais quatorze syndicats exclus ou ayant quitté la FEN. On allait aussi pouvoir évaluer la réussite de la stratégie de la FEN : construire sur les décombres de l'ancien Syndicat national des instituteurs (SNI) « le syndicat de tous les enseignants de la maternelle au lycée ». Au vu des résultats provisoires du scrutin, la percée de la FSU apparaît incontestable tandis que la stratégie de redéploiement de la FEN semble encore dans les limbes.

Dans le second degré, la FSU arrive largement en tête. Elle totalise 127 000 voix contre 32 787 à la FEN. Surtout, le Syndicat des enseignants (SE), fer de lance de la FEN dans le milieu enseignant, ne réussit pas la percée escomptée dans les collèges et les lycées où ces deux syndicats sont désormais concurrents. Il n'arrive, qu'en cinquième position avec 6 098 voix (4 %) der-

rière le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT), le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) et Force ouvrière (FO).

Chez les agrégés, certifiés, adjoints d'enseignement et conseillers d'orientation, c'est donc le SGEN qui reste largement majoritaire avec 86 098 voix (56,6 %). Il gagne même plus de 9 000 voix par rapport à 1987. En deuxième position, on trouve le SGEN-CFDT avec 22 086 voix (14,5 %). Le SNALC (10,2 % des suffrages) recule de quelque cinq cents voix ; Force ouvrière, en revanche, avec 8,7 % des suffrages, augmente son score de quelque 2 000 voix.

Chez les 56 000 professeurs d'enseignement général de collège (PEGC), syndiqués exclusivement au SNI avant l'éclatement de la FEN, celle-ci garde l'avantage puisque le SE obtient 34 % des suffrages contre 22,7 % au nouveau syndicat d'instituteurs de la FSU, le SNUIPP (Syndicat national unitaire), constitué par les minoritaires de l'ancien SNI. Enfin, dans l'enseignement technique, la FSU l'emporte largement avec 17 311 voix (42 %) pour le SNETAA, qui devance dans l'ordre la CGT (23 %), le SGEN-CFDT (12,5 %), le Syndicat des enseignants-FEN (9 %) et FO (8 %).

Mais c'est surtout le résultat des

élections chez les instituteurs qui marque un tournant symbolique. Dans le premier degré, les cartes se sont largement redistribuées et la FEN, en position de quasi-hégémonie chez les instituteurs depuis 1948, n'est plus qu'une force parmi d'autres. La plus importante certes, mais passée largement sous la barre symbolique des 50 %. Avec 82 000 voix, le SE remporte 37 % des suffrages tandis que le syndicat d'instituteurs de la FSU, le SNUIPP, avec 62 000 voix, représente 27,5 % d'entre eux. Viennent ensuite le SGEN-CFDT (13,6 %), en recul de plus d'un point et Force ouvrière (9,8 % des voix) qui reste stable.

Il semble bien, au vu des chiffres, que le SNUIPP, en un an d'existence, a réussi à grignoter des voix à l'ex-SNI, mais aussi à rallier des non-syndiqués, des ex-syndiqués ou des déçus de la FEN. Est-ce un effet de la forte médiatisation de la crise du syndicalisme enseignant ces deux dernières années ? Alors que tout le monde redoutait un accroissement du taux d'abstention lors de ce scrutin, ce dernier (autour de 30 %) semble s'être stabilisé. Chez les instituteurs notamment, le taux de participation, qui était en baisse de huit points en 1990, n'a baissé, cette année, que de 1,5 point environ.

CHRISTINE GARIN

DEFENSE

LE PETIT STY
- E
DE VOUS AN
DE SC

هكذا من النمل

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Sur une initiative de M. Léotard

Un officier général perd une étoile

François Léotard vient probablement de réaliser une « première », au sein du ministère de la défense, en demandant à un officier général à quatre étoiles de lui en rendre une, au motif qu'il le change de fonctions. Le procédé a surpris dans l'institution militaire, où il est qualifié de « mesquin ».

L'affaire vient d'arriver à François Lefebvre, ingénieur général de l'armement de son état. En juin 1991, M. Lefebvre est élevé au rang et à l'appellation d'ingénieur général hors classe (quatre étoiles dans la hiérarchie de la délégation générale pour l'armement, c'est-à-dire le maximum si l'on exclut le délégué général pour l'armement et l'inspecteur général de l'armement qui sont ingénieurs généraux de classe exceptionnelle à cinq étoiles), il est, du même coup, nommé adjoint au délégué général pour l'armement, Yves Sillard à l'époque. En mai dernier, le gouvernement — comme c'est de ses prérogatives — remplace M. Sillard par Henri Conze.

En novembre, le conseil des ministres choisit de confier à M. Lefebvre le poste de chargé de mission auprès de

M. Conze « pour mener une réflexion sur la gestion de la recherche et son organisation ». Il lui conserve sa quatrième étoile.

Depuis, par une simple lettre du directeur du cabinet de M. Léotard, François Lefebvre a été informé que sa nouvelle fonction ne figure pas « au plan statutaire » parmi les emplois qui donnent droit au rang d'ingénieur général hors classe. En conséquence, on lui précise qu'il devra rendre une étoile, en redevenant ingénieur général de première classe (trois étoiles). La décision prend effet à compter du 1^{er} décembre.

Aussitôt connue, cette initiative de M. Léotard a créé un profond émoi à la délégation générale pour l'armement, où elle est comperée par les plus critiques à une « masquerade », voire à un « règlement de comptes », et où elle est interprétée par les humoristes comme une « dégradation sur le front des troupes », même s'il ne s'agit pas d'une perte de grade, mais de rang.

J. L.

MÉDECINE

Une importante avancée en biologie

Des chercheurs parviennent à obtenir des spermatozoïdes de souris « in vitro »

Une équipe de chercheurs dirigée par le professeur François Cuzin (directeur de l'unité 273 de l'INSERM), il va sans doute être possible de percer le secret des mécanismes de maturation des cellules germinales et, en particulier, d'identifier les gènes et les protéines impliqués dans ce phénomène.

De quoi s'agit-il ? Très schématiquement, pour la première fois, des chercheurs sont parvenus à mettre en culture des cellules sexuelles souches de souris mâles et à suivre leur différenciation en cellules sexuelles matures. Pour ce faire, ils ont établi une coculture de cellules germinales sur une lignée de cellules de Sertoli.

Pour bien comprendre l'intérêt fondamental d'un tel travail, il faut savoir qu'un homme, au cours de sa vie, produit plusieurs milliards de spermatozoïdes qui, tous dérivent, comme dans le cas des ovocytes, de 1 000 à 2 000 cellules germinales. Ces cellules migrent vers les futurs testicules avant la fin du deuxième mois de la vie intra-utérine. Ainsi, chez un fœtus humain, va-t-on trouver à l'état d'ébauche un testicule contenant les tubules

séminifères, les cellules (gonocytes) précurseurs des spermatozoïdes et les précurseurs d'autres cellules, les cellules de Sertoli, qui jouent un rôle primordial dans la production des spermatozoïdes.

La spermatogenèse, c'est-à-dire ce processus de maturation-fabrication des spermatozoïdes, va continuer durant toute la vie. Cela est dû au fait que, chez l'homme, à la différence de ce qui se passe chez la femme, les cellules germinales se multiplient de façon telle que leur stock ne s'épuise pas. Le testicule peut produire des millions de spermatozoïdes en même temps, pendant toute la vie, puisqu'il y aura toujours un stock suffisant de cellules germinales souches pour en produire d'autres. La production continue de spermatozoïdes commence au moment de la puberté, sous l'influence d'hormones hypophysaires. Et s'il apparaît avec l'âge un déficit spermatogénétique, c'est principalement en raison de modifications vasculaires au niveau du testicule.

Ainsi la maturation des cellules de la lignée germinale assure-t-elle une fonction cruciale dans le maintien de la diversité humaine. À l'origine de cette diversité, un phénomène essentiel de division cellulaire propre aux gamètes (ovules et spermatozoïdes) — la méiose — va faire en sorte que chaque ovule ou spermatozoïde ne va contenir qu'un stock de *n* paires (23 chez l'homme) de chromosomes selon un mécanisme extraordinaire de recombinaison, au hasard, des gènes de chaque chromosome.

Stérilité masculine

Mais les cellules sexuelles ont besoin, pour se développer, de cellules qui assurent leur nutrition et leur protection tout en coordonnant les différentes étapes de leur maturation — les cellules de Sertoli. Etablir une culture germinale suppose donc une mise en culture préalable des cellules de Sertoli, ce qui, jusqu'à présent, s'était révélé impossible à réaliser.

L'équipe du professeur Cuzin a trouvé la parade en réussissant à insérer dans le génome de ces cellules un gène capable de les immortaliser, c'est-à-dire de leur permettre de se diviser à l'infini tout en restant fonctionnelles. Pour ce faire,

ils ont dû établir une famille de souris transgéniques exprimant ce gène. Mises en co-culture, des cellules germinales de souris se sont ainsi transformées en cellules sexuelles matures. Ainsi, pour la première fois, il a été possible de créer, *in vitro*, un modèle d'expérimentation de la différenciation des cellules germinales. Cette technique devrait permettre d'identifier les gènes et les protéines impliqués dans la méiose et d'étudier les effets des produits toxiques sur la lignée germinale, avec le secret espoir de percer ainsi les secrets de certaines formes de stérilité masculine.

Plusieurs questions, très importantes de par les problèmes éthiques qu'elles suscitent, restent encore sans réponse. Les spermatozoïdes issus de ce type de culture ont-ils conservé leur pouvoir fécondant ? Est-il techniquement possible de transférer des gènes dans les cellules germinales ? « Nous sommes encore loin de pouvoir y répondre », nous a expliqué le professeur Cuzin. L'obtention *in vitro* de spermatozoïdes humains à partir de cellules germinales est, aujourd'hui, totalement hypothétique dans la mesure où rien ne dit que ces cellules pourraient être prises en charge par des cellules de Sertoli de souris. Quant à établir une lignée spermatogénétique humaine, cela nous semble techniquement très difficile à réaliser.

« Notre principal objectif, ajoute le professeur Cuzin, est de parvenir à comprendre les mécanismes essentiels sur le plan génétique de réassortiment des gènes au moment de la méiose. En outre, nos travaux vont servir d'outils pour la compréhension de certaines stérilités masculines. Ils vont aussi nous permettre de mieux connaître la spermatogénèse la toxicologie et la virologie du système germinale et « d'essayer d'appréhender les risques d'atteinte de la lignée germinale par les agents toxiques de type polluants chimiques ou radioactifs ou par les chimiothérapies anticancéreuses ou antivirales ».

FRANCK NOUCHI

(1) Intitulé « Transmethyl Differentiation of Male Germ Cells », cet article est signé par des chercheurs de l'unité 273 de l'INSERM (Université de Nice-Sophia-Antipolis), du Sloan-Kettering Institute de New-York et du Medical Research Council d'Edimbourg.

EN BREF

NUCLÉAIRE : mini-réacteur américain-russe à l'étude. — Des experts nucléaires russes et américains ont annoncé, mardi 21 décembre, avoir conclu un accord portant sur la conception d'un mini-réacteur nucléaire. Celui-ci, qui serait entièrement financé par des fonds privés, devrait produire 60 mégawatts d'électricité (un vingtième de la puissance moyenne d'un réacteur standard). Parmi les cosignataires de l'accord, le professeur russe Nicolaï Koukharkine, qui a notamment livré aux États-Unis plusieurs réacteurs spatiaux miniatures de type Topaze, et le Prix Nobel de chimie américain Glen Seaborg, qui précise que ce mini-réacteur américano-russe (MARR-One) serait destiné à « répondre par des usines sûres et non polluantes aux futures pénuries d'énergie dans les pays se développant rapidement ».

NOMINATION : un nouveau conseiller au cabinet de François Léotard. — Jacques Bongrand, ingénieur en chef de l'armement, quarante-quatre ans, a été nommé conseiller, chargé des questions d'armement, au cabinet de François Léotard, ministre de la défense. Il remplace Michel Sebellier, ingénieur général de l'armement, qui a pris les fonctions de directeur général de l'évolution civile. Aux côtés de M. Bongrand travailleront Philippe Boisseau (pour l'industrie et la recherche) et Laurent Teissière (pour les affaires internationales de l'armement). M. Bongrand était, depuis 1991, responsable des plans et programmes d'industrie à la direction des constructions aéronautiques de la DGA.

PRÉCISION. — Une coupe malencontreuse a déformé le sens qu'il convient de donner à l'avis du Comité national d'éthique sur le transfert d'embryon après décès du conjoint (*le Monde* du 18 décembre). Contrairement à ce que nous laissions entendre, les députés ont bel et bien envisagé ce cas mais, après de longues discussions, ont jugé préférable d'en interdire la pratique. L'article L 671-2, alinéa 2, du projet de loi sur la bioéthique adopté en première lecture à l'Assemblée nationale est ainsi rédigé : « L'homme et la femme formant le couple en âge de procréer doivent être vivants et consentant au moment (...) de l'implantation des embryons ». La position du comité d'éthique, favorable, moyennant certaines conditions, au transfert d'embryons en pareille circonstance, vient donc pour le moins nuancer le texte du projet de loi. Cette situation est d'autant plus inédite qu'après M. Pierre Laroque un autre membre du comité d'éthique, le professeur Jean-François Mettief, par ailleurs député UDF, a fait connaître son opposition à cet avis.

PRÉCISION. — Dans l'article consacré à la lutte contre l'épidémie de peste porcine publié dans nos éditions datées du 22 décembre, une coupe malencontreuse a rendu anonyme la citation d'un expert expliquant le phénomène par la contamination d'animaux d'élevage à partir de sangliers infectés. Il s'agissait du docteur Jean Blancou, directeur général de l'Office international des épizooties.

LE PETIT STYLO À BILLE MONTBLANC
EST HEUREUX
DE VOUS ANNONCER LA NAISSANCE
DE SON GRAND FRÈRE.

MONTBLANC LANCE LA NOUVELLE VERSION STYLO-BILLE
DU MEISTERSTÜCK.

POUR CONNAÎTRE LE REVendeur AGRÉÉ MONTBLANC LE PLUS PROCHE, TÉLÉPHONER AU (1) 40.45.42.40

**MONT
BLANC**
THE ART OF WRITING

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

En Seine-Maritime

Polémique autour d'une friche industrielle polluée par du radium

Une opération immobilière prévue aux abords des anciens établissements Bayard en Seine-Maritime a été suspendue en raison de la contamination des terrains par du radium.

ROUEN

de notre correspondant

Les friches industrielles des anciens établissements Bayard, à Saint-Nicolas-d'Aliermont (Seine-Maritime) ont été contaminées par des peintures de radium. Ces terrains figurent dans l'inventaire publié il y a huit mois par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), qui précise la nature et le niveau de radioactivité d'une centaine de sites de déchets radioactifs en France (le Monde du 28 avril).

Craignant que l'administration ne cherche à minimiser l'affaire, les

Verts de Haute-Normandie viennent de rendre public un rapport de l'Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'ouest (ACRO), qui a relevé une contamination par le radium 226 d'un terrain où doit être construite prochainement une zone pavillonnaire. André Letourneur, conseiller régional des Verts de Haute-Normandie, a demandé que l'accès à ce terrain soit interdit par une clôture et qu'un panneau signale le danger de radioactivité. Il propose de décontaminer le sol par décapage de la terre et réclame un contrôle médical pour tous les riverains et les anciens employés de l'usine Bayard.

Selon le préfet de région, Jean-Paul Proust, après l'arrêt de l'activité de l'entreprise Bayard, un contrôle avait bien été effectué, mais «une opération de décontamination, entreprise en 1992, reste à achever. Ce site est actuellement clos et offre une relative

sécurité». Sur un site attenant où travaillent une cinquantaine de salariés, «on a mis en évidence des zones contaminées très localisées. Les employés ne courent aucun danger et ne reçoivent pas de rayonnements au-delà des doses admissibles».

En revanche, une contamination plus étendue est suspectée sur un terrain destiné à la construction. Des mesures y ont été réalisées, le 25 novembre dernier, par la Cellule mobile d'intervention sur la radioactivité (CMIRA). Le terrain étant effectivement contaminé, toute construction y est désormais interdite «tant qu'il ne sera pas traité». Une opération, «dont le financement est à l'étude», sera réalisée par l'ANDRA, a indiqué l'administration. La technique consisterait à décapier les sols et à décontaminer les terres souillées.

ÉTIENNE BANZET

Annoncé lors de l'inauguration d'un réacteur nucléaire

L'Algérie a l'intention d'adhérer au traité de non-prolifération

AIN-OUSSERA

de notre envoyée spéciale

Le réacteur nucléaire algérien Es Salam («la paix»), de Birne, près de Ain-Oussera, à 250 kilomètres au sud d'Alger, a été inauguré mardi 21 décembre, par Ahmed Djebbar, ministre de l'Éducation nationale et de la recherche, en présence du corps diplomatique. À cette occasion, le ministre des affaires étrangères, Mohamed Salah Dendri, a souligné que l'Algérie refusait l'atome militaire et avait l'intention d'adhérer au traité de non-prolifération nucléaire (TNP).

Tout en réaffirmant «le droit de tous les pays d'accéder à la technologie nucléaire à des fins pacifiques et de développement», M. Dendri a souligné que «des efforts concrets et déterminés sont déployés pour l'établissement, du Moyen-Orient, d'une zone exempte d'armes de destruction

massive, à commencer par les plus meurtrières d'entre elles, les armes nucléaires». Cela implique, selon lui, que «toutes les installations nucléaires dans cette région soient à destination civile et pacifique et mises sous contrôle international».

Réalisé en coopération de l'Agence de l'énergie atomique de la République populaire de Chine, au terme d'un contrat signé en janvier 1987, le réacteur de Birne a été mis en service en 1992. Il est destiné, selon les autorités algériennes, à des fins de «recherche médicale, industrielle et agronomiques», mais les experts estiment que sa puissance (15 mégawatts) et sa technologie (uranium faiblement enrichi et eau lourde) sont susceptibles de favoriser la production de plutonium à usage militaire (le Monde daté 26-27 mai 1991).

Les pays anglo-saxons n'avaient pas caché leur inquiétude, après

qu'un satellite américain l'eût découvert en 1991. Surpris, selon la version officielle, en train de filmer à proximité du réacteur, l'attaché militaire britannique, le capitaine William Cross, fut expulsé en avril 1991. Deux membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avaient pu, cependant, inspecter le réacteur le 5 décembre suivant.

L'Algérie dispose d'un autre réacteur, Nour («lumière»), de 1 mégawatt, réalisé en coopération avec l'Argentine. Inauguré en 1989, il est régulièrement inspecté par des agents de l'AIEA. Les autorités locales estiment que la recherche nucléaire peut aider au développement économique et industriel du pays, un important pôle d'uranium ayant été découvert dans le Hoggar, à l'extrême sud du pays. (Inédit)

CULTURE

MUSIQUE

NATESA RAMANI, HARIPRASAD CHAURASIA, au Théâtre de la Ville

Le souffle et la déesse

«La respiration contrôlée dans un but magique peut être considérée comme l'exercice national indien», écrit Henri Michaux dans *Un Barbare en Asie*, un livre cruel et lucide que son auteur complètera trente ans après sa publication, en 1933. «L'Hindou est un être renforcé, poursuit Michaux. Il se renforce par méditation. Il est à la puissance deux. Il y a, entre un Européen et un Hindou, une différence comme le silence et le point d'orgue. L'Hindou est toujours intense, son repos est positif. Le repos du blanc est zéro, ou plutôt il est négatif.» Que cherche Hariprasad Chaurasia lorsqu'il joue de la flûte bansuri, maintenant le silence et le souffle avec virtuosité et élégance? «Une once» de satisfaction personnelle. A quoi pense-t-il? «A une puissance vivante, un pouvoir, l'image d'un dieu, d'une déesse qui est là entre le public et moi.» Chaurasia s'emploiera donc à rendre heureuse et souriante l'intermédiaire divine, «à la parer de guirlandes de multiples couleurs, de bijoux scintillants. Quand je vois son visage épanoui, alors tout devient plus facile».

Les ragas (la «couleur» en sanscrit), quand ils n'ont pas à voir avec les dieux ou les planètes, se rapportent à la nature et suivent les mouvements du jour et de la nuit. Le 19 décembre, à 10 heures, Chaurasia avait entamé un périple au Théâtre de la Ville par quelques ragas matinaux voués à la dévotion et à la prière (*basant mukhari*, *gauri-gauli* et *shubh bhairavi*). Le lendemain, à 20 h 30, il consacrait un concert aux ragas du soir. Au programme, un long raga (*ragasree*) d'une totale liberté, d'écarts, de cascades, de quelques «épisodes romantiques... et courts» — Chaurasia connaît l'impatience naturelle des Occidentaux. De quoi amener rapidement l'auditoire dans cet

état de «repos zéro» cité par Henri Michaux. Pour rendre à l'exercice son intensité intérieure, le maître des flûtes entame un duel en escalier avec un joueur de tabla (Subhankar Banerjee). Et la complexité aérienne avec un deuxième flûtiste (son neveu Rakesh Chaurasia) le sauve toujours d'une simple démonstration de virtuosité. Comment cet homme rond et affable peut-il sortir des sons si veloutés, si totalitaires, d'un instrument rustique (un morceau de bambou de 10 à 70 centimètres, percé de sept ou huit trous)?

La flûte bansuri («bambou») est d'origine chinoise, mais elle est liée à Krishna, huitième incarnation du dieu Vishnou, qui, dit-on, l'utilisait pour dompter les animaux sauvages et séduire les bergères. Instrument longtemps demeuré populaire, la flûte hindoustanie (d'Inde du Nord) a pourtant été utilisée des siècles durant dans le genre *drupad* (littéralement: «mètre fixe») fondé sur le poème religieux et le chant, qui connaît son âge d'or au seizième siècle avant d'être supplanté par le *khyal* («imagination», «fantaisie»), plus libre dans sa forme et ouvert à l'improvisation (1).

Le père de Chaurasia était catcheur, ce que son fils aurait dû être si la musique ne l'avait happé en route. Comme ses pairs, il a suivi l'enseignement de ses maîtres et gurus: Pandit Bolanath, mais surtout Annapurna Shankar, chanteuse et instrumentiste renommée, qui lui a transmis l'art du *khyal*. Démuni, en regard de la complexité du sarode, du sitar ou du violon sarangu, la flûte bansuri a obligé les musiciens à des prouesses. En modulant du doigt la fermeture d'un trou, en travaillant l'intensité du souffle, Chaurasia parvient à obtenir les demi-tons, les quarts de ton et les *shrut*

(les glissandos liant les notes entre elles) propres à la tradition savante indienne.

Chaurasia, pour sa participation à des expériences musicales (notamment au sein du label de jazz allemand ECM), sa liberté de style, est en passe de devenir le musicien hindoustani le plus célèbre au monde après Ravi Shankar. Moins connu, Natesa Ramani est un flûtiste karnatique (d'Inde du Sud). C'est à lui que revenait, le 18 décembre, d'ouvrir le nouveau cycle indien de la salle parisiennaise. Disciple de T. R. Mahalingam, virtuose absolu de la flûte *murali*, plus petite et plus aiguë d'une octave que celle du Nord, Natesa Ramani incarne une forme très mystique de la musique karnatique, appréciée pour ses tenues prolongées, ses oscillations entre deux notes, et l'usage du violon (joué lors de son concert parisien par Avansara Kanya Kumari).

Ramani appartient à la caste des brahmanes (les prêtres hindous), personnalités de rang supérieur, dont les charges et les devoirs sont multiples. «L'Hindou», disait Michaux (en 1933), «est depuis huit siècles sous des dominations étrangères. Je suis persuadé que les Hindous au pouvoir, en dix ans, l'institution des castes disparaît.» En mai 1967, il notait: «Autre prédiction fautive. La révolution reste à faire. Elle se fera.»

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) Lire à ce sujet *Musiques de l'Inde du Nord, guide d'écoute et discographie*, de F. Tupper, Éditions du Makar, 191 pages, 196 francs.

Prochains spectacles: Amjad Ali Khan (sarode), le 10 janvier, à 20 h 30; le 17 janvier, Shrut Sadolikar (chant), à 20 h 30. Théâtre de la Ville, 2, place du Nord et du Sud, avec Zakir Hussain (tabla), 1 CD Adas 108612, distribué par Musidisc.

LITTÉRATURE

La mort de Guy des Cars

«J'étais une chaudière en ébullition»

Guy des Cars, qui est mort dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 décembre à l'âge de quatre-vingt-deux ans (le Monde du 22 décembre), était l'un des auteurs de romans populaires et sentimentaux les plus féconds de la deuxième moitié de ce siècle: il avait vendu plus de 31 millions de volumes dans le monde entier.

«J'ai eu la lepre, j'ai été écuyère et ballerine, j'ai eu tous les cancers»: le roman est un métier dangereux... Guy des Cars avait ce don de romancier populaire, une étonnante manière de vivre ses sujets. Ceux qui, un peu hantés, voient en lui un habile fabricant, ne comprennent pas que son succès époustouflant est venu de ce qu'il croyait à ses histoires, les vivant avec la naïveté d'un enfant qui, dans la nuit, s'invente des rêves, et les racontait avec la conscience professionnelle d'un journaliste.

C'est avant tout à *Mademoiselle Marie*, son «initiatrice», qu'il rendait hommage. Cette gouvernante bourgeoise, qui, dans la lourdeur de la famille ducal des Cars, fut «sa seule alliée», lui racontait chaque soir une histoire pour l'endormir. Mais il restait éveillé tant qu'elle n'avait pas fini. En grandissant, il eut moins sommeil et lut Zola, Balzac et Conan Doyle, en cachette des «bons pères» du collège Saint-François-de-Sales à Evreux, où un professeur qui n'était autre que le père Teilhard de Chardin cherchait à donner à ses élèves le goût de la littérature. Pour le «romantisme», Guy des Cars faisait confiance à Arsène Lupin, bien fait pour séduire un jeune aristocrate en rupture de ban. A ce héros de sa jeunesse, il se voulait fidèle dans l'amour du travail bien fait, la défiance à l'égard des institutions, le respect des petites gens et un certain pansage.

M. des Cars, son père, était officier, recevait en sa demeure des altesses royales et espérait que son cadet entrerait dans la seule carrière digne d'un seigneur en temps de République. Plutôt que de porter casaco à Saint-Cyr, Guy préféra

déchoir à Paris — où il était né le 6 mai 1911 — entre journalisme et opéra. Non sans avoir d'ailleurs titillé de la médecine et s'être emparé d'un doctorat en droit. Il signait «Synovet» le courrier du cœur du *Canard enchaîné* (à cause des épousailles), fréquentait Henri Jeanson et Vincent Scotto, avant de devenir l'ami de Cocteau et de Guity.

La deuxième guerre mondiale fit de Guy des Cars non le soldat rêvé par son père mais un romancier célèbre. Blessé, il écrivit *L'Officier sans nom*, paru en 1941 et apprécié par Carco, Valéry, Gide, Mauriac et Cocteau. Brillante façon de se glisser parmi les grands pour lui qui, un demi-siècle plus tard, confiait simplement: «J'étais une chaudière en ébullition, fallait que ça sorte!» Plus de cinquante livres ont suivi, du *Maître d'œuvre* (1943) à *l'Amant imaginaire*, le dernier, en passant notamment par *l'Impure* (1949), *la Tricherie* (1957), *la Révolte* (1966). De très grands succès populaires, traduits dans de nombreux pays: le record de vente est détenu par *la Bruite* (1950), avec deux millions d'exemplaires (1).

Avec l'âge, l'*«ébullition»* avait fait place à la sérénité, mais non à la tiédeur. Lorsqu'on allait voir Guy des Cars, on n'avait, s'il se sentait en confiance, qu'à l'écouter. Bavard et séducteur, il «tenait» son visiteur par la parole, en homme qui savait garder ses lecteurs en haleine. Il parlait volontiers de son travail, en artisan consciencieux: «Je mijote un livre. Je travaille huit ou neuf heures par jour parce que j'aime mon métier. De deux choses l'une: ou le livre a ma peau, ou je le réussis.» Pour lui, il y avait un principe inviolable: «Si une histoire ne plaît pas à l'auteur, elle ne plaît à personne.» Les siennes plaisaient, c'est le moins qu'on puisse dire. Mais lui, tranquillement, se disait prêt à échanger tous les livres dont il était l'auteur contre le *Petit Prince*.

GILLES PLAZY

(1) La plupart des livres de Guy des Cars ont été publiés par les éditions Fay.

THÉÂTRE

Nominations à la Comédie-Française

L'assemblée générale de la Société des comédiens-français, réunie le 21 décembre à Paris, a entériné le départ à la retraite, à leur demande, de Geneviève Casile et Michel Aumont, nommés sociétaires honoraires. Deux nouveaux sociétaires ont été nommés: Anne Kessler et Philippe Torron. Le conseil d'administration pour l'année 1994 est composé de six membres titulaires (Simon Eine, Alain Pralon, François Beaulieu, Jean-Luc Boutté, Yves Gase et Muriel Mayette), deux membres suppléants (Claire Vernet et Thierry Haneisse), Jean-Pierre Miquel, administrateur général, et Catherine Samie, doyen, étant membres de droit du conseil.

Anne Kessler, ancienne élève de l'école de Chaillot, alors dirigée par Antoine Vitez, était pensionnaire de la troupe depuis 1989. Elle interprète actuellement le rôle d'Hedvig dans le *Canard sauvage*, donné salle Richelieu. Philippe Torron, ancien élève du Conservatoire national d'art dramatique, était entré en 1990 et a interprété, entre autres rôles, les personnages de Figaro (Beaumarchais) et d'Arlequin (Goldoni). Geneviève Casile et Michel Aumont se retrouveront au printemps prochain pour *Hamlet*, une mise en scène de Francis Huster au Théâtre Marigny.

DANSE: Bill T. Jones au Lyon Opéra Ballet. — Le chorégraphe américain Bill T. Jones est nommé à compter du 1^{er} janvier 1994, «chorégraphe résident» au Lyon Opéra Ballet. Il remplace la Française Maguy Marin à ce poste qu'elle occupait depuis janvier 1992. Maguy Marin a souhaité «recueillir ses activités sur sa propre compagnie», basée à la Maison de la culture de Créteil (Val-de-Marne).

L'hiver ne leur fera pas de cadeau...

Je m'appelle Damiir. La guerre a détruit ma maison de Croatie. Je vis avec ma mère et mes sœurs dans un camp de réfugiés, à Zadar, sur la côte Dalmate. Chaque jour, avec les autres enfants, nous avons droit à un vrai repas. MON PLUS BEAU CADEAU DE NOËL ? Repartir en famille dans mon village.



Moi, c'est Nora et j'ai huit ans. Je suis arménienne. Personne n'a retrouvé mes parents après le tremblement de terre de 1988. Depuis, j'habite l'orphelinat de Spitak. Je ne suis pas trop malheureuse, mais cet hiver, j'ai peur d'avoir froid. MON PLUS BEAU CADEAU DE NOËL ? Retrouver mes parents.



Mon nom est Ivo. J'habite Sarajevo. A cause des bombardements et des tirs isolés, il y a vingt mois que je n'ai plus le droit de sortir de mon immeuble. Trois fois par semaine, un professeur vient nous faire l'école dans la cave. MON PLUS BEAU CADEAU DE NOËL ? Que la paix revienne dans mon pays.

A ces enfants, nous ne faisons pas de fausses promesses.

Mais vous, avec 200 F, vous pouvez :

☐ Offrir à Damiir, un colis d'urgence pour Noël.

☐ Acheter 100 litres de fuel pour chauffer Nora et les orphelins d'Arménie.

☐ Donner à Ivo un kit scolaire pour un an, ainsi qu'un lot de vêtements d'hiver.

Et nous, MISSION ENFANCE, nous nous engageons à apporter en mains propres votre don, en Arménie, en Croatie et à Sarajevo.

Je fais un don de Francs
Je règle par chèque bancaire, à l'ordre de Mission Enfance.
☐ Je décline un reçu fiscal ouvrant droit à une réduction d'impôts.

Nom

Prénom

Adresse

Code Postal

Ville

MISSION
enfance

19 avenue des Papillons
MC 98008 MONACO
Tél. 92 05 32 03

LM

هكنا من الام

Toute la connaissance

COMMUNICATION

En renforçant ses liens avec la Générale des eaux

Canal Plus investit dans le câble et les chaînes thématiques

Canal Plus a décidé de porter de 5 % à 20 % sa participation dans la Compagnie générale de télécommunications-télévision (CGT), filiale de la Générale des eaux qui exploite des réseaux câblés. Le prix de la transaction n'a pas été rendu public.

Il y a trois ans, Canal Plus avait pris des parts (entre 3 % et 5 %) chez les trois principaux opérateurs français, avec lesquels la chaîne édite plusieurs chaînes thématiques. Mais l'opération d'aujourd'hui marque une étape supplémentaire dans les liens de Canal Plus avec le câble, et avec la Générale des eaux, qui est un de ses principaux actionnaires après Havas.

Canal Plus dispose en effet d'une option pour augmenter encore sa part dans la CGT, elle partagera la gestion, proposera le directeur général de la CGT, et pilotera avec ses équipes la politique commerciale. « Nous voulons loyalement

tenter de sortir le câble de ses difficultés », explique le président de Canal Plus. Au moment où il négocie le renouvellement de sa concession avec l'Etat, André Rousselet feint de s'étonner des demandes faites à sa chaîne : « D'un côté, on nous demande d'élargir le câble, de l'autre, on veut nous rogner les ailes... »

Un autre enjeu majeur

Les flux d'abonnement que la crise ralentit, voire inverse, et la nécessité de nouveaux investissements ont fait chuter les prévisions de résultats (le Monde du 17 décembre) et les cours de Canal Plus, alors que s'élaborent toujours des schémas d'alliance entre Havas et la Générale des eaux. Dans ce contexte, l'implication croissante de Canal Plus dans les activités audiovisuelles de la Générale traduit la décision de cette dernière d'être moins « opérationnelle » dans le secteur, même si son président Guy

Dejourny a clairement désigné la communication comme champ d'expansion.

La Générale des eaux exploite (avec la CGV et une autre filiale) une trentaine de réseaux (dont Lyon, Toulouse, Versailles, Grenoble, Saint-Etienne, Bastia, etc.) qui rassemblent 1,8 million de logements raccordables, et comptent 395 000 abonnés (dont 286 000 abonnés individuels). Sur ses réseaux hors Plan Câble, il n'est pas exclu que Canal Plus installe ses chaînes à l'option.

C'est l'autre enjeu majeur de l'investissement de Canal Plus dans les réseaux câblés, la gestion du péage pour les nouvelles chaînes. La filiale belge de Canal Plus, TVCF, vient d'ailleurs de signer un accord avec deux réseaux de câble publics, à Charleroi et à Mons-Borinage, pour créer des sociétés communes. A travers elles, Canal Plus gèrera les décodeurs de ces réseaux, et commercialisera à l'automne 1994 des chaînes thématiques francophones telles que Canal J (jeunesse), Canal Jimmy (années 60), Planète (documentaire), et Ciné-Cinéfil (cinéma classique).

Canal Plus et sa filiale Ellipse (dont la Générale des eaux est actionnaire) tentent en effet d'accélérer l'internationalisation de leurs chaînes thématiques, pour prendre de vitesse les projets américains. Avec son partenaire espagnol Prisa (El País), Canal Plus avait lancé en début d'année Documenta (documentaire) et Cinema (chaîne équivalente à Ciné-Cinéma en France) sur le satellite Astra, pour le public espagnol. Le 30 décembre, les mêmes lancent Minimax (pour les jeunes) et Ciné-Classics (sur le modèle de Ciné-Cinéfil), renforçant ainsi ce « bouquet » de programmes espagnols.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

La grille pour 1994 de la station de la rue François-1^{er}

Europe 1 : un « 5-9 » tout info

Europe 1 met à profit le départ de Jean-Pierre Elkabbach à la présidence commune de France-Télévision pour procéder à une réorganisation de la tranche matinale de ses programmes. Tout en continuant à assurer ses fonctions de directeur de la rédaction du Figaro, Jean-Pierre Elkabbach assurera ainsi, à compter du 3 janvier, l'entretien de 7 h 45 qu'animait jusqu'à présent l'ex-directeur général adjoint d'Europe 1. Ce qui était la seconde interview, à 8 h 30, se sera pas assurée par J'avo Lévy, comme la rumeur en avait couru, mais sera prochainement remplacée par un nouveau rendez-vous dont l'animation pourrait être confiée à une jeune journaliste venue de la presse écrite. Autre innovation : l'ouverture de l'antenne aura lieu plus tôt dans la matinée. « La nuit sur Europe 1 », qui programmait jusqu'à 5 heures, cèdera la place, dès 4 heures, à un « gros flash » d'information et à une heure « d'animation », elle-même rythmée par un autre flash. La tranche « 5-7 heures » de Jacky Gallois, qui mêlait musique, jeux et flashes d'information, sera désormais animée par les deux journalistes de cette séquence, Pascal Boulanger et Brigitte Béjean, et entièrement restructurée sur l'information.

« La bataille des radios est telle que la concurrence se livre de plus en plus tôt », explique Jean-Pierre Joulain, le directeur de l'information de la station. « Les auditeurs s'appellent de plus en plus. Avec cette nouvelle tranche qui cible les décideurs et installe de nouvelles signatures, plus jeunes, Europe 1 veut innover en consacrant son image de chaîne d'information. »

La construction d'une « super-autoroute de l'information » aux États-Unis

L'administration Clinton va déréguler les télécommunications

NEW-YORK

Le vice-président américain, Al Gore, a coiffé, mardi 21 décembre à Washington, l'intention de l'administration américaine de supprimer, à partir de 1994, certaines des contraintes législatives qui pèsent sur les entreprises du secteur des télécommunications.

MM. Clinton et Gore veulent ainsi accélérer la mise en place de la « super-autoroute de l'information » dont ils avaient beaucoup parlé lors de la campagne électorale présidentielle, il y a un an. Cette « super-autoroute » devrait permettre la circulation rapide et libre de l'information entre les ménages, les écoles, les entreprises et toutes les institutions.

M. Gore a indiqué, mardi, que la Maison Blanche soutiendra les projets de lois visant à supprimer toutes les barrières qui séparent les entreprises de téléphone et les sociétés de télévision par câble.

« Filet de sécurité »

L'administration Clinton souhaite aussi que les compagnies régionales de téléphone – résultat de l'éclatement d'ATT il y a dix ans – soient progressivement autorisées à élargir leurs activités et puissent ainsi assurer des communications longue distance.

« Bien sûr, on ne parlera plus du câble, du téléphone, des communications cellulaires ou sans fil car il y aura une concurrence libre et ouverte qui permettra d'assurer la circulation de l'information », a expliqué le vice-président américain.

Refusant de prendre parti sur les textes déjà déposés au

Congrès, M. Gore a insisté sur le fait que la dérégulation à venir ne devra pas conduire à l'émergence de nouveaux monopoles locaux. Elle ne devra pas non plus diviser l'Amérique entre « ceux qui auront accès à l'information et ceux qui n'y auront pas accès ». M. Gore a ainsi annoncé qu'un « filet de sécurité réglementaire » sera mis en place de manière que les clients des régions pauvres et rurales puissent aussi bénéficier des services nouveaux.

D'ores et déjà, en fait, les frontières entre sociétés de téléphone et entreprises de télévision, notamment, sont en train de s'effacer sous la pression des évolutions technologiques et de la concurrence. Mardi, au moment où M. Gore prononçait son discours, BellSouth attaquait pour une seconde fois en justice, pour inconstitutionnalité, la loi sur le câble de 1984, qui interdit aux compagnies régionales de téléphone de fourvoir des programmes vidéo à leurs clients. C'est notamment ce texte que l'administration Clinton souhaite annuler, ce tout cas assouplir. M. Gore précisera les modalités de la dérégulation du secteur le 11 janvier, à Los Angeles (Californie).

E. I.

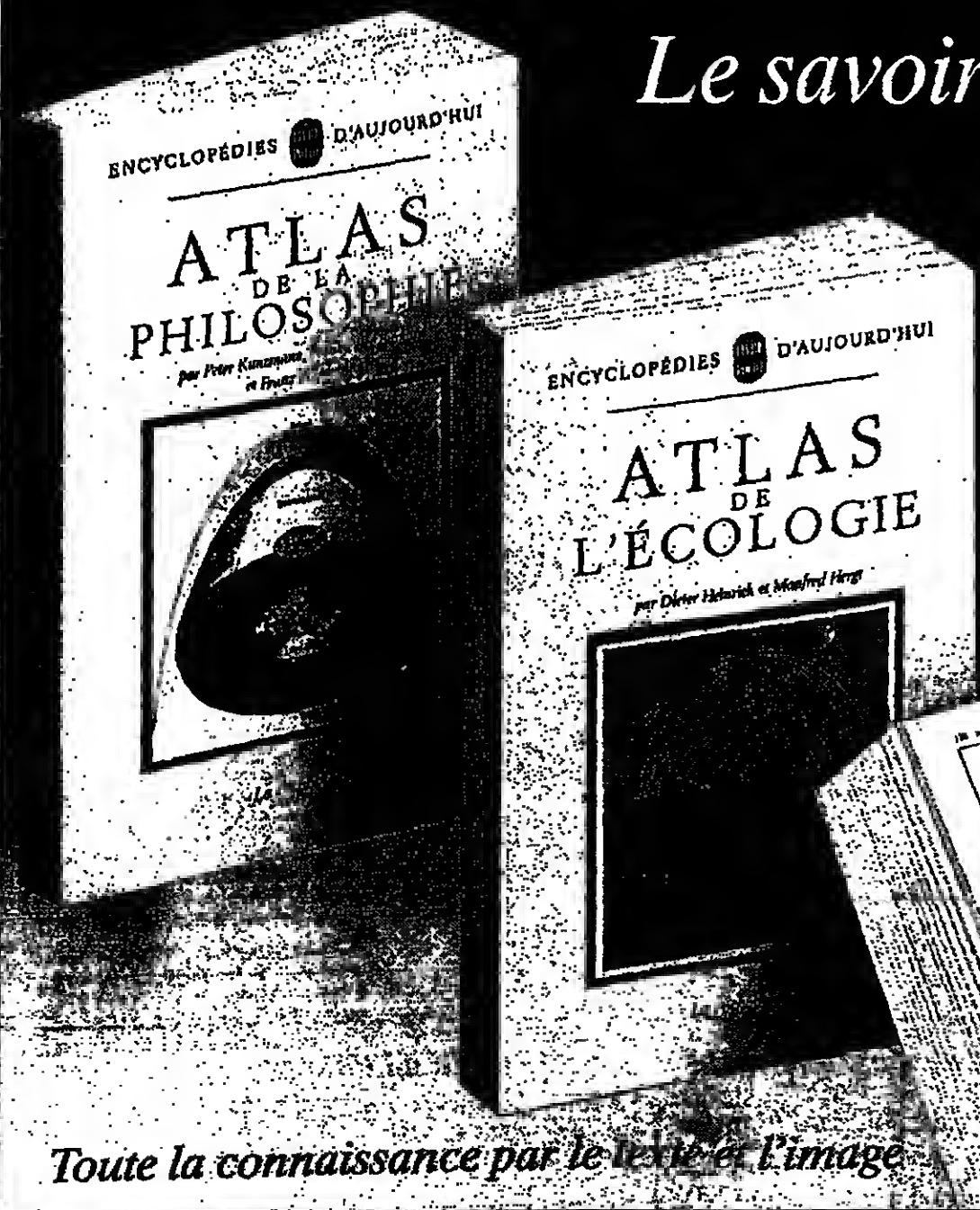
DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde
DES LIVRES

La Pochothèque

Le savoir à prix Poche

Le
LIVRE
de
POCHE



Toute la connaissance par le texte et l'image

ATLAS DE L'ÉCOLOGIE : 75 F
les grands problèmes,
les grands phénomènes de la nature
288 p., 2000 notions, 750 tableaux
et schémas en couleurs.

ATLAS DE LA PHILOSOPHIE : 75 F
les grandes doctrines,
les grandes œuvres de la pensée
288 p., 1400 notions, 400 noms,
500 schémas et planches en couleurs.

ECONOMIE

Un entretien avec Edmond Alphandéry, ministre de l'économie

Les PME doivent être « le fer de lance » de la reprise

Suite de la première page

Nous devons donc attendre de voir l'impact des mesures que nous avons mises en œuvre soixante-dix jours avant d'envisager des dispositions complémentaires de soutien.

La situation des PME qui représentent plus de la moitié de l'emploi salarié en France est pourtant très préoccupante.

Les PME sont pour nous le « fer de lance » de la lutte contre le chômage. D'où les nombreuses mesures en leur faveur prises par le gouvernement. Là-dessus, le remboursement aujourd'hui presque intégralement achevé de 33 milliards de francs de dette de l'Etat au titre de la TVA; la réforme de la fiscalité de l'épargne; le déblocage par les établissements de crédit d'une enveloppe de 7 milliards de francs à un taux compris entre 7,75 % et 8 %; l'ajoute que l'Etat va participer à une augmentation de capital du CEPME qui permettra à ce dernier de consentir 5 milliards de francs de crédits supplémentaires en 1994 par rapport à 1993.

Dans votre politique, vous avez profité du transfert de l'épargne courte vers l'épargne longue ?

Voici neuf mois, nous étions confrontés à une récession, nous avions des déficits à combler et peu de marge de manœuvre pour mobiliser des ressources afin de relancer l'activité économique et l'emploi. Nous disposions de volumes importants d'épargne placés à

court terme. Nous avons cherché à les réorienter vers la long terme. Ce qui a été facilité par la baisse des taux courts plus rapide que celle des taux longs. Par ailleurs, la réforme de la fiscalité de l'épargne a encouragé l'épargne longue au détriment de l'épargne courte.

En neuf mois, le volume des placements en OPCVM (organisme de placement collectif en valeurs mobilières) de court terme s'est réduit de 200 milliards de francs, tombant de 1 300 à 1 100 milliards de francs aujourd'hui. Le transfert s'est fait vers les PEA, l'assurance-vie et les obligations qui financent d'une façon ou d'une autre les investissements. Une part est allée, via l'emprunt Balladur, vers des mesures de soutien. Compte tenu du transfert de l'épargne vers la consommation des ménages, vous voyez que cette politique a contribué, par ces trois vecteurs, au soutien de l'activité.

Etes-vous favorable à l'instauration d'une TVA sociale pour renforcer les régimes sociaux déficitaires ou pour financer les allègements de charges patronales pour les emplois non qualifiés ?

À titre personnel, je suis perplexe sur l'efficacité d'une telle disposition. Il faut faire un effort sur les bas salaires. La budgétisation des allocations familiales est donc une excellente orientation. D'ailleurs, la loi Giraud prévoit d'augmenter chaque année le volume de la politique familiale budgétisée.

Faut-il aller plus loin grâce à la TVA sociale ? D'un côté, cela peut avoir un effet positif sur l'allègement du coût du travail pour les bas salaires. Mais de l'autre, nous aurions-ous pas à subir les effets négatifs sur la consommation ?

La constitution du noyau stable, pour la privatisation de Rhône-Poulenc, a révélé l'absence d'industriels, contrairement aux vœux de son président Jean-René Fourtou. Cette carence n'est-elle pas un signe de la difficulté future à constituer les noyaux stables d'actionnaires ?

Il n'y a eu aucune difficulté à constituer les groupes d'actionnaires stables. Mais c'est vrai, il y aurait pu y avoir plus d'industriels dans le capital de Rhône-Poulenc. Là, aussi, est présent. N'extrapolons pas à partir de ce simple cas de figure. Lorsque viendra le tour d'entreprises telles que Renault, on verra des industriels sur les rangs pour entrer dans le capital.

Un pouvoir de veto

Dans le cas d'Elf-Aquitaine, où on est la constitution du noyau stable d'actionnaires ?

Le groupe d'actionnaires stables pourrait se situer aux alentours de 10 % du capital. Sa composition n'est pas encore déterminée. Elf a suscité des candidatures, c'est légitime. La commission de privatisation tranchera. À ce stade, il est donc trop tôt pour évoquer la liste des candidats.

Avec toutes les mesures que vous avez décidées, Elf-Aquitaine est-elle vraiment à l'abri d'une OPA ?

Oui. D'abord, l'Etat restera le premier actionnaire avec 10 à 15 % du capital. De plus, l'action spécifique que nous avons créée protège les intérêts actionnaires. L'une des caractéristiques de cette action est de donner à l'Etat un pouvoir de veto sur le franchissement de certains seuils. Pour Elf : 10 %, 20 %, et 33 %. Mais attention, n'oublions pas qu'il s'agit d'une privatisation. Dans ce cas, nous devons veiller à maintenir un équilibre entre le transfert de cette entreprise au secteur privé et la préservation de nos intérêts stratégiques.

Les cours du pétrole ne cessent de se dégrader. La dégradation, si elle s'accroît, peut-elle retarder les opérations de privatisation d'Elf-Aquitaine ?

Non. Le cours du baril pèse sur toutes les compagnies. On ne privatise pas en gré de la conjoncture. Elf est un des plus beaux fleurons de l'industrie. L'entreprise marche bien. C'est un « gros morceau » à privatiser. Pour autant, cela ne signifie nullement que cette opération soit difficile à mettre en œuvre. Au contraire, il n'y a plus qu'à choisir le bon moment.

Le lancement de l'opération dépend plus de l'environnement boursier que pétrolier ?

Oui, bien sûr. Ce qui est déterminant, ce sont d'abord les conditions du marché boursier.

Comment procédez-vous, en une ou plusieurs fois ?

Le plus probable est une privatisation en une seule fois. Mais nous verrons bien.

Pour-on envisager que la privatisation de l'UAP se déroule avant celle d'Elf-Aquitaine ?

Dès l'instant où Elf était la dernière entreprise prévue dans la liste du décret de juillet dernier, nous n'avons pas voulu la laisser seule en lice. Car jusqu'à présent, nous avons toujours souhaité garder deux fers au feu. Voyez la BNP et Rhône-Poulenc. Pour autant, chacun voit bien qu'Elf est une locomotive d'avance.

Vous voulez continuer à vous appuyer sur le marché boursier. Alors pourquoi ne supprimez-vous pas totalement l'impôt de Bourse ?

Il y a eu plusieurs gestes cette année. Pour les petites transactions, à l'initiative du gouvernement; pour les grosses transactions et les non-résidents, à l'initiative du Parlement. Et cela afin d'accroître la compétitivité de la place de

Paris par rapport à ses concurrents européens et donc pour défendre l'emploi dans le secteur financier en France. Il est cependant difficile, dans les conditions actuelles, de se priver aujourd'hui du milliard et demi de recettes que rapporte cet impôt, même si nous considérons que cela serait justifié économiquement.

L'Assemblée a voté la semaine dernière un texte réglementant très fortement le dividende majoré. Il s'agit d'une mesure qui permet à une entreprise de stabiliser son capital en récompensant l'actionnaire fidèle avec un dividende supérieur à celui normalement attribué. Qu'en pensez-vous ?

Je me suis engagé à faire voter un dispositif réglementant la majoration des dividendes, lancée notamment par l'Air liquide. Il ne fallait pas empêcher une entreprise de récompenser ses actionnaires fidèles. Mais cette pratique nouvelle ne devait pas polluer le processus des privatisations, en laissant penser que les actionnaires du noyau stable, par nature fidèles, puissent s'attribuer un dividende supérieur à celui des petits actionnaires. Et la « loi Dailly » qui autorise la majoration des dividendes, en l'encadrant strictement, ne le permettra pas.

Quelles seront les prochaines cassions d'entreprises publiques ?

Vous le saurez le moment venu. Mais ce fait-il pas rappeler que nous avons engagé ce programme dans le plus grand scepticisme ? On nous affirmait que la Bourse serait incapable d'absorber de telles sommes. On avait prétendu que l'actionnariat populaire, c'était une vieille lune. Or dans le cas de la BNP et de Rhône-Poulenc, on dénombre à chaque fois plus de 2,8 millions d'actionnaires, 39 % d'entre eux, dans le cas de la BNP, n'étaient jamais venus en Bourse ! Nous avons su créer un environnement totalement boursier favorable aux privatisations. Le baïssa des taux d'intérêt y est pour beaucoup.

N'y a-t-il pas une certaine dérive dans l'affectation des recettes de privatisations ?

Privatiser pour désendetter l'Etat, c'est en théorie l'idéal. Mais c'était se priver des seules



marges de manœuvre dont nous avons besoin pour soutenir une économie en récession. Nous avons utilisé l'argent des privatisations pour financer par anticipation les mesures budgétaires de soutien en faveur du bâtiment ou des PME par le biais de l'emprunt Balladur. Nous les utiliserons aussi pour doter en capital les entreprises publiques. Il est probable d'ailleurs que l'on dépassera les 20 milliards au total pour 1993 et 1994. Car ces sommes servent aussi à renflouer des entreprises dont certaines ont vocation à être demain privatisées.

Quelle est la philosophie du rapport que vous préparez sur les fonds de pension ? La capitalisation est-elle, pour vous, un complément d'autant plus indispensable que les régimes de répartition connaissent de sérieuses difficultés ?

M. Edouard Balladur m'a confié une mission de réflexion sur les fonds de pension. Vous constaterez que les esprits évoluent positivement. Même les syndicats ont pris des positions plutôt nouvelles à la discussion. Il n'est pas question de proposer des fonds de pension qui, d'une manière ou d'une autre, pourraient fragiliser les régimes de répartition. Ce serait irresponsable. Si l'opinion accueille bien le projet, je le verrais personnellement que des avantages à ce qu'il soit examiné à la session de printemps.

Envisagez-vous une mesure fiscale dans le budget 1995 pour déduire des revenus les contributions aux fonds de pension ?

C'est une hypothèse sur laquelle nous travaillons.

Propos recueillis par DOMINIQUE GALLOIS et MICHEL NOBLECOURT

Les régions françaises vont bénéficier plus largement des aides européennes

La Commission européenne a arrêté mardi 21 décembre la liste précise des régions des Douze qui bénéficieront, de 1994 à 1999, des aides communautaires pour favoriser le développement économique régional. Daniel Hoefel, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des collectivités locales, devait faire, pour la France, une communication au conseil des ministres du 22 décembre.

Selon le jargon de Bruxelles, les régions peuvent être aidées soit en titre de la reconversion industrielle (« objectif 2 »), soit en titre de développement des zones rurales (« objectif 5 b »). Paris est parvenu, au terme d'une négociation difficile, à bien tirer son épingle du jeu, puisque la population française concernée passe de 9,3 millions d'habitants dans la période précédente (1989-1993) à 14,6 millions pour l'objectif 2 et de 6,2 millions à 9,7 pour l'objectif 5 b. Ces résultats positifs, a précisé M. Hoefel, il faut ajouter ceux obtenus l'été dernier, qui avaient consisté à placer les DOM, la Corse et les arrondissements du nord d'Avesnes-sur-Helpe, Douai et Valenciennes, très affectés par le chômage, dans la liste des régions en retard de développement et par conséquent bénéficiaires d'aides très importantes. Conformément aux décisions du conseil européen

d'Edimbourg de décembre 1992, 141 milliards d'euros (1 ecu = 6,6 francs) ont été alloués aux fonds structurels européens pour faciliter cette politique d'adaptation et de reconstruction régionale. Sur ce total, les régions européennes classées dans l'objectif 2 reçoivent 15,3 milliards d'euros et les zones rurales 6,3. En janvier, la Commission rendra publique la répartition de ces enveloppes entre les Etats membres et les taux de subvention maximums autorisés pour chaque pays.

Au titre de la reconversion industrielle on notera que dorénavant une bonne partie de l'Alsace et du Centre sont bénéficiaires, tandis que l'Île-de-France et le Limousin sont les deux seules régions exclues. La Franche-Comté garde le même quota de population couverte qu'en 1989 et 1993. Quant au classement retenu pour les zones rurales, il laisse de côté l'Île-de-France, le Nord-Pas-de-Calais et la Flandre. La part de la population bénéficiaire baisse sensiblement en Auvergne.

Ces aides vont permettre d'accompagner la politique d'aménagement du territoire et de financer plusieurs actions prioritaires prévues dans les contrats de plan Etat-régions (1994-1998).

F. Gr.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : Charles Pasqua veut favoriser la mobilisation de l'épargne régionale. « Il y a de l'argent dans le pays, le succès du récent emprunt d'Edouard Balladur le prouve. Nous sommes favorables à la mobilisation de l'épargne régionale et locale pour qu'elle s'investisse dans de grands projets et le gouvernement vient d'ailleurs, dans la loi de finances pour 1994 de prendre des mesures incitatives dans

ce sens », a déclaré, mardi 21 décembre, Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, en clôture d'un colloque organisé par la Caisse des dépôts et consignations sur « Le financement de l'aménagement du territoire ». « Il faudra bien, en fin de compte, prendre des décisions fiscales dérogatoires pour favoriser l'installation ou le maintien d'activités économiques dans les zones les plus désertées », a-t-il ajouté.

CLÉS / Glossaire

Noyaux stables. - Le terme a fait son apparition en 1986 à l'occasion des privatisations. On parlait alors de « noyaux stables ». La procédure vise à réduire, à côté de l'actionnariat populaire et salarié, un cercle d'industriels et financiers pour « stabiliser » une partie du capital (20 % en moyenne) des entreprises privatisées. Ces derniers s'engagent à rester pour une période de temps déterminée dans le capital des sociétés cédées sur le marché. La sélection de ces actionnaires de référence a donné lieu à de sévères controverses durant la première cohabitation. La loi de privatisation de 1993 confie la composition de ces noyaux - désormais qualifiés de stables - à la commission de privatisation qui les soumet, ensuite, à Bercy.

Action spécifique. - C'est l'équivalent de la golden share anglo-saxonne. Cette action est créée au bénéfice de l'Etat pour le privatisation d'entreprises jugées « sensibles ». Ce titre s'accompagne d'un droit de veto que l'Etat peut exercer contre des cessions d'actifs jugées contraires à l'intérêt national. Prévue dans la privatisation de Renault, cette disposition était l'un des gros points de crispation des actionnaires de Volvo.

CEPME. - Le Crédit d'équipement des PME est un organisme spécialisé dans le financement des petites et moyennes entreprises. Né en 1981 du rapprochement de la Caisse nationale des marchés de l'Etat et du Groupement interprofessionnel des PME, cet organisme, dont le rôle a longtemps été de distribuer des prêts bonifiés, doit faire face à un problème d'identité, qui s'accompagne d'une situation financière peu solide.

Impôt de Bourse. - Taxe sur les opérations boursières, dont le produit est estimé à 2 milliards de francs par an, et dont la suppression est un éternel cheval de bataille pour les milieux financiers. Ces derniers estiment que le maintien d'un tel impôt pénalise Paris par rapport à la place boursière de Londres, où cette taxation n'existe pas. Un amendement voté il y a quelques jours par les députés (le Monde du 18 décembre) prévoit sa suppression pour les non-résidents.

TVA sociale. - La gouvernement étudie l'éventualité d'instaurer une « TVA sociale » au profit de la Sécurité sociale, dont le déficit (57 milliards en 1993, 43 milliards en 1994) se creuse à cause du ralentissement des rentrées de cotisations. Augmenter d'un point la TVA dégra-

gerait près de 30 milliards de francs par an, mais les pouvoirs publics considèrent que ces ressources nouvelles ne devraient pas viser à combler une partie du déficit. Ils préféreraient les utiliser pour procéder à de nouvelles exonérations de cotisations patronales, afin de relancer l'emploi. Une TVA sociale serait moins impopulaire qu'une hausse de la CSG et passerait sur les importations. En revanche, elle se répercuterait sur l'indice des prix et toucherait davantage les petits revenus.

Fonds de pension. - Les fonds de pension sont des régimes de retraite collectifs et facultatifs fondés sur l'épargne. Très puissants dans la quasi-totalité des pays industriels, ils permettent au retraité de percevoir une rente. Le modèle allemand consiste à intégrer les cotisations au capital de l'entreprise alors que le modèle anglais - qui a les faveurs du ministre de l'économie - confie la gestion de ces fonds aux organismes financiers qui les placent sous forme d'actions, d'obligations ou d'investissements immobiliers. Le développement de fonds de pension en France nécessite notamment que ces cotisations soient déductibles du revenu imposable.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information SICAV

SICAV "Actions Internationales" Univers Actions, Atout Amérique, Atout Asie

La Commission des Opérations de Bourse a adopté une nouvelle grille de classification des OPCVM applicable au 1er janvier 1994. Cette grille permet de classer les SICAV en fonction de leur marché de référence : actions, obligations ou monétaires.

Cette nouvelle classification précise les spécificités de gestion de chaque OPCVM sans en changer l'orientation principale, ainsi les SICAV de diversification internationale du Crédit Agricole : Univers Actions, Atout Amérique, Atout Asie seront classées en "Actions Internationales" au 1er janvier 1994. De ce fait, la politique d'investissement ne fera plus référence aux obligations et ces SICAV devront être en permanence investies et/ou exposées à hauteur de 60 % au moins en actions internationales.

Univers Actions peut intervenir sur tous les marchés mondiaux (Etats-Unis, Canada, Mexique). Atout Amérique est spécialisée sur les Actions Nord Américaines (Etats-Unis, Canada, Mexique). Atout Asie est spécialisée sur les marchés de la zone Asie Pacifique. Il a été décidé d'ajouter l'Inde à ses marchés d'intervention et d'investir 30 % minimum de son actif sur le Japon. Les nouvelles notices d'information tiennent compte de ces modifications ; vous pouvez les obtenir dans toutes les agences du Crédit Agricole.

CA SEGESPAR

ENQUÊTE

Euro Disney, le rêve en moins

Les difficultés financières ont lézardé la façade sucrée du parc de Marne-la-Vallée devenu le premier site touristique de France

Les premiers accros

Le roi n'est pas son cousin. Après avoir sauté sur le lit moelleux de sa chambre, déniché dans le bar un gros bol de bonbons (« Ce qu'ils sont gentils ! »), et piqué une tête dans la piscine, le petit garçon barbote pour la première fois de sa vie dans l'eau tiède et bouillonnante d'un jacuzzi. Les jambes maillonnées et des étoiles pleines les yeux, gâté par l'abondance des plaisirs, il ne sait ce qui l'a le plus ravi dans cette journée marathon : l'excitation vertigineuse de « Big Thunder Mountain », le train de la mine ? Le tournoi des sous-coups en faille d'« Alice au pays des merveilles » ? Le bal des fantômes dans la maison hantée ? Les secousses intergalactiques de la navette spatiale conduite par un robot rigolo ? L'envol dans les flancs de Dumbo, l'éléphant réplet ? Ou encore les câlins dans les bras en peluche de Mickey, qui lui a noblement signé de sa main à quatre doigts un autographe ?

« En séjournant à Euro Disney, le rêve dure plus longtemps », dit la publicité (1). Elle a raison. Demain est un autre jour, un bonjour en stock où l'on épuisera et sa mère et les étapes inachevées, des pirates des Caraïbes au château de la Belle au bois dormant, en écoutant des chants de Noël dans l'odeur caramélisée des pop-corn.

La crise à Euro Disney ? Allons donc ! Hormis un petit agacement lorsque l'enfant a tiré sur la queue de Pluto et une déception lorsque le monumental génie de la lampe d'Aladdin, baudruche ramollie, n'est pas parvenu à gonfler son caoutchouc bleu, il n'y a pas d'ennuis crochets dans ce parcours hulin où le visiteur n'est accueilli que par des sourires. La scène tient bon, même si en coulisse certains craquent. L'important est de ne rien laisser paraître. Et pourtant, derrière cette façade sucrée, les grandes manœuvres sont déclenchées pour le sauvetage d'Euro Disney, devenu, à la faveur de la crise, ce qu'on appelle pudiquement « une entreprise en difficultés », pour ne pas dire naufragée.

Le 10 novembre, l'annonce des résultats financiers de la filiale européenne de la World Disney Company (qui en détient 49 % des parts, le reste étant entre les mains d'environ deux cent mille petits porteurs) a provoqué la stupeur : des pertes nettes consolidées de 5,3 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 5,7 milliards de francs ! Aussitôt, le titre a plongé : introduit en Bourse en 1989 à 72 francs après avoir atteint des sommets à l'ouverture du parc en 1992, avec 165 francs, il s'est retrouvé au taux dérisoire de 23,70 francs le 25 novembre avant d'opérer une légère remontée.

Déjà, au mois de juillet dernier, Euro Disney avait dû annoncer le report sine die de la deuxième phase de son projet pharaonique, qui nécessiterait un investissement supplémentaire de quelque 10 milliards de francs. Le deuxième parc à thème (consacré au cinéma), le parc aquatique, le deuxième golf, le centre des congrès de 40 000 mètres carrés de bureaux, les logements par milliers : on verrait plus tard. La direction d'Euro Disney a annoncé également un plan social avec la suppression de neuf cents postes, sur un peu plus de onze mille, principalement chez

les cadres et les personnels administratifs, répartis en quatre cent soixante-quatorze départs volontaires et quatre cent soixante-dix licenciements secos, représentant une « économie » de 245 millions de francs, bien maigre au regard du gouffre financier. Une vraie catastrophe pour ces « managers du rêve » (2) débarqués en conquérants sur la plaine de Brie, voilà bientôt huit ans.

Avait-on alors assez hrocardé cette gaffe improbable : « L'effacement culturel », selon Ariane Mnouchkine, « conservatoire du néon » pour Jean-Yves Guimard, dans la revue le Débat (3), cino français de la « cité des automates » américaine, revisitée par Umberto Eco dans la Guerre du faux (4). Euro Disney avait d'abord suscité une réticence de rejet parmi les intellectuels et la méfiance des riverains. Et puis, au fil du temps, même les plus hostiles avaient dû s'y faire.

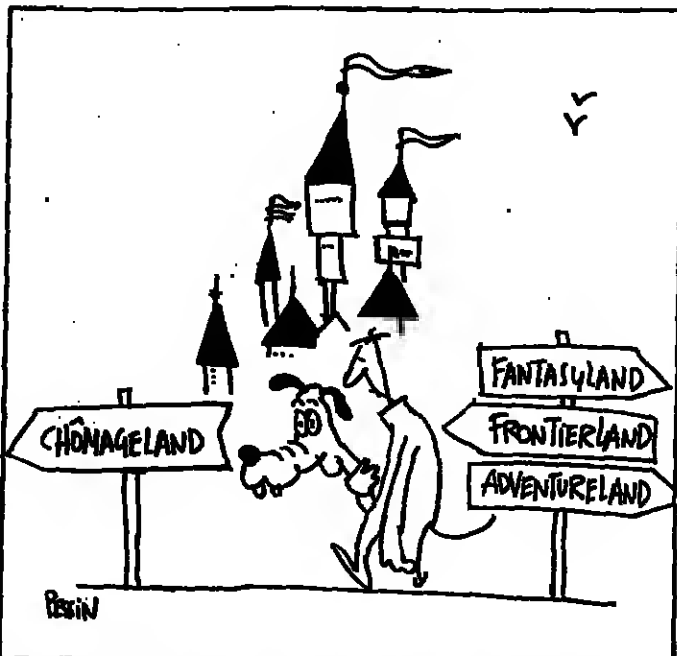
Euro Disney, à qui l'Etat, de Laurent Fabius, qui avait signé la lettre d'intention en 1985, à Jacques Chirac, signataire de la convention de 1987, avait accordé bien des facilités (d'emprunts auprès de la Caisse des dépôts, d'infrastructures avec une station RER et bientôt une gare TGV...) avait, comme les chats, fait son rond, trouvé sa place en Seine-et-Marne. Les retombées économiques sur la région avaient dépassé toutes les espérances de 30 % à 40 %. Selon les chiffres de l'établissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée, « quarante-sept mille sept cents emplois en année pleine sont liés directement ou indirectement à l'existence d'Euro Disney ».

« Les investissements publics ont servi à quelque chose »

Au moment de la phase de construction, plus de cinq mille emplois dans le bâtiment et les travaux publics ont été créés. Selon Euro Disney, la visite du parc a engendré 20 % des devises étrangères en Ile-de-France. Le SAN, Syndicat de l'agglomération nouvelle des portes de Brie (qui regroupe les cinq communes sur lesquelles Disney s'est implanté) a recueilli 90 millions de francs de taxe professionnelle. Inégalement dotées, certaines de ces communes ont perçu plusieurs dizaines de millions de francs de taxe foncière. Les agriculteurs expropriés ont touché 11 francs l'hectare (contre trois francs au prix du marché).

Selon le délégué interministériel chargé du dossier Euro Disney, Claude Villain, l'investissement de l'Etat (2,9 milliards de francs) sera rapidement couvert par la TVA (1 milliard de francs en dix-huit mois) : « Avec le nombre de chômeurs qui ont trouvé un emploi, on se dit qu'au moins les investissements publics ont servi à quelque chose. » De quoi faire taire les plus grincheux. Ceux qui avaient prédit un échec du parc, une bouderie de cet OVNI qu'est Euro Disney, se sont trompés.

Au cours des dix-huit premiers mois d'ouverture, dix-sept millions d'entrées ont été enregistrées : en un an, Euro Disney a eu plus de



visiteurs que le Maroc, la Tunisie et la Grèce réunis. Marne-la-Vallée est devenue le premier site touristique de France, loin devant la tour Eiffel, le Louvre ou Versailles. Les problèmes sont venus d'en haut : les attendait pas.

Philippe Bourguignon, le PDG d'Euro Disney, qui a remplacé le 12 avril - un an jour pour jour après l'ouverture du parc - l'Américain Robert Fitzpatrick, et, dit-on, a « nettoyé la barque en renvoyant par charters entiers les cadres américains chez eux », accuse le coup avec un bon sourire qui lui froisse le nez au-dessus d'une étrange cravate qui retrace les scènes du... Livre de la jungle. Les erreurs de conception du projet, les ratés de « management » et une crise économique qu'on ne voyait pas venir au milieu des années 80. « Les taux d'intérêt sont à 7 %, on tablait sur 3 %. Dans le milieu des années 80, dans des conditions économiques euphoriques, les leviers financiers étaient la règle. Aujourd'hui, le marché immobilier est sinistré, donc nous ne pouvons, comme nous l'avions prévu, revendre nos actifs (les hôtels et leurs cinq mille chambres) et nous désendetter. Dans les conditions actuelles, on ne passe pas. A partir d'avril, on ne tient pas nos échéances d'intérêts ».

Excessive dramatisation ? Certains observateurs financiers le pensent, qui soutiennent que rien n'obligeait Euro Disney à changer sa méthode comptable en faisant supporter, d'un seul coup, à la seule année 1993, les 3,2 milliards de francs d'amortissements relatifs aux frais de prêts d'ouverture qui devaient à l'origine s'étaler entre cinq et vingt ans. Comme si, tant qu'à être en difficulté, il valait mieux en rajouter pour faire craindre le pire et, paradoxalement, utiliser cette amplification artificielle de la crise comme moyen de pression.

Sous tutelle jusqu'à fin mars

En s'installant en France, la World Disney Company n'avait pourtant pas beaucoup investi d'argent frais. Moins de 2 milliards de francs, le reste (20 milliards) étant couvert par des emprunts généreusement accordés. C'est principalement cette sous-capitalisation qui se retourne contre Disney. Aujourd'hui, les banques ne suivent plus. D'après des négociations menées avec les deux pools bancaires, conduits par la BNP et Indosuez, qui semblent rejeter l'idée de racheter les créances d'Euro Disney et renouveau à recapitaliser l'entreprise à parts égales avec la World Disney Company. Toute décision est suspendue jusqu'à la remise, le 15 janvier, d'un audit des comptes de la société, exigé par les banques.

Si l'on dit à Philippe Bourguignon : « Ça passe ou ça casse ? », il répond : « C'est un peu ça », et commente : « C'est difficile de diriger une entreprise qui, systématiquement, loupe ses buts. » Comme si cette partie de bras de fer lui échappait un peu, il se concentre sur ce qu'il sait faire et ce qu'exige d'ailleurs la maison mère qui a mis sa filiale européenne sous tutelle jusqu'à fin

ney prétend le faire de la façon « la plus honorable, la plus humaine, la plus digne possible ». Le plan social risque d'écorner un peu plus encore cette image à laquelle elle tient tant.

L'ensemble des syndicats - même le syndicat maison, la CSL - a rejeté le plan social. Une « coordination » sauvage, qui affirme regrouper une trentaine de cadres et administratifs, a eu l'impertinence de manifester et de distribuer des tracts à l'entrée du RER. Les départs peuvent être brutaux. Convoqués les 14 et 15 décembre par leurs supérieurs, les partants sont vivement encouragés à plier bagage tout de suite, à la faveur d'un « congé d'absence ». De retour à leur bureau, ils trouvent le téléphone coupé et leur ordinateur déconnecté, « par crainte d'une vengeance, d'un sabotage ou d'un virus ». « Le licenciement SKF, avec le taxi à la porte, n'est pas bien différent. Sauf qu'ici il n'y a pas de taxi », ironise un cadre qui se sent « jeté » après avoir été « usé et abusé ».

La « belle mentalité » de pionnier qui a entouré les premiers moments du lancement d'Euro Disney a mal résisté à ce que certains n'hésitent pas à appeler, plutôt que « la culture et les valeurs Disney », un « lavage de cerveau ». Le règne des petits chefs et la « délation encouragée à tous les échelons » auraient eu raison de la fraternelle convivialité du début. Disney n'a pas toujours bien maîtrisé - c'est un euphémisme - les relations sociales avec ses employés. Ses méurs en la matière le conduisent régulièrement devant le conseil des prud'hommes de Meaux, dans il occupe (à la section activités diverses) la moitié du rôle. Le bras de fer qui oppose depuis des mois des musiciens du parc à la direction est, à cet égard, exemplaire. Vingt-cinq d'entre eux viennent d'obtenir leur réintégra-

tion - confirmée par la cour d'appel - et la transformation de leur contrat en contrat à durée indéterminée. L'un d'eux paie assez cher le fait d'avoir osé braver son employeur devant la justice : on l'appelle « le saxo solitaire ». Déguisé en policier américain, il est contraint de jouer tout seul sur un trottoir de Main Street, ce qu'il vit comme une brimade destinée à l'inciter à partir de lui-même.

Ainsi le plan social fait-il ressurgir les aigreurs accumulées. Contraints à la « flexibilité », c'est-à-dire disponibles à tout moment, les « cast members » (les employés) pourraient bien être moins souples à l'avenir. L'intérêt accru des employés sous-syndicalisés (24 % de participation aux dernières élections) pour, notamment, la CGT, qui a fini par s'implanter chez Mickey, eu est un signe. Et même si le tout nouveau vice-président chargé des ressources humaines, Michel Perchet, pense que « la chance de cette entreprise, c'est sa crise : un bon moyen de réveiller l'ensemble des talents », les « talents » épargnés jusqu'ici par le plan social ont bien du mal à partager cet enthousiasme un peu forcé, sur fond de crise. La magie de Disney a ses limites.

AGATHE LOGEART

(1) Il a aussi son prix : un week-end dans le parc, avec une nuit à l'hôtel New-York, luxueux mais moins que le Disneyland, coûte 1 875 francs pour deux personnes.

(2) Disney, les managers du rêve. Au-delà de la légende, l'histoire vraie et les coulisses d'un empire de loisirs, de Joe Flower. Editions Maxima, 1992.

(3) Le Débat, n° 73, janvier-février 1993.

(4) La guerre du faux, d'Umberto Eco. Grasset, 1985. Réédité en « Livre de poche » (n° 4064).

FORMER LES MANAGERS DE LA CRISE

Les grandes écoles de gestion sont-elles bien armées pour faire face aux bouleversements de l'économie ?

Des experts lancent le débat dans le Monde de l'éducation de décembre. Les réponses de Michel Berry, Bernard Bruhnes, Paul Dehaeuvels, Henry Mintzberg, Christian Morel, Jean Padoleau, Gordon Shenton, Henri Tezenas du Montcel, Jean-Claude Thoenig, Jean-Louis Viargues, Michel Villette.

Le Monde de l'éducation

LION D'OR

FESTIVAL DE VENISE 93

JULIETTE BINOCHÉ MEILLEURE ACTRICE

TROIS COULEURS

BLEU

PLUS D'UN MILLION DE SPECTATEURS EN FRANCE !

LA TRILOGIE DE KRZYSZTOF KIESLOWSKI

EXPORTÉE DANS 52 PAYS

TROIS COULEURS

BLANC

SORTIE LE 26 JANVIER 1994

VIE DES ENTREPRISES

Pour échapper à des droits anti-dumping aux frontières de l'Union européenne

Grundig remboursera des aides autrichiennes

«Délocaliser» peut réserver des surprises... Le groupe Grundig, qui décidait, en janvier, de se séparer de son usine de téléviseurs à Creutzfeld (Moselle) pour transférer sa production en Autriche et développer son unité de Vienne, va rembourser une part des aides... reçues de l'Etat autrichien. Le ministre autrichien de l'économie l'a annoncé, mardi 21 décembre, au commissaire européen à la concurrence, Karel Van Miert. La veille, les ministres des affaires étrangères des Douze avaient décidé d'imposer un droit de douane anti-dumping de 14 % sur les téléviseurs Grundig fabriqués dans ce pays.

Certes, l'Autriche s'est toujours défendue d'avoir apporté des aides à la délocalisation des activités de Creutzfeld. Mais, dans une lettre à la Communauté, la délégation permanente de l'Autriche auprès de la CEE reconnaissait qu'un premier développement du site de Vienne, décidé fin 1989, avait été «subventionné par la ville de Vienne» (Le Monde du 12 février). Grundig, au total, avait reçu 100 millions de schillings (47 millions de francs); le remboursement annoncé mardi porte sur le tiers de cette somme, un tiers l'ayant déjà été et le solde d'Etat pas mis en cause par la Commission puisqu'il s'agit d'un soutien à la protection de l'environnement.

Les décisions bruxelloises et la réaction de Grundig ne change-

ront rien à l'avenir de l'usine de Creutzfeld, vendue au groupe gallois Goodlad (Le Monde du 18 décembre). Mais nul doute que les polémiques nées de cette affaire ont pesé sur l'intérêt porté par les Douze aux subventions autrichiennes.

P.-A. G.

Crédit

Le bout du tunnel pour le Comptoir des entrepreneurs?

Neuf mois après une grave crise de liquidités qui l'a mis dans l'incapacité de faire face à ses engagements, le Comptoir des entrepreneurs (CDE) semblerait arriver aujourd'hui au bout de ses peines. En effet, le conseil d'administration du Comptoir devrait se réunir mercredi 22 décembre dans l'après-midi,

pour adopter les modalités de sortie du bilan de quelque 9 milliards de francs de créances. Cette solution avait d'ailleurs été prise lors d'un conseil d'administration du Crédit foncier de France, le 15 décembre.

Elle apparaît dans l'immédiat comme la seule alternative à une recapitalisation très coûteuse, d'autant plus que le Crédit foncier, tout comme les Assurances générales de France, respectivement actionnaires à 11,5 % et 30 % du Comptoir, estime avoir accompli leur devoir.

Cette opération de défiance (sortie des créances d'un bilan) qui une société reprend et finance par des obligations) s'articulerait comme suit : les créances du CDE seraient transférées vers une société d'accueil créée pour la circonstance. Une fois que cette société aura acquis ce portefeuille, financé par une émission obligataire, le produit obtenu en liquidités ira directement au bilan du CDE, lui permettant ainsi de l'assainir.

Reste que le problème principal est la garantie offerte aux souscripteurs de ces obligations : qui pourra leur assurer le paiement des coupons et le remboursement du capital à l'échéance? Selon les Echos, un rehausseur de crédit qui garantirait l'emprunt serait sur le point d'être élu, ce qui permettrait à l'opération de bénéficier d'une bonne notation et limiterait le coût du refinancement.

Selon la société canadienne Bombardier

Le financement du projet de TGV au Texas est insuffisant

Le projet texan de train à grande vitesse est gravement compromis en raison d'un défaut majeur de financement, a annoncé, mardi 21 décembre, un porte-parole du groupe canadien Bombardier, Pierre MacDonald. Le consortium Texas TGV, chargé par l'Etat du Texas de la réalisation de ce projet de 7 milliards de dollars, n'est parvenu à réunir que 40 des 170 millions de dollars nécessaires au financement des premières études de faisabilité, a indiqué M. MacDonald.

«Nous sommes en train de manquer à nos engagements», a-t-il estimé, rappelant que les premiers financements du projet de liaison TGV entre les villes texanes de Dallas et Houston, dans un premier temps, puis de San-Antonio et Austin, devaient être bouclés avant la fin de 1993.

Les difficultés rencontrées par le consortium constitué par Bombardier, le groupe franco-britannique GEC-Alsthom et l'américain Morrison Knudsen Corp., devraient conduire au retrait de la concession dont il bénéficiait jusqu'à présent, a précisé M. MacDonald, ajoutant que le consortium devrait dans ce cas soumettre une nouvelle proposition aux autorités texanes.

Le président de Bombardier, Laureot Beaudin, a attribué l'échec du montage financier à un manque de financement public du projet, censé être entièrement réalisé sur fonds privés. En octobre, le directeur des affaires internationales de la SNCF imputait la difficulté à rassembler les financements au retard pris par l'Etat du Texas dans la réalisation des études d'impact d'environnement.

moderniser le port russe de Saint-Petersbourg, a annoncé, mardi 21 décembre, SDV dans un communiqué. L'opération porte sur un investissement de 625 millions d'euros (411 millions de francs) pour 1994. L'appel d'offres avait été lancé dans le cadre du programme «TACIS» d'assistance de la Communauté européenne aux Etats de la Communauté des Etats indépendants (CEI).

CESSION

SHELL a vendu l'essentiel de son agglomère à American Cyanamid. - Le groupe Royal Dutch Shell a annoncé, mardi 21 décembre, qu'il avait réalisé la vente de la majeure partie de ses activités de protection des plantes (insecticides, fongicides...) au groupe American Cyanamid. La cession de 80 % des activités de ce secteur a été réalisée et le reste sera cédé l'an prochain, selon un communiqué de Shell, qui ajoute «qu'en plus, quelques petites affaires ont également été

vendues». Un porte-parole de Shell s'est refusé à donner le chiffre d'affaires total des activités transférées. Lors de l'annonce de la transaction, en juin à Paris, Shell revendiquait un chiffre d'affaires 1992 dans le domaine de la protection des plantes de 725 millions de dollars, ce qui plaçait le groupe anglo-néerlandais au troisième rang mondial du secteur. Ces activités emploient 2 200 personnes dans le monde.

CRISE

THYSSEN prévoit 2 500 réductions d'emplois supplémentaires. - Thyssen Stahl AG, la branche sidérurgique de Thyssen AG, a annoncé, lundi 20 décembre, la suppression de 2 500 emplois supplémentaires au cours de l'exercice clos au 30 septembre 1994. Ceci porte à 12 500 les suppressions d'emplois sur l'exercice en cours, ramenant ainsi les effectifs de Thyssen Stahl à 27 000. D'ici à la fin de la décennie, Thyssen veut réduire ses effectifs à 25 000 salariés. Thyssen Stahl AG a réalisé lors de l'exercice 1992/93 clos le 30 septembre un chiffre d'affaires de 7,8 milliards de marks (26,5 milliards de francs), en recul de 19 % par rapport à l'exercice précédent, à l'indicateur de la production interne. Thyssen Stahl a enregistré une perte de 1,2 milliard de marks. La société compte sur des augmentations de prix, au 1^{er} octobre 1993 et au 1^{er} janvier prochain, pour améliorer la situation.

NOMINATION

FRANCE TÉLÉCOM : Marcel Roulet réaffecté à la présidence. - Le conseil d'administration extraordinaire de France Télécom a proposé, comme prévu, lundi 20 décembre, le renouvellement de Marcel Roulet comme président du conseil d'administration de l'opérateur public, a indiqué France Télécom. C'est en conseil des ministres que M. Roulet sera nommé président de France Télécom pour un mandat de trois ans. M. Roulet avait été nommé président de France Télécom en décembre 1990, lorsque l'opérateur avait acquis le statut d'établissement public. Il en était déjà le directeur général depuis 1986. Agé de soixante ans, polytechnicien et diplômé de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications, M. Roulet a aussi été directeur général de La Poste en 1985 et 1986.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 22 décembre ↑ Soutenue

La Bourse de Paris était mieux orientée mercredi 22 décembre : après un petit effacement en début de séance, les valeurs ont viré à la hausse une heure plus tard. Le CAC 40 a ouvert à 2 222,45 points, soit 0,14 % de plus que la veille. Les investisseurs ont été rassurés par la perspective d'une hausse des taux d'intérêt, qui permettrait de financer la hausse du CAC 40. Les investisseurs ont été rassurés par la perspective d'une hausse des taux d'intérêt, qui permettrait de financer la hausse du CAC 40.

Les nouvelles économiques publiées mercredi matin étaient très positives : les mises en chantier ont reculé de 7,4 % en

octobre par rapport à septembre et la consommation des ménages a diminué de 1,6 % en novembre. Ces mauvaises nouvelles ont semblé appeler des mesures de relance et notamment une baisse des taux d'intérêt. Les investisseurs ont été rassurés par la perspective d'une hausse des taux d'intérêt, qui permettrait de financer la hausse du CAC 40.

NEW-YORK, 21 décembre ↑ Repli

Wall Street a fermé mardi 21 décembre, déprimé par la remontée des taux d'intérêt à long terme. Au terme des échanges, l'indice Dow Jones des valeurs américaines a baissé de 10,06 points à 3 745,18 par rapport à la veille, soit un repli de 0,27 %. Lundi, le principal baromètre de la grande Bourse new-yorkaise avait terminé en hausse de 28,64 points.

La hausse des taux d'intérêt à long terme sur le marché obligataire a jeté un froid sur les détenteurs de portefeuilles de titres ont également été motivées par des raisons fiscales avant la fin de l'année.

Le taux moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, la principale valeur de référence du marché obligataire, est remonté à 6,35 % mardi contre 6,30 % lundi.

La Bourse bat au rythme du marché obligataire, a souligné Bill Alyn, directeur général de la firme d'investissement

Jefferies and Co. La remontée des taux d'intérêt sur le marché obligataire a jeté un froid sur les détenteurs de portefeuilles de titres ont également été motivées par des raisons fiscales avant la fin de l'année.

VALEURS	Cours du 20 décembre	Cours du 21 décembre
Alcatel	89,50	89,30
AT&T	44,50	44,30
Banque	34,12	34,00
Chemical Bank	48,12	48,00
Compagnie	33,34	33,20
Elf	83,34	83,20
Enx	83,34	83,20
General Electric	104,16	104,00
General Motors	54,14	54,00
IBM	89,14	89,00
ITT	89,14	89,00
Johnson & Johnson	89,14	89,00
Merck	89,14	89,00
Schering	89,14	89,00
Schlumberger	89,14	89,00
UAI	143,30	143,10
United Tech.	81,50	81,40
Westinghouse	13,78	13,70
Xerox Corp.	88,78	88,60

LONDRES, 21 décembre ↑ Prises de bénéfices

Les valeurs ont nettement baissé mardi 21 décembre au Stock Exchange, victimes des prises de bénéfices après leur récente envolée. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a chuté en baisse de 22,5 points, soit 0,8 %, à 3 342,4 points, alors qu'il avait atteint un nouveau record absolu de 3 378,6 points peu après l'ouverture, 736,6 millions de titres ont été échangés contre 746 millions la veille.

Par ailleurs, la tendance a également été affectée par une aggravation du déficit commercial de la Grande-Bretagne avec les pays non membres de la Communauté européenne en novembre. Selon les statistiques officielles, le déficit commercial britannique s'est creusé à 767 millions de livres en novembre contre 372 millions en octobre.

Du côté des valeurs, British Gas a perdu 10 pence à 347 après la déclat du gouvernement de lui enlever progressivement son monopole sur la distribution de gaz aux particuliers à partir d'avril 1996, et d'ouvrir complètement le marché deux ans plus tard.

VALEURS	Cours du 20 décembre	Cours du 21 décembre
Allied Lyons	8,05	8,05
BP	3,88	3,88
BT	1,44	1,44
Cable	5,07	5,07
De Beers	10,50	10,50
Diageo	7,08	7,08
GLS	6,03	6,03
Harrold	12,09	12,09
ITV	7,73	7,73
United Tech.	81,50	81,50
Unilever	11,85	11,85

TOKYO, 22 décembre ↑ Reprise

La Bourse de Tokyo a été sensiblement reprise mercredi 22 décembre, dans des transactions peu effrénées, à la veille d'un jour chômé en raison de l'anniversaire de l'empereur. A l'issue des transactions, l'indice Nikkei a gagné 130,31 points, soit 0,76 %, à 17 445,74 points, après avoir évolué dans une étroite fourchette de 17 286,33 points à 17 453,15 points. Le volume des transactions a porté sur 280 millions de titres environ, contre 220 millions la veille.

Les investisseurs ont été rassurés par la perspective d'une hausse des taux d'intérêt, qui permettrait de financer la hausse du CAC 40.

La société du secteur électronique, qui avaient connu deux séances de baisse, ont soutenu les cours, à l'image de Fujitsu, qui a progressé de 5 yens, et de Hitachi Electronics, qui a gagné 70 yens.

VALEURS	Cours du 21 décembre	Cours du 22 décembre
Ajinomoto	1 280	1 280
Asahi	1 280	1 280
Canon	1 280	1 280
Fuji	1 280	1 280
Hitachi	1 280	1 280
Hitachi Electronics	1 280	1 280
Hitachi Ltd	1 280	1 280
Hitachi Ltd	1 280	1 280
Hitachi Ltd	1 280	1 280
Hitachi Ltd	1 280	1 280

CHANGES

Dollar : 5,806 F ↓
Mardi 22 décembre, le franc restait stable face au deutschemark à 3,4040 francs à l'ouverture du marché des changes parisiens, contre 3,4063 francs mardi en fin de journée (cours indicatif de la Banque de France), tandis que le dollar s'échangeait en début d'après-midi à 5,806 francs contre 5,8220 francs la veille (cours de la Banque de France).

FRANCOFONIE 21 déc. 22 déc.
Dollar (en DM) 1,706 1,706
Tokyo 20 déc. 21 déc.
Dollar (en yen) 116/3 111/3

MARCHÉ MONÉTAIRE (officiels parés)
Paris (22 déc.) 6 1/2 - 4 5/8 %
New-York (20 déc.) 3 %

BOURSES

(BSE, base 1000 : 31-12-97)
Indice CAC 40 : 2 222,45 2 215,86
BSE, base 1000 : 31-12-97
Indice SBF 120 : 1 536,21 1 534,26
Indice SBF 250 : 1 407,85 1 407,16

NEW-YORK (indice Dow Jones)
20 déc. 21 déc.
Indice Dow Jones : 3 735,21 3 745,18

LONDRES (indice Financial Times)
20 déc. 21 déc.
Indice Financial Times : 3 342,4 3 342,4

100 valeurs : 2 514,98 2 508,70
30 valeurs : 2 514,98 2 508,70
Midi d'or : 251,90 247,40
Fonds d'Etat : 107,16 106,96

FRANCOFONIE 20 déc. 21 déc.
Dollar : 2 178,16 2 182,93

TOKYO 20 déc. 22 déc.
Nikkei Dow Jones : 17 315,49 17 445,74
Indice global : 1 485,73 1 490,37

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert
\$ E-U	5,8100	5,8120
Yen (100)	5,2255	5,2275
£	3,4015	3,4035
Deutschemark	3,4024	3,4044
Franc suisse	4,0022	4,0042
Lira italienne (1000)	4,0022	4,0042
Livre sterling	4,0022	4,0042
Peseta (100)	4,0022	4,0042

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

UN MOIS	TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4
Yen (100)	6 13/16	6 3/8	6 1/2	6 1/16
£	6 13/16	6 3/8	6 1/2	6 1/16
Deutschemark	6 3/8	6 1/2	6 1/2	6 1/16
Franc suisse	4 7/16	4 9/16	4 1/2	4 1/4
Lira italienne (1000)	5 5/8	5 3/4	5 1/2	5 1/4
Livre sterling	5 5/8	5 3/4	5 1/2	5 1/4
Peseta (100)	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 1/4
Franc français	6 5/8	6 3/4	6 1/2	6 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

HLM MONÉTAIRE

SICAV MONÉTAIRE DE CAPITALISATION
INVESTIE EXCLUSIVEMENT EN VALEURS D'ÉTAT
OU JOUISSANT DE SA GARANTIE

GESTION CDC TRÉSOR
FILIALE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A compter du 1^{er} janvier 1994, HLM MONÉTAIRE se situera dans la catégorie «monétaire franc» selon la nouvelle classification de la COB.

Ses indicateurs de référence seront toujours le taux du marché monétaire au jour le jour et le rendement des bons du Trésor à trois mois.

Par ailleurs, HLM MONÉTAIRE pourra intervenir sur les marchés à terme fermes et conditionnels dans les conditions de la réglementation, ainsi que sur les marchés de contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises.

Avec une performance de 9,10 % (Source MICROPAL) réalisée entre les 30 novembre 1992 et 1993, HLM MONÉTAIRE s'affirme comme étant une valeur particulièrement intéressante.

Sur cette période, la progression de l'actif de HLM MONÉTAIRE (+ 42 % à 16 milliards de francs) résulte aussi d'un flux de souscriptions important, exprimant la satisfaction des investisseurs qui, grâce à HLM MONÉTAIRE, font fructifier leur trésorerie à court terme en toute sécurité.

Notée AAA par Standard and Poor's - AEF

RESEAUX PLACEURS :

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

TRÉSOR PUBLIC

هكزام الأصيل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 22 DÉCEMBRE

Liquidation : 24 décembre
Taux de report : 7.13

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0.23 % (2220.91)

[illegible]**Comptant** (sélection)

VALEURS	% du m.c.	% de coupois	VALEURS	Cours pièce	Dernier cours	VALEURS
Obligations						
CRF 95-91-02	120,89		Esse Bonairi (Pch).....	2165	2165	
CRF 95-91-03	109,69	1,104	Eole 1.....	500	588	
CPME 95-91-04	117	1,002	Es-Mag. Paris.....	4205	(-)	A.E.G. AG
CPME 95-91-05 TSO		1,486	Edinburgh Region O.....	726	727	Alexi W.
CRF 95-91-06	124,36	1,044	Edinburgh Region O.....	349	346,20	Alstom
CRF 95-91-07	118,76	1,022	FRAP 2.....	2989	2929	American Banknote
CRF 95-91-08	117,91	1,071	FRAP 3.....	2989	2929	Alsed
CRF 95-91-09	111,31	1,075	France L.A.R.D.....	130	132	Ashland Metals
CRF 95-91-10	124,76	1,719	France S.A. 1.....	2100	2169	Chrysler Corp.
CRF 95-91-11	117,85	5,072	Frans. Post-Bonded.....	2059	(-)	C.I.R.S.P.A.
CRF 95-91-12	112,52	5,988	Gesolud 2.....	789	775	Chemical Bank AG
CRF 95-91-13	121,81	2,271	Gesolud 3.....	789	767	Chemical Bank AG
CRF 95-91-14	118,06	1,147	Gesolud 4.....	500	599	Flax Ind.
CRF 95-91-15	112,89	6,080	G.E.F. 1.....	500	504	G.B.L. (Genl.)
CRF 95-91-16	114,24	2,304	G.E.F. 2 (Financed).....	320	336,18	Grisey
CRF 95-91-17	118,65	1,055	G.E.F. 3 (Financed).....	320	336,18	Halsbury
CRF 95-91-18	102,80	3,225	Industrie 1.....	650	659	Halsbury
CRF 95-91-19	110,10	8,011	Industrie 2.....	350	355	Goodyear T & O.
CRF 95-91-20	102,53	2,614	Invest. (Soc. Ind.).....	2890	(-)	Hayward Inc.
CRF 95-91-21	123,40	1,253	Ind. (Soc. Ind.).....	1416	1408	Johannesburg Cont.
CRF 95-91-22	117,29	1,261	Ind. (Soc. Ind.).....	1416	1408	
CRF 95-91-23	116,24	1,094	Ind. (Soc. Ind.).....	157,50	200	
CRF 95-91-24	116,45	1,265	Lorain.....	130	136	
CRF 95-91-25	93,13	2,078	Machinist Bull 2.....	25	25,40	
CRF 95-91-26	123,62	5,716	Mag. (Soc. Ind.).....	175	176,18	Byon Hyatt Energie
CRF 95-91-27	117,93	5,511	Mag. (Soc. Ind.).....	175	176,18	Byon Hyatt Energie
CRF 95-91-28	111,26	6,025	Mag. (Soc. Ind.).....	30,20	30	Blanc-Coutin
CRF 95-91-29	127,81	1,517	Navigation (Ind.).....	130	138	Bussaness Marine
CRF 95-91-30	123,12	2,702	Objet 2.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-31	121,76	2,748	Objet 3.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-32	113,51	1,707	Objet 4.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-33	98,1	5,903	Objet 5.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-34	110,46	1,600	Objet 6.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-35	110,46	1,600	Objet 7.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-36	110,46	1,600	Objet 8.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-37	110,46	1,600	Objet 9.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-38	110,46	1,600	Objet 10.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-39	110,46	1,600	Objet 11.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-40	110,46	1,600	Objet 12.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-41	110,46	1,600	Objet 13.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-42	110,46	1,600	Objet 14.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-43	110,46	1,600	Objet 15.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-44	110,46	1,600	Objet 16.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-45	110,46	1,600	Objet 17.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-46	110,46	1,600	Objet 18.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-47	110,46	1,600	Objet 19.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-48	110,46	1,600	Objet 20.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-49	110,46	1,600	Objet 21.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-50	110,46	1,600	Objet 22.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-51	110,46	1	Objet 23.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-52	110,46	1	Objet 24.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-53	110,46	1	Objet 25.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-54	110,46	1	Objet 26.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-55	110,46	1	Objet 27.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-56	110,46	1	Objet 28.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-57	110,46	1	Objet 29.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-58	110,46	1	Objet 30.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-59	110,46	1	Objet 31.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-60	110,46	1	Objet 32.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-61	110,46	1	Objet 33.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-62	110,46	1	Objet 34.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-63	110,46	1	Objet 35.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-64	110,46	1	Objet 36.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-65	110,46	1	Objet 37.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-66	110,46	1	Objet 38.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-67	110,46	1	Objet 39.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-68	110,46	1	Objet 40.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-69	110,46	1	Objet 41.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-70	110,46	1	Objet 42.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-71	110,46	1	Objet 43.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-72	110,46	1	Objet 44.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-73	110,46	1	Objet 45.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-74	110,46	1	Objet 46.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-75	110,46	1	Objet 47.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-76	110,46	1	Objet 48.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-77	110,46	1	Objet 49.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-78	110,46	1	Objet 50.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-79	110,46	1	Objet 51.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-80	110,46	1	Objet 52.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-81	110,46	1	Objet 53.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-82	110,46	1	Objet 54.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-83	110,46	1	Objet 55.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-84	110,46	1	Objet 56.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-85	110,46	1	Objet 57.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-86	110,46	1	Objet 58.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-87	110,46	1	Objet 59.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-88	110,46	1	Objet 60.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-89	110,46	1	Objet 61.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-90	110,46	1	Objet 62.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-91	110,46	1	Objet 63.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-92	110,46	1	Objet 64.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-93	110,46	1	Objet 65.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-94	110,46	1	Objet 66.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-95	110,46	1	Objet 67.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-96	110,46	1	Objet 68.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-97	110,46	1	Objet 69.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-98	110,46	1	Objet 70.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-99	110,46	1	Objet 71.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-100	110,46	1	Objet 72.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-101	110,46	1	Objet 73.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-102	110,46	1	Objet 74.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-103	110,46	1	Objet 75.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-104	110,46	1	Objet 76.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-105	110,46	1	Objet 77.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-106	110,46	1	Objet 78.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-107	110,46	1	Objet 79.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-108	110,46	1	Objet 80.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-109	110,46	1	Objet 81.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-110	110,46	1	Objet 82.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-111	110,46	1	Objet 83.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-112	110,46	1	Objet 84.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-113	110,46	1	Objet 85.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-114	110,46	1	Objet 86.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-115	110,46	1	Objet 87.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-116	110,46	1	Objet 88.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-117	110,46	1	Objet 89.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-118	110,46	1	Objet 90.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-119	110,46	1	Objet 91.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-120	110,46	1	Objet 92.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-121	110,46	1	Objet 93.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-122	110,46	1	Objet 94.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-123	110,46	1	Objet 95.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-124	110,46	1	Objet 96.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-125	110,46	1	Objet 97.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-126	110,46	1	Objet 98.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-127	110,46	1	Objet 99.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-128	110,46	1	Objet 100.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-129	110,46	1	Objet 101.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-130	110,46	1	Objet 102.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-131	110,46	1	Objet 103.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-132	110,46	1	Objet 104.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-133	110,46	1	Objet 105.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-134	110,46	1	Objet 106.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-135	110,46	1	Objet 107.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-136	110,46	1	Objet 108.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-137	110,46	1	Objet 109.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-138	110,46	1	Objet 110.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-139	110,46	1	Objet 111.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-140	110,46	1	Objet 112.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-141	110,46	1	Objet 113.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-142	110,46	1	Objet 114.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-143	110,46	1	Objet 115.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-144	110,46	1	Objet 116.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-145	110,46	1	Objet 117.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-146	110,46	1	Objet 118.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-147	110,46	1	Objet 119.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-148	110,46	1	Objet 120.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-149	110,46	1	Objet 121.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-150	110,46	1	Objet 122.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-151	110,46	1	Objet 123.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-152	110,46	1	Objet 124.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-153	110,46	1	Objet 125.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-154	110,46	1	Objet 126.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-155	110,46	1	Objet 127.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-156	110,46	1	Objet 128.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-157	110,46	1	Objet 129.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-158	110,46	1	Objet 130.....	201,50	201,50	Cadillac
CRF 95-91-159	110,46					

Barrier course	VALUERS	Cours prix.	Demi- course
Étrangères			
---	Kashira Corn	28,40	28,40
551	Harcourt Mines	100	100,10
119	Harvest Price	5,05	5,05
192	Pioneer Inc.	2,80	3,61
---	Alcan Co.	36,05	36,05
100	Robson	355,20	365,40
651	Robson N.V.	180,10	180,10
31658	Indusint	290,75	290,75
224,50	Saipan S.A.	8,20	---
3,50	Sunt Group Pte	26	26
1171	SC Holdings	248	248,50
233	Toshiba Ltd.	29,50	---
14,85	Tyco Int'l.	21,50	---
190	West Rand Cons.	5,15	5
1745	---	---	---
60,79	---	---	---
---	---	---	---
93	---	---	---
-cote (sélection)			
---	Midco	175,50	---
---	Oil Cos. Plam.	990	---
---	Pacific Power	192,00	---
---	Roverco	287,00	---
---	SC Dominguez Int'l.	151	---
---	SC Golden Indusl.	321	---
---	Schneider Indl. *	285	---
---	SEPR *	1320	---
---	SFR p. 100	325	---
---	Surel	105	---
---	Tech-Aqueduct	100	---
---	Wheatman *	1100	---

Sicav (sélection) 21 décembre

VALUES	Emission Price (act.)	Rocket net	VALUES	Emission Price (act.)	Rocket net	VALUES	Emission Price (act.)	Rocket net
Acetic	264.84	261.64	Carb. Gas.	2188.37	2683.05	Positive Capabilities	1538.93	1691.32
AceticAnhydride	3356.77	3250.17	Castor	18825.21	18222.01	Positive Capabilities	153.29	148.93
AceticAnhydride D	3308.93	3308.93	France gas	1448.81	1284.08	Positive Capabilities	779.92	782.92
AceticAnhydride D	861.93	821.41	France Gasoline	214.24	235.85	Positive Capabilities	761.57	256.54
AceticAnhydride D	82.55	82.55	France Gasoline	519.24	507.06	Positive Capabilities	722.41	168.93
AceticAnhydride D	70.74	70.74	France Gasoline	522.85	522.85	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	3267.83	3267.83	France Gasoline	137.51	138.51	Positive Capabilities	173.49	168.93
Acetic, Carb. Gas.	3426.83	3426.83	France Gasoline	1274.06	1274.06	Positive Capabilities	213.49	213.49
Acetic, Carb. Gas.	136.25	136.25	France Gasoline	58.83	48.83	Positive Capabilities	758.26	758.26
Acetic, Carb. Gas.	111.16	111.16	France Gasoline	58.83	48.83	Positive Capabilities	117.27	117.27
Acetic, Carb. Gas.	18.45	18.45	France Gasoline	25.16	25.16	Positive Capabilities	174.26	174.26
Acetic, Carb. Gas.	382.25	588.85	France Gasoline	223.42	223.42	Positive Capabilities	330.89	330.89
Acetic, Carb. Gas.	533.45	533.45	France Gasoline	223.42	223.42	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	533.45	533.45	France Gasoline	522.85	522.85	Positive Capabilities	174.26	174.26
Acetic, Carb. Gas.	1578.49	1578.49	France Gasoline	1776.74	1776.74	Positive Capabilities	564.22	564.22
Acetic, Carb. Gas.	218.14	218.14	France Gasoline	218.14	218.14	Positive Capabilities	123.78	123.78
Acetic, Carb. Gas.	506.25	506.25	France Gasoline	167.23	167.23	Positive Capabilities	117.27	117.27
Acetic, Carb. Gas.	117.27	117.27	France Gasoline	167.23	167.23	Positive Capabilities	117.27	117.27
Acetic, Carb. Gas.	54.92	54.92	France Gasoline	128.83	128.83	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	152.49	152.49	France Gasoline	169.79	169.79	Positive Capabilities	75.12	75.12
Acetic, Carb. Gas.	134.11	134.11	France Gasoline	167.23	167.23	Positive Capabilities	174.27	174.27
Acetic, Carb. Gas.	171.78	171.78	France Gasoline	121.14	121.14	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	158.15	158.15	France Gasoline	175.61	175.61	Positive Capabilities	158.15	158.15
Acetic, Carb. Gas.	180.32	180.32	France Gasoline	124.25	124.25	Positive Capabilities	136.39	136.39
Acetic, Carb. Gas.	135.18	132.14	France Gasoline	167.23	167.23	Positive Capabilities	300.89	300.89
Acetic, Carb. Gas.	171.78	165.85	France Gasoline	167.23	167.23	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	161.49	161.49	France Gasoline	223.42	223.42	Positive Capabilities	74.26	74.26
Acetic, Carb. Gas.	141.96	141.96	France Gasoline	128.83	128.83	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	112.86	112.86	France Gasoline	306.71	306.71	Positive Capabilities	210.86	210.86
Acetic, Carb. Gas.	714.15	714.15	France Gasoline	127.48	127.48	Positive Capabilities	54.27	54.27
Acetic, Carb. Gas.	704.82	704.82	France Gasoline	223.42	223.42	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	704.82	704.82	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	167.23	167.23	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	133.49	133.49	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	158.15	158.15	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	158.15	158.15	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	462.02	462.02	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93	154.93	France Gasoline	168.93	168.93	Positive Capabilities	168.93	168.93
Acetic, Carb. Gas.	154.93							

Second marché (sélection)

22/70	—	L.C.F. 2	220
23/70	500	Minerva	87
24/70	580	Commodore, Model 2 1/2	1030
25/70	120	Int. Computer	150
26/70	390	220	—
27/70	390	220	—
28/70	390	220	—
29/70	390	220	—
30/70	390	220	—
31/70	390	220	—
32/70	390	220	—
33/70	390	220	—
34/70	390	220	—
35/70	390	220	—
36/70	390	220	—
37/70	390	220	—
38/70	390	220	—
39/70	390	220	—
40/70	390	220	—
41/70	390	220	—
42/70	390	220	—
43/70	390	220	—
44/70	390	220	—
45/70	390	220	—
46/70	390	220	—
47/70	390	220	—
48/70	390	220	—
49/70	390	220	—
50/70	390	220	—
51/70	390	220	—
52/70	390	220	—
53/70	390	220	—
54/70	390	220	—
55/70	390	220	—
56/70	390	220	—
57/70	390	220	—
58/70	390	220	—
59/70	390	220	—
60/70	390	220	—
61/70	390	220	—
62/70	390	220	—
63/70	390	220	—
64/70	390	220	—
65/70	390	220	—
66/70	390	220	—
67/70	390	220	—
68/70	390	220	—
69/70	390	220	—
70/70	390	220	—
71/70	390	220	—
72/70	390	220	—
73/70	390	220	—
74/70	390	220	—
75/70	390	220	—
76/70	390	220	—
77/70	390	220	—
78/70	390	220	—
79/70	390	220	—
80/70	390	220	—
81/70	390	220	—
82/70	390	220	—
83/70	390	220	—
84/70	390	220	—
85/70	390	220	—
86/70	390	220	—
87/70	390	220	—
88/70	390	220	—
89/70	390	220	—
90/70	390	220	—
91/70	390	220	—
92/70	390	220	—
93/70	390	220	—
94/70	390	220	—
95/70	390	220	—
96/70	390	220	—
97/70	390	220	—
98/70	390	220	—
99/70	390	220	—
100/70	390	220	—

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 21/12	Cours actuel
Etats Unis (1 unit.)	5,8445	5,8220	54
Allemagne (100 dm)	8,9525	6,9545	350
Belgique (100 fl.)	10,9340	10,4000	294
Pays-Bas (100 fl.)	10,9340	10,4000	294
France (100 francs)	3,4995	3,4765	83
Denemark (100 kr.)	8,4200	81,1000	83
Irlande (100 Ir.)	9,2500	8,2580	83
Italie (100 lire)	16,9300	16,8550	398
Sue-Grétagne (1 l.)	2,3755	2,3760	24
Grèce (100 drachmes)	398,3000	401,6000	398
Portugal (100 esc.)	93,4100	92,9500	95
Norvège (100 kr.)	78,6100	78,3500	47
Espagne (100 pt.)	165,4000	165,4000	47
Autriche (100 sch.)	4,1645	4,1615	3,4
Finlande (100 mk.)	3,3400	3,3350	3,4
Yugoslav (100 esc.)	4,8567	4,8370	4,1
Canada (1 \$ can.)	5,2585	5,2512	6,1
Japon (100 yens)			

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 21/12
Or fin (pces au barrel)	72800	72500
Or fin (en lingot)	73000	72700
Napoléon (20f)	417	417
Pièces Fr (10 f)	370	—
Pièce Suisse (20 f)	415	419
Souverain	325	328
Pièce 20 dollars	2845	2950
Pièce 10 dollars	1400	1490
Pièces 5 dollars	703,75	—
Pièce 50 pesos	2725	2705
Pièce 10 liras	440	435

RÈGLEMENT

Lundi date mardi : % de la vente 31/12
 coupon - Mercredi date jeudi : paiement
 vendredi : compensation - Vendredi date

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15
PRENEZ LE MONDE
PUBLICITÉ FINANCIÈRE.
☎ 46-62-74-25
BIEN SÉRIEUX (1)
Lundi daté mercredi : montant d'un dernier coupon - Jeudi daté samedi : quodès de négociation

Matif (Marché à terme international de France)

NOTIONNEL 10 %					CAC 40 A TERME		
Nombre de contrats estimés : 83 108					Volume : 27 381		
Cours	Mars 94	Juin 94	Sept. 94	Cours	Janvier 94	Février 94	Déc. 93
Dernier.....	130,18	129,50	129,84	Dernier.....	2235,50	2284,50	2225
Précédent....	129,98	129,46	128,60	Précédent....	2246,50	2258,50	2235

RÈGLEMENT MENSUEL (1

ABRÉVIATIONS

SYMBOLS

■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
n = effort - d = demandé - l = offre réduite - t = demande réduite - c = cours d'animation

CARNET

Naissances

Aime FLEURY-CAHEN,
et
Robert CAHEN

ont la joie d'annoncer la naissance de
Alexandre,
le 8 décembre 1993.

22, place du Printemps,
68100 Mulhouse.

Jean-Marc et Evelyne DÉLAS,
Sébastien et Marie-Cécile,

ont la joie d'annoncer la naissance de
Cyril,

le 15 décembre 1993, à Drancy.

Amélie et Jean-Michel CAROT,
insistent à

la joie d'annoncer la naissance de leur
petite sœur

Engéline,
le 14 décembre 1993.

Apartado Postal 22033,
Saint-Domingue
(République dominicaine).

Alejo et Olivia CASABONA

ont la joie d'annoncer la naissance de
Marie,

le 17 décembre 1993.

2, place de Séoul,
75014 Paris.

Décès

M. Geneviève Brissot,
son épouse,
Suzanne et Hervé,
ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Serge BRISSET,

survenu le 19 décembre 1993.

L'inhumation aura lieu au Père-
Lachaise, le 22 décembre, à 15 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

9, rue Gustave-Rouanet,
75018 Paris.

« Pour ce chemin qui s'ouvre
entre les mains, Père, je me remets. »

Henri CAPIEU,
ancien pasteur de l'Eglise réformée de
France,

nous a quittés le 15 décembre 1993.

De la part de
Ses enfants,
Béatrice et Bernard Pionbono,
Alain et Françoise Capieu,
Marie-Eve et Daniel Maréchal,
Bella Barthe et Ken Jones,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Ses frères et sa belle-sœur.

Un service de reconnaissance et d'es-
pérance a été célébré à Bréau.

Sylvie Dupin de Saint-Cyr,
son épouse,

Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ses grands et belle-fille,
Christophe, Liz, Adrian et Gabriel

Dupin de Saint-Cyr,
Cyrille Dupin de Saint-Cyr,
Nathalie, Pascal, Amélie et Margot

Buzzino,
Grégoire
et sa fille, Sophie Dupin de Saint-Cyr,
Noémi, Christophe et Rami Cozzani,
Alicette Dupin de Saint-Cyr,
sa mère,
Chantal Trutat,
sa belle-mère,
Toute sa famille,
Tous ses amis

Et ses amis Compagnons d'Emmaüs,
ont la douleur de faire part du décès de

Armand DUPIN de SAINT-CYR,

survenu le 19 décembre 1993, à l'âge
de soixante-trois ans.

Ses obsèques auront lieu le
23 décembre, à 15 h 30, en l'église de
Corme-Royal (Charente-Maritime).

M. Michel SAINT-MARTIN,
son épouse,

M. et M^{me} Patrick Saint-Martin,
M. et M^{me} Bruno Saint-Martin,
ses enfants,

Ses petits-enfants,
M. Jean-Baptiste Saint-Martin,
son père,

Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel SAINT-MARTIN,

survenu le 19 décembre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 24 décembre, en l'église
Saint-Pierre-Salut-Paul, à Fontenay-
aux-Roses (Hauts-de-Seine), où l'on se
réunira à 10 h 30.

15, rue Jean-Jaures,
92260 Fontenay-aux-Roses.

M. Michel PERIGORD,
épouse, Elisabeth Cornillault,

Son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Toute la famille,
Ses collaborateurs,
Et amis,

ont la profonde tristesse de faire part
du décès de

Michel PERIGORD,
docteur ingénieur,
docteur en sciences physiques,
expert près la cour d'appel
de Versailles,

expert près le tribunal administratif
de Paris,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
chevalier des Palmes académiques,
médaille d'argent de l'Etoile civique,

survenu le 20 décembre 1993, à l'âge
de soixante ans.

Les obsèques religieuses auront lieu
le jeudi 23 décembre, à 14 heures, en
l'église du Cœur-Immaculé-de-Marie,
23, rue de Verdun, à Saranès, suivies
de l'inhumation au cimetière Bulvin, de
Rueil-Malmaison.

L'enterrement a eu lieu dans la plus
stricte intimité.

72, rue Michel-Ange,
75016 Paris.

Rectificatif

Dans l'avis de décès concernant

M. André ESCOURROU,

il fallait lire :
survenu le 20 décembre 1993, dans sa
quatre-vingt-unième année.

19, rue Lebrun,
75013 Paris.
(Le Monde du 22 décembre 1993.)

Anniversaires

Le 23 décembre 1943, furent
arrêtés à Aix-les-Bains parce qu'ils
étaient juifs, puis déportés à Auschwitz
par le convoi n° 66

Aaron KARYO,
quarante-trois ans,
ancien combattant,

Marguerite KARYO-VOVE,
trente-sept ans,

Isaac KARYO,
trente-six ans,
ancien combattant,

Estrela KARYO,
trente-quatre ans,

Philippe VOVK,
quarante ans,

Deux jours plus tard, Nissim Karyo,
soixante-quatre ans, Dora Vovk, douze
ans et Daniel Vovk, dix ans, durant
leur salut au courage de Marguerite
Warren qui leur fit passer la ligne de
démarcation pour les cacher dans son
domicile de Maisons-Laffitte.

Nous n'oublions pas.

Reims-Taisy.

Tous ceux qui les signaient se sou-
viennent fidèlement de :

Jean VISSEUX,
25 février 1923-23 décembre 1978,

François BAZELAIRE,
8 juillet 1947-30 décembre 1969.

En ce troisième anniversaire de la
disparition de

Bob WESTHOFF,
une affectueuse pensée est demandée à
tous ceux qui l'ont connu et aimé, en
union avec les masses qui seront dites à
son intention.

Remerciements

M. Marie Lacombe,
et Catherine-Simone Lacombe,
très touchées par les témoignages de
sympathie et d'amitié dont elles ont été
l'objet lors du décès de

Fabien LACOMBE,

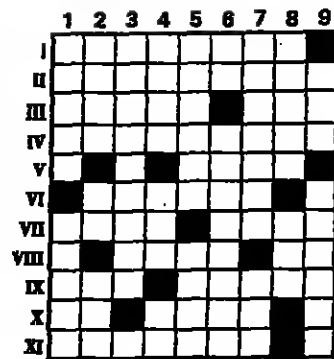
adressent leurs profonds remerciements
à toutes les associations d'anciens
déportés et résistants, ainsi qu'à tous
leurs amis.

25-12-1993 à 18 heures TUC et le
26-12-1993 à 9 heures TUC.

TUC : temps universel coordonné,
c'est-à-dire l'heure de Paris : l'heure
locale moyenne 2 heures en été ; heure
locale moyenne 1 heure en hiver.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6198



valait cent fois l'ancien. Est forcé
pour les coupures. - 2. Belle,
dans une chanson. D'un euloi-
laire. Qui ne cache rien. - 3. Des
gènes qui révoltent. - 4. Un greve
défaut. Singe. Cri d'horreur. -
5. La Géorgie ou l'Espeigne. N'était
qu'une poussière en Espagne. - 6. Quelque chose de
mauvais. Comme l'école dont fit
partie Alexandre. - 7. Mani-
puler comme un chapelet. Démon-
stratif. - 8. Pas atteints. Paut
griser quand il est pur. - 9. Appel...
déroutant. Qu'on trouve à l'intérieur.

HORIZONTALEMENT

I. Pas toutes blanches. - II. Gros légumes. - III. Comme
l'Eternel dans son temple. Ancienne capitale. - IV. Comme
des logothèques. - V. Particules. - VI. Frappe fort. - VII. Woublia
pas. En Asie. - VIII. Pays. Quartier de Venise. - IX. Une partie
de l'ensemble. Dans sa bouteille, il y a à boire et à manger. - X. Eau. Dans la main de celui qui
est une carotte. - XI. Tendues pour taper.

VERTICALEMENT

1. Celui qu'on disait nouveau

Solution du problème n° 6197

Horizontalement

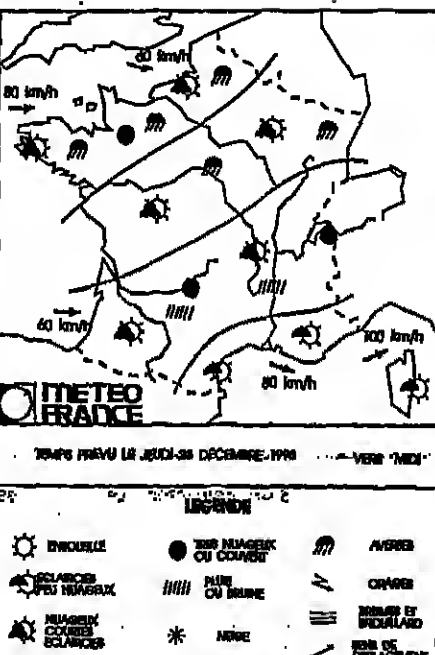
I. Epinette. - II. Gibecière. - III. Celliers. - IV. Suant. - V. Te.
MI. Res. - VI. Sebrée. - VII. Paso. Tu. - VIII. Ars. Grain.
- IX. Aarau. - X. Saumoneau. - XI. Entés. Rus.

Verticalement

1. Égout. Panée. - 2. Pie. Asar. An. - 3. Ibis. Assur. - 4. Nelumbo. Amp. - 5. Eclair. Gros. - 6. Tien. Ecran. - 7. Ter-
ter. Auer. - 8. Era. Ast. Au. - 9. Esus. Unus.

GUY BROUTY

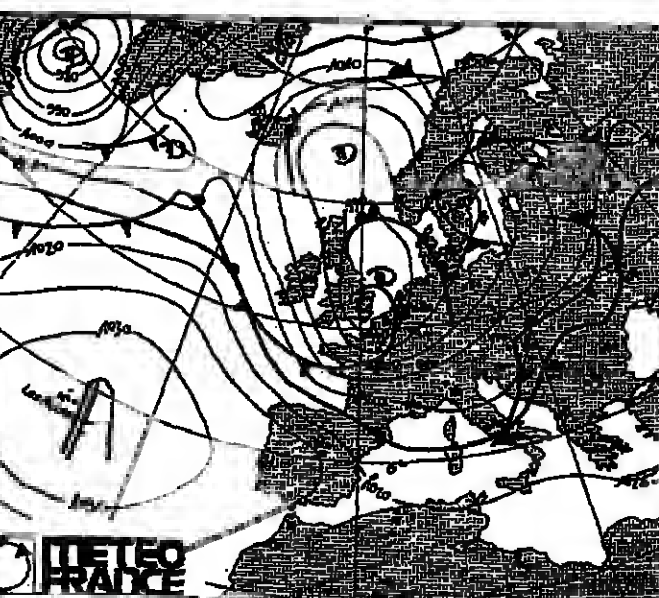
MÉTÉOROLOGIE



TEMPÉRATURES	max/min
FRANCE	
AJACCIO	15/11
BARCELONE	13/7
BORDEAUX	13/3
BOULOGNE	9/2
BREST	8/4
CAEN	8/4
CHERBOURG	7/5
CLERMONT-F.	11/2
DJON	10/2
GRENOBLE	12/2
LYON	7/1
LYONS-BRON	13/1
MARSEILLE	15/8
NANCY-ESSEY	8/2
NANTES	8/3
NICE	21/7
PARIS-MONTS	10/3
PAU	11/3
PERPIGNAN	15/7
POitiers-MAC.	13/21
RENNES	11/2
ST-ETIENNE	13/0
STRASBOURG	12/3
TOULOUSE	11/4
TOURS	8/2
ÉTRANGER	
ALGER	21/10
AMSTERDAM	14/9
ATHÈNES	18/11
BANGKOK	32/23
BARCELONE	17/8
BERGAMO	18/8
BERLIN	3/0
BRUXELLES	7/3
COPENHAGUE	1/1
DAKAR	25/20
GENÈVE	10/1
ISTANBUL	14/8
JERUSALEM	19/8
LE CAIRE	21/11
LONDRES	18/7
LYONS	8/2
LOS ANGELES	17/6
LUXEMBOURG	7/0
MADRID	8/0
MARRAKECH	18/5
MEXICO	18/1
MILAN	12/1
MONTECARLO	3/0
MOSCOW	2/0
NAPLES	25/14
NEW-DELI	22/8
NEW-YORK	15/3
PARIS-MONTS	10/3
PARIS-MAJ.	18/8
PARIS	10/3
RIO-DE-JANEIRO	18/8
ROME	18/8
SINGAPOUR	31/24
STOCKHOLM	3/0
SYDNEY	22/20
TOKYO	15/8
VIENNE	22/11
VARSOVIE	2/3
VENISE	8/7
VIENNE	11/4

Jeudi : pluie, vent et beaucoup de nuages. -
Les régions de la moitié nord seront sous un
ciel de pluie avec quelques éclaircies et pas
mal d'averse. Le vent d'ouest sera modéré
avec des rafales à 60 km/h près des côtes. En
soirée, un nouveau passage pluvieux arrivera
sur les côtes de la Manche. Le vent du sud-
ouest puis nord-ouest se renforcera nettement.
Dans la nuit de jeudi à vendredi, les rafales
pourront atteindre 130 km/h sur les côtes de la
Manche et de la Bretagne aux Pays de la Loire,
l'intérieur de la Bretagne aux Pays de la Loire,
au Centre, à l'Île-de-France, à la Champagne-Ar-
denne et au Nord-Pas-de-Calais.
Sur la moitié sud, les régions méditerranéennes
seront du soleil malgré des nuages élevés. Le
vent d'ouest soufflera fort sur les Bouches-du-
Rhône, la Var et surtout la Corse, où les rafales
pourront dépasser les 100 km/h.
Ailleurs, le ciel sera couvert avec quelques fel-
bles pluies et même un peu de neige au-dessus
de 1000 mètres. Dans l'après-midi, quelques
éclaircies perceront.
Les températures seront proches des normales
saisonnières. Il fera entre 1 et 8 degrés le matin
sur une grande partie du pays, localement 6 à
10 degrés sur les régions méridionales.
L'après-midi, la thermomètre atteindra 6 à
9 degrés sur la moitié nord, 7 à 12 degrés sur
la moitié sud, localement 12 à 15 près de la
Méditerranée.
(Document établi avec le support technique spécial
de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 24 DÉCEMBRE 1993 À 0 HEURE TUC



Le Monde ÉDITIONS

PLANTU

Cohabitation à l'eau

En vente en librairie

هكذا من الأهل

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 22 DÉCEMBRE

TF 1

14.30 Club Dorothée Noël.
17.50 Série : Hélène et les garçons.
18.20 Série : Les Filles.
18.50 Magazine : Coucou c'est nous ! Invité : Jacques Villaret.
20.00 Journal, Météo et Météo des neiges.
20.45 Variétés : Sacré soirée. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Le vif, en direct du cirque Pinder, invité : Lagaf', Anna, en direct d'Euro Disney et en présence de Philippe Douste-Blazy, présente, l'opération Un cadeau pour Noël.
22.40 Magazine : 52 sur la Une. « Hormis gasha, da Guy Broumeche et Tony Comé. »
23.50 Variétés : Mirville Merlieu. Au Palais des Congrès, avec la participation de Francis Lai.

FRANCE 2

15.20 Série : L'Alphéon.
16.20 Série : Mac Gyver.
17.10 Magazine : Giga.
18.40 Jeu : Un pour tous.
19.15 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Téléfilm : Les Maîtres du pain. D'Hervé Baslé (9 parties).
22.40 Documentaire : Les Amants du siècle. De Frédéric Mitard. Sophie Loren et Carlo Ponti.
23.40 Journal et Météo.
0.00 Magazine : Le Carole de minuit. Aux Antilles.

FRANCE 3

15.00 Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale.
16.40 Jeu : Les Dilemnes d'Hugo.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer. Les meilleurs moments.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour. Lumière sur la Grâce, d'Herbert Liez.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Grande Classe.
20.30 Le Journal des sports.
20.45 INC.
20.50 Jeu : Questions pour un champion. Finale des Masters et Master des Masters.
22.10 Journal et Météo.
22.40 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS

15.05 Téléfilm : Les Envoyées de l'espace 2. De Dan Curtis.
18.45 Dessin animé : Les Simpson.
17.05 Les Superstars du catch.
18.00 Canaille peluche. La Famille Addams.
En clair jusqu'à 21.00
18.30 Ça cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Spécial Rastou du cœur.
20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.
21.00 Cinéma : Larry le liquidateur. Film américain de Norman Jewison (1981).
22.35 Flash d'informations.
22.40 Cinéma : IP 5. Film français de Jean-Jacques Beineix (1992).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Documentaire : Palettes. La haute note jaune, Vincent Van Gogh (rediff.).
17.35 Portrait : Vertige Feuillères. De Thierry Thomas et Fabienne Pascaud (rediff.).
18.30 Cinéma : Le Dessous des cartes. Les cartes mentent (rediff.).

18.40 Documentaire : Rimbaut brisé ses manuscrits. De Warner Bernheim (rediff.).
19.00 Série : The New Statesman. Avec Assumpta Argente Surinach, Jabl Buresmets, Choro Calvo, Nicholas Crow, Marie Grazia Nono, Muriel Héault, Peter Kern, Shannon McManus, Lieve Mausem, Simone Sandroni, Eduardo Torroja, Wim Vandekeybus.
20.28 Chaque jour pour Sarajevo.
20.30 6 1/2 Journal.
20.40 Documentaire : Le Paradis sur terre. Le Monde de Hildegarde de Bingen, de Barrie Gavin et Bernard McBurney.
21.40 Documentaire : Pilgrimage. A Saint-Jacques-de-Compostelle, de Didier Baussay.
22.40 Dames : Roseland. Ballet de Wim Vandekeybus. Avec Assumpta Argente Surinach, Jabl Buresmets, Choro Calvo, Nicholas Crow, Marie Grazia Nono, Muriel Héault, Peter Kern, Shannon McManus, Lieve Mausem, Simone Sandroni, Eduardo Torroja, Wim Vandekeybus.
23.30 Cinéma : Le Rite. Film suédois d'Ingmar Bergman (1968, v.o., 76 min.).

M 6

13.25 M 6 Kid.
18.10 Magazine : E = M 6.
18.40 Magazine : Sac'O (et à 0.30).
17.10 Variétés : Multitop.
17.35 Série : L'Étalon noir.
18.00 Série : Code Quantum.
19.00 Série : Supercopier.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Ecole 6 (et à 0.55).
20.45 Téléfilm : Les Allées du bonheur. De Michael London.
22.25 Téléfilm : Cache-cache mortel. De Philip F. Meesala.
23.55 Magazine : Emotions.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Les monophones paysannes dans la naissance du caractère chinois.
21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Le polar à la une (8).
22.40 Les Nuits magnétiques. Au fil de la passion.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Nicole Loret (2).
0.50 Musique : Code. Sister Rosetta Tharpe (3).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 2 décembre dernier en la cathédrale Saint-Étienne de Toulouse) : Carozza et duo thori, de Gabriel, par les Secquebottiers ; Choral pour orgue BWV 882, de Bach, par Michel Bouvard, orgue ; Organum VIII, de Dersasse, par la Quintette de cuivres Calveyras ; Deux Euphonies, orgue : Prière, de Franck, par Jean Boyer, orgue ; Antagonisme IV, de Dersasse, par la Quintette de cuivres Calveyras ; Deux inventions à la mémoire de Xavier Dersasse, d'Amy, par Jan Willem Jansen et Michel Bouvard, orgue ; Prélude à l'après-midi d'un faune, de Debussy, par François Laurent, flûte solo ; Instantes écrites dédiées à Michel Plasson, par l'Orchestre national du Capitole de Toulouse, dir. Michel Plasson.
23.09 Ainsi la nuit. Bagatelles et impromptus, de Sorrento ; Quintette pour piano et vents en si bémol majeur, de Rimski-Korsakov.
0.00 L'Heure bleue. Tendances hexagonales, par Xavier Provost. Le concert : Erik Truffaz, trompettiste et son Quintette.

Les interventions à la radio

RTL, 18 h 30 : « La politique étrangère de la France », avec Alain Ginestar et Jean-Yves Le Déaut.
Redo-Shelem, 18 h 30 : Mgr Julien, archevêque de Rennes (Le grand débat).
France-Inter, 19 h 20 : « Comment améliorer la sécurité routière » (Le téléphone sonne).

Images

Dodo !

La télévision veille sur nous comme une mère. Quand nous risquons un traumatisme, à cause des sous-breasts de l'actualité, elle nous offre à domicile la concurrence de ses gentils spécialistes. Elle leur prête le pouvoir de l'image, ils en usent pour mettre leur technicité rassurante à notre service. Surtout à l'approche de Noël, quand il faut que toutes les histoires se terminent bien, comme dans « La nuit des héros ».

Contrairement aux apparences, le TGV Velocissime Paris n'a donc pas déraillé. Heureusement que le docteur à science de TF 1, Michel Chevalier, était là pour nous réconforter : ce prétendu déraillement n'était qu'un test éminemment scientifique. Si ce merveilleux train a été un peu aventuré à côté de ses rails, sans se renverser, sans se briser, presque sans que les voyageurs s'en aperçoivent, c'est uniquement pour faire une « démonstration de stabilité ». Pour faire admirer la solidité de son carénage, la résistance de ses bogies surbaissées, l'invulnérabilité de ses amortisseurs. Quelle fiabilité ! Quel bijou ! Formidablement positif, le test ! Michel Chevalier, au milieu de ses jolies maquettes, en était plus passionné que jamais. Un regret toutefois : l'absence inexplicable, à ses côtés, de sa copine du « Club sciences », Dorothée.

De même, tout va pour le mieux sur les côtes de Bretagne et de Vendée. Les spécialistes du déminage requis par France 2 maîtrisent parfaitement la situation. Ils ont soigneusement analysé les milliers de détonateurs que la mer a déversés sur les plages : il n'y a qu'à « quelques grammes » d'explosif dans chaque engin. Expérience faite, en léger défilé, sur un pied de porc acheté chez le boucher du coin, il est clair qu'en cas d'explosion les dégâts seront limités. Il nous suffira de ne plus aller nous promener au bord de l'eau pour vivre tranquilles.

A l'heure où « un Français sur quatre » s'apprête à goûter les joies des sports d'hiver, ne dramatisons pas non plus les derniers accidents mortels survenus en montagne. Les experts de TF 1, Patrick 7 d'Or an tête, sont formels : du côté de Courchevel, il y aura « une bonne glisse », et si, de nos jours, sur les pentes, « tout le monde s'en va », cela n'est pas grave : les techniciens ont prévu l'envoi de « patrouilleurs enges gardiens » sur les pistes.

Quant au jugement critique formulé par le cardinal Decourtray sur les circonstances dans lesquelles le loi Falloux, il ne mérite vraiment pas d'être exagéré ! Il s'agit de propos « tenus à la hussarde ». C'est Bernard Pons qui l'a dit, et on sait, depuis l'affaire d'Ouvéa, combien ce docteur s'y connaît en thérapie douce.

Vive le happy end ! C'est étrange que Guy des Cera ait choisi ce moment pour mourir.

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément dédié dimanche-jour. Signification des symboles : « S » Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; « F » Film à voir ; « O » On peut voir ; « M » Ne pas manquer ; « C » Chef-d'œuvre ou classique.

JEUDI 23 DÉCEMBRE

TF 1

5.55 Série : Intrigues.
6.28 Météo (et à 6.58, 8.28).
6.30 Club mini Zig-Zag.
7.00 Journal.
7.20 Disney Club Noël. Transmutations ; Winnie l'ourson ; Tic et Tac ; Repérage ; Cuisine ; Transmutations.
8.30 Télé-shopping.
8.55 Club Dorothée Noël. Dragon Ball Z ; Rame un demi ; Sailor Moon ; Max et Compagnie ; Salut les Muscles ; Clip ; Jeux.
11.30 Feuilleton : Santa Barbara.
12.00 Jeu : La Roue de la fortune.
12.20 Jeu : La Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo et Tout compte fait.
13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Cannon.
15.20 Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.10 Jeu : Une famille en or.
16.40 Club Dorothée Noël. Charles s'en charge ; Trois filles à la maison ; Jeux.
17.50 Série : Hélène et les garçons.
18.20 Série : Les Filles.
18.50 Magazine : Coucou c'est nous ! Présenté par Christophe Dechavanne.
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.50 Téléfilm : L'Héritière. De Jean Sagols.
0.05 Série : Paire d'as. La Cène du 13 bis.
0.55 Journal et Météo.
1.05 Documentaire : Embarkement porte n° 1. Pégase.
1.30 TF 1 nuit (et à 2.05, 3.05, 3.40, 4.30).
1.35 Documentaire : L'Aventure des plantes.
2.10 Documentaire : Histoire naturelle.
3.10 Série : Côté cœur.

3.45 Feuilleton : Les Aventures du jeune Patrick Pacard (et à 5.05, 5 et 6 épisodes).
4.45 Musique.

FRANCE 2

5.55 Dessin animé.
6.05 Feuilleton : Secrets.
6.30 Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.40 Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
9.00 Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
9.25 Série : Tequila et Bonetti.
10.10 Cinéma : Robinson et Co. Film d'animation français de Jacques Colombet (1990).
11.15 Flash d'informations.
11.20 Jeu : Motus.
11.50 Jeu : Pyramide.
12.20 Jeu : Ces années-là.
12.55 Loto, Journal et Météo.
13.45 INC.
13.50 Téléfilm : Le Souffleur magique. De Tom Clegg.
15.20 Tiercé, en direct de Vincennes.
15.30 Série : L'Alphéon.
16.25 Série : Mac Gyver. Avec les séries : Un toit pour six ; Sauvés par le gong ; Le Prince de Bel-Air.
16.40 Jeu : Un pour tous.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Magazine : Envoyé spécial. Demain le pape. Rabbi Jacob : le retour, de Gérard Dury. Didier Eribon et Pierre-Laurant Constant : Les violons de l'hiver, de Jérôme Bovy et Jean-François Hoffmann ; J'ai même rencontré des chômeurs heureux, de Patrick Schumann et Bernard Norflet.
22.55 Téléfilm : Ce twist à Poponguine. De Mousse Sane Abes.
0.30 Journal et Météo.

0.50 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Aux Antilles.
2.00 La Magazine de l'emploi (rediff.).
3.00 Magazine : Masochistes (rediff.).
3.55 Dessin animé.
4.05 24 heures d'info.
4.20 Dessin animé.
4.25 Série : Quo Vadis.

FRANCE 3

7.00 Premier service.
7.15 Bonjour les petits loups. Les Moutons ; Les Volcans ; Souris, souris ; Les Histoires du père Castor.
8.00 Les Minikéums. Les Biscuits ; Les Animaux du bois de qu'on s'ous ; Raconte-moi une chanson ; Ah, vous dirai-je maman ? ; Daria la malice ; Peter Pan ; Trois jours pour gagner : Les Fables géométriques ; Les Deux Pigeons.
10.55 Série : Mondo.
11.45 La Cuisine des moutonnaires.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Divertissement : Soucoupe volante.
13.30 La Conquête de l'Ouest.
15.15 Série : La croisière s'annule.
16.10 Cinéma : Terre 2. De Tom Gies.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. Présenté par Olivier Barrot. Réglement, de Jean-Pierre Maurat.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Grande Classe.
20.30 Le Journal des sports.
20.40 Keno.
20.50 La Dernière Séance.
20.55 1° film : Les Dix Commandements. Film américain de Cecil B. de Mille (1955).
0.35 Journal et Météo.
0.55 Dessin animé : Ials of Pingo Pongo. De Tex Avery.
1.05 2° film : Brother Orchid. Film américain de Lloyd Bacon (1940, v.o.).

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 7.25
6.59 Pin-up des créateurs. Karl Lagerfeld.
7.00 CBS Evening News.
7.23 Le Journal de l'emploi.
7.25 Canaille peluche. La Tourbillon noir.
En clair jusqu'à 8.10
7.50 Ça cartoon.
8.10 Série : La Juge de la nuit.
9.00 Cinéma : Post au vinaigre. Film français de Claude Chabrol (1988).
10.45 Flash d'informations.
10.50 Cinéma : Bob Roberts. Film américain de Tim Robbins (1992).
En clair jusqu'à 13.35
12.29 Pin-up des créateurs. Karl Lagerfeld.
12.30 Flash d'informations.
12.37 Magazine : La Grande Famille.
13.30 Le Journal de l'emploi.
13.35 Cinéma : Mister Johnson. Film américain de Bruce Beresford (1950).
15.15 Le Journal du cinéma du mercredi (rediff.).
15.40 Surprises.
16.00 Cinéma : La Cité de la roche. Film franco-germano-canadien de Werner Herzog (1992).
17.35 Documentaire : Histoire de chats. 1. Les Chats des pharaons, de Dick Meadows et Alan Neale.
18.00 Canaille peluche : La Famille Addams.
En clair jusqu'à 20.35
18.30 Ça cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.32 Série : Les Quercus.

DETAILLANT GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS

Des plus grandes marques et la qualité aux plus bas prix.

Sélectionnés : Paris, cher, Paris combines, etc.

SOMMIERS MATELAS

toutes dimensions
TÉCOPÉDAS SYMPOUS D'UNOPILLO etc
et ensembles relaxation
fixes ou rélevables
Garantie 5 ans
Livraison gratuite 2 500 m² d'expo

MOBECO : 42.08.71.00
Ouvert 7/7 de 10 h à 20 h

20.35 Cinéma : Beau fixe. Film français de Christian Vincent (1992).
22.00 Flash d'informations.
22.10 Cinéma : Indochine. Film français de Régis Wargnier (1991).
0.41 Pin-up des créateurs. Pao Rabanne.
0.42 Cinéma : Assassins et Voleurs. Film français de Sacha Guitry (1957).
2.05 Documentaire : Ratons lèveurs et castors, compagnons des bois.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Cinéma : Playtime. Film français de Jacques Tati (1967, rediff.).
19.00 Série : The New Statesman.
19.30 Documentaire : Petit Papa Noël. De Stephen Fehi et Edward Em.
20.28 Chaque jour pour Sarajevo.
20.30 6 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : Un Noël pas comme les autres. Soirée conçue par Suzanne Dred.
20.45 L'Humour caustique. Montage de sketches de Gerhard Pöhl.
21.00 Téléfilm : Pas seulement à Noël. De Wojciech Jasny (v.o.).
22.30 Court métrage : L'ortie, sous le sapin de Noël. De Vico von Bülow (v.o.).
22.35 Documentaire : Noël à Munich. De Walter Sedlmayr, suivi de Noël à New-York, de Wolfgang Fischer (v.o.).
22.45 Un Noël pas comme les autres. Reportage de Jean-Paul Goud.
22.55 Documentaire : Alléluia, les trottoirs de Hambourg. De Peter Kropf.
23.45 Documentaire : Domicile fixe. De Valérie Dersasse et Anne Peyregne (30 min.).

M 6

7.00 Informations : M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.45, 11.50).
7.05 Contact 6 Manager.
7.15 Les Matins d'Olivia (et à 8.05). Émission présentée par Olivia Adriano.
8.05 M 6 boutique. Télé-achat.
9.30 Infocommunication.
9.35 Musique : Boulevard des clips (et à 10.05, 11.10, 5.45).
11.05 Série : Daktari.
12.00 Série : Papa Schultz.

12.35 Série : Les Routes du paradis.
13.25 M 6 Kid. La Guerre des tomates ; Conan, l'aventurier.
14.20 Magazine : Destination vacances. Présenté par Jill Hamilton.
17.05 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Étalon noir.
18.00 Série : Code Quantum.
19.00 Série : Supercopier.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Météo 6.
20.45 Cinéma : Bananal. Film français de Claude Zidi (1993).
22.35 Téléfilm : Montclair, rendez-vous de l'horreur. De Tony Williams.
0.05 Informations : Six minutes première heure.
0.15 Magazine : Fréquentar.
3.00 Rediffusions. Les Enquêtes de Capital ; Lumières dans la ville ; Fréquentar ; Violon tout terrain.

FRANCE-CULTURE

20.30 Fiction. Contes d'oiseaux. Jus par Mimi Barthélémy.
21.30 Profits perdus. Mobsé (1).
22.40 Les Nuits magnétiques. Lettres d'amour (1).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Paul Virilio.
0.50 Musique : Code. Sister Rosetta Tharpe (4).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 5 décembre au Théâtre des Champs-Élysées) : Léo qui le retour à la vie. Symphonie fantastique, de Berlioz, par la Chœur de Radio-France. l'Orchestre symphonique de Boston, dir. Seiji Ozawa.
23.09 Ainsi la nuit. Impromptus pour piano, de Schubert ; Quatuor pour flûte et cordes en ré majeur K 285, de Mozart.
0.00 L'Heure bleue. Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat. Concert : Django Reinhardt.

Les interventions à la radio

France-Culture, 7 heures : Hervé Bourges (Le grand réveil).
Europe 1, 7 h 42 : Alain Madelin.
O'FM, 19 heures : Mgr Decourtray (Le grand O'FM) ; O'FM et O'FM ; France-Inter, 19 h 20 : « La loi Falloux » (Le téléphone sonne).

Le Monde EDITIONS

PLANTU

Cohabitation à l'eau de rose

En vente en librairie

DETAILLANT GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS

Des plus grandes marques et la qualité aux plus bas prix.

Sélectionnés : Paris, cher, Paris combines, etc.

SOMMIERS MATELAS

toutes dimensions
TÉCOPÉDAS SYMPOUS D'UNOPILLO etc
et ensembles relaxation
fixes ou rélevables
Garantie 5 ans
Livraison gratuite 2 500 m² d'expo

MOBECO : 42.08.71.00
Ouvert 7/7 de 10 h à 20 h

FRANCE-CULTURE

20.30 Fiction. Contes d'oiseaux. Jus par Mimi Barthélémy.
21.30 Profits perdus. Mobsé (1).
22.40 Les Nuits magnétiques. Lettres d'amour (1).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Paul Virilio.
0.50 Musique : Code. Sister Rosetta Tharpe (4).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 5 décembre au Théâtre des Champs-Élysées) : Léo qui le retour à la vie. Symphonie fantastique, de Berlioz, par la Chœur de Radio-France. l'Orchestre symphonique de Boston, dir. Seiji Ozawa.
23.09 Ainsi la nuit. Impromptus pour piano, de Schubert ; Quatuor pour flûte et cordes en ré majeur K 285, de Mozart.
0.00 L'Heure bleue. Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat. Concert : Django Reinhardt.

Les interventions à la radio

France-Culture, 7 heures : Hervé Bourges (Le grand réveil).
Europe 1, 7 h 42 : Alain Madelin.
O'FM, 19 heures : Mgr Decourtray (Le grand O'FM) ; O'FM et O'FM ; France-Inter, 19 h 20 : « La loi Falloux » (Le téléphone sonne).

AU JOUR LE JOUR

Mille e tre...

Les grands de ce monde ont des petits secrets que les petits de ce monde s'évertuent à dévoiler, tantôt par malice, tantôt par jalousie, souvent par intérêt.

L'ancien médecin de Mao vient ainsi de révéler à l'Occident l'immense appétit sexuel du Grand Timonier qui fut son patient, l'énormité du « palmarès » pouvant sembler à l'échelle de la Chine. Lubricité, que de crimes on commet en ton nom!

A peine étai-je ramené des

émotions suscitées par ces révélations que nous venions, des Etats-Unis, par voie de presse, des rumeurs réactées. Des anciens gérards du corps (I) de Bill Clinton, alors gouverneur de l'Arkansas, affirmant que le futur président était un « athlète sexuel ». Ils dressent le catalogue de ses conquêtes. Des démentis sont publiés.

Don Juan président, roi, dictateur? La petite histoire bégale.

PROCYON

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Les élections en Russie : « Un salubre épouvantail », par Alain Minc. L'invalidation de Jack Lang par le Conseil constitutionnel : « L'inconscient des neuf "sages" », par Gérard Miller (page 2).

INTERNATIONAL

M. Eltsine se dote d'un service secret

Le président russe a signé un décret qui supprime le ministère de la sécurité et crée un nouvel organe de contre-espionnage placé directement sous son contrôle (page 4).

Nouvelles rumeurs contre Bill Clinton

Au moment où sa courbe de popularité connaît une phase ascendante, le président américain doit faire face à une nouvelle campagne de « révélations » sur sa vie privée (page 8).

POLITIQUE

Présidentielle : M. Balladur invite au silence

Après les remous provoqués dans la majorité par les déclarations de M. Veil et de M. Léotard, le chef du gouvernement va rappeler ses ministres à une obligation de réserve, au sujet de l'élection présidentielle, qui devra s'appliquer jusqu'à la fin de l'année prochaine (page 9).

SOCIÉTÉ

Le long chemin de la justice roumaine

Cinq ans après la chute du régime de Ceausescu, magistrats et avocats poursuivent leur lent et laborieux apprentissage de l'état de droit (page 11).

CULTURE

Les maîtres des flûtes

Le cycle ouvert le 18 décembre au Théâtre de la Ville a consacré deux virtuoses de la musique indienne : Haripraasad Chaurasia et Natasia Ramani (page 14).

COMMUNICATION

Une «super-autoroute de l'information» aux Etats-Unis

L'administration Clinton confirme son intention de supprimer, à partir de 1994, certaines des contraintes législatives pesant sur le secteur des télécommunications (page 15).

Canal Plus au secours du câble

En porteur de 5 % à 20 % sa participation dans la Compagnie générale de vidéocommunications-télévision (CGV), la chaîne cryptée investit dans la rance des réseaux câblés et la commercialisation de programmes thématiques (page 15).

ÉCONOMIE

Tensions entre la Banque fédérale et la Maison Blanche

Les désaccords se font de plus en plus vifs entre les deux centres principaux de l'exécutif économique américain, notamment sur les taux d'intérêt et sur le projet de réforme bancaire élaboré par l'administration Clinton (page 18).

Services

Abonnements... 16
Annonces classées... 21
Marchés financiers 20 et 21
Automobile... 22
Météorologie... 22
Carnet, Mots croisés... 22
Radio-Télévision... 23

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
et 36-28-04-56

Ce numéro comporte un cahier
« Arts et spectacles »
totalement gratuit

Demain

Le Monde des livres

Philippe Sollers s'est intéressé à Chateaubriand, écrivain politique. Pierre Lepape a lu le ramencier estonien Jean Kross. Georges Balandier, Maurice Olender, Raphaële Hérolle notamment rendent compte de quelques livres récents sur les questions religieuses.

Le numéro du « Monde »
daté mercredi 22 décembre 1993
a été tiré à 472 369 exemplaires

Deux semaines après la levée de son immunité parlementaire

Bernard Tapie est mis en examen pour abus de biens sociaux dans l'affaire Testut

Deux semaines après la levée de son immunité parlementaire par l'Assemblée nationale, le député (MRG) des Bouches-du-Rhône, Bernard Tapie, a été mis en examen pour abus de biens sociaux, mercredi matin 22 décembre, par le juge d'instruction Benoît Peryn chargé, avec son collègue Philippe Vandenberg, du dossier relatif à l'entreprise de passage Testut, filiale du groupe Bernard Tapie Finance. Cette mise en examen a été notifiée par le juge, qui a ensuite entamé l'audition de première comparution.

La justice a rattrapé le Bernard Tapie homme d'affaires avant le Bernard Tapie patron de l'Olympique de Marseille. Menée dans la discrétion à Béthune, l'enquête sur les abus de biens sociaux commis au détriment de Testut a pris de vitesse l'instruction conduite tambour battant à Valenciennes, tout l'été durant, sur la tentative de corruption du match Valenciennes-OM. Après l'ancien directeur général de Testut, Bruno Flocco, après le PDG de BTF, Elie Fellous - tous deux mis en examen pour abus de biens sociaux - c'est au tour du dirigeant du groupe de se retrouver, en personne, sur la sellette.

Le député des Bouches-du-Rhône n'est pas un chef d'entreprise ordinaire. « Un justiciable quelconque aurait déjà été mis en examen », avait noté, le 17 novembre, la commission ad hoc de l'Assemblée nationale en donnant un avis favorable à la levée de l'immunité parlementaire. Dès le 8 octobre, les magistrats de Béthune avaient demandé cette levée, qu'ils jugeaient indispensable au bon déroulement de leur enquête sur l'usage abusif des patrimoines de Testut et de Trayvou, les deux sociétés de passage filiales de Bernard Tapie Finance. Trop de soupçons convergent vers M. Tapie - PDG de BTF jusqu'à son entrée au gouvernement en avril 1992, puis actionnaire principal de BTF et de ses filiales, via la société collective Groupe Bernard Tapie qu'il possède avec son épouse - pour qu'il soit entendu comme un simple témoin.

Cherchant à savoir qui était le dirigeant de fait de l'entreprise au moment où furent commis les abus de biens sociaux éventuels, les magistrats devaient confronter M. Tapie à ses deux anciens collaborateurs, MM. Flocco et Fellous,

dont les versions sont contradictoires. Du point de vue de la procédure judiciaire, la seule solution était dès lors de mettre le député en examen et, donc, d'obtenir au préalable la levée de son immunité en cours de session parlementaire.

Il faut cependant attendre deux mois avant que l'Assemblée nationale autorise, le 7 décembre, l'engagement des poursuites contre le député. Votée ce jour-là à une très large majorité, la levée d'immunité autorise les magistrats à prendre des mesures dites coercitives (garde à vue, mandat de dépôt, contrôle judiciaire, perquisition) à l'égard de M. Tapie. Il est clair que des mesures de détention, qui pouvaient avoir un sens en mois d'octobre quand M. Fellous était encore en prison, n'en ont plus guère aujourd'hui. Après la convocation de M. Tapie au tribunal de Béthune, le dossier Testut semble reprendre son cours normal.

Quelle part a pris M. Tapie dans les présumés abus de biens sociaux dénoncés par les enquêteurs qui ont débroussaillé le maquis des sociétés du groupe? Le cœur du dossier pénal réside dans l'« aller-retour » litigieux de la société Trayvou, achetée puis revendue par Testut à des sociétés en nom collectif (SNC) possédées par M. Tapie. Or, quand Testut acquiert Trayvou auprès de la SNC Financier et Immobilier Bernard Tapie (FIBIT) et souscrit 30 millions de francs au capital de Trayvou, en janvier 1991, M. Tapie est PDG de Testut; si ces faits relèvent de l'abus de biens sociaux, il peut donc en être reconnu pénalement responsable. A l'inverse, quand Testut revend Trayvou à la SNC Groupe Bernard Tapie (qui a succédé à la FIBIT) pour 1 franc symbolique, le 31 décembre 1992, après un abandon de 41 millions de francs de créances, le nouveau ministre a abandonné ses mandats dans les deux sociétés, même s'il possède toujours la SNC; seuls des faits de recel d'abus de biens sociaux pourraient alors lui être reprochés.

Un petit complot

Pendant sur un montant d'au moins 71 millions de francs - les 30 millions d'augmentation de capital puis les 41 millions d'abandon de créances -, ces présomptions d'infraction sont au centre de l'affaire Testut. Reste à savoir si les sacrifices encaissés demandés à la filiale du groupe, qui est ressortie esquisse de l'« aller-retour », relèvent de l'abus de biens sociaux ou de la

stratégie industrielle d'un groupe. Et si cette opération a eu, ou non, pour intérêt principal de profiter à des SNC aux bénéfices desquelles M. Tapie a été personnellement intéressé. Outre les confrontations et les perquisitions rendues possibles par la mise en examen du député, des investigations financières sont toujours en cours pour tenter de le vérifier.

Pour sa défense, M. Tapie, qui s'est notamment exprimé dans son intervention publique à l'Assemblée nationale, met en avant les sommes injectées dans Testut et Trayvou - plus de 300 millions de francs - pour écarter toute idée d'une « vampirisation » des deux filiales par le groupe. En oubliant de préciser que ces sommes ont, pour l'essentiel, été injectées fort tard (à la mi-1993) et alors que les enquêtes judiciaires étaient bien engagées. En omettant aussi de rappeler qu'il s'agissait d'échapper, grâce à un plan de restructuration, au redressement judiciaire de Trayvou et à la constatation de cessation de paiement de Testut.

Suspendus comme des menaces, le 17 septembre, dans les jugements rendus par la chambre commerciale du tribunal de Béthune (le Monde daté 19-20 septembre), ces décisions n'avaient pas été mises à exécution grâce aux millions finalement apportés par le groupe. Ces oubliés n'ont pas empêché M. Fellous de redire, mercredi matin 22 décembre, sur France 2, qu'il s'agissait d'une affaire qui a coûté beaucoup d'argent à Bernard Tapie. Reprenant une thèse chère à son patron, il a dénoncé un « petit complot d'un petit groupe de magistrats de Béthune pour faire tomber Tapie ».

ERICH INCYAN

Boris Eltsine ira au bout de son mandat

Boris Eltsine a annoncé, mercredi 22 décembre, qu'il resterait à la tête du pays jusqu'en juin 1996, soit jusqu'au terme de son mandat. Rompant le silence qu'il a observé depuis les scrutins du 12 décembre, il a aussi annoncé, lors d'une conférence de presse, qu'il n'y aura pas de gouvernement de coalition. Celui-ci sera réduit et réformé avant le 11 janvier, mais Egor Gaidar en restera membre, « la politique des réformes sera maintenue » et la politique étrangère « restera la même », a-t-il aussi déclaré. - (AFP)

Harlem Désir rejoint le Parti socialiste

L'ancien président de SOS-Racisme, Harlem Désir, et une trentaine de ses amis ont décidé de « rejoindre le Parti socialiste pour participer pleinement à la reconstruction de la gauche ».

Dans un communiqué publié mardi 21 décembre, ces militants précisent : « Nous ne voyons pas que cela puisse se faire ailleurs, même si nous souhaitons que cela se fasse avec d'autres, avec la majorité du courant écologiste, notamment. » Après avoir sollicité les Verts, Harlem Désir avait adhéré à Génération Ecologie avant les élections législatives. Il avait été candidat dans la 11^e circonscription des Yvelines, où il avait recueilli 6,64 % des suffrages. Solidaire des militants contestataires de GE, il était entré en conflit avec Brice Lalonde. Au sein du PS, Harlem Désir sera chargé d'une mission sur les « nouvelles solidarités » et la « citoyenneté active ».

Deux Israéliens tués par des Palestiniens. - Deux civils israéliens ont été tués mercredi matin 22 décembre par les tirs de Palestiniens au nord de Ramallah, en Cisjordanie, a-t-on appris de source palestinienne. - (AFP)

John Baillie
PRIX ANNIVERSAIRE
1883-1993

tailleur de père en fils
vous propose :

- Grande mesure à partir de 12 000 F
- 25 % = 9 000 F
Livraison en 48 heures si nécessaire
- Mesure façon traditionnelle à partir
de 5 800 F
- 30 % = 3 950 F
- Rayon prestige prêt-à-porter :
- 40 % à - 60 %

1, rue Auber - 5, place de l'Opéra
Paris-9 - Tél. : 47-42-48-17 - 47-42-48-24

Macintosh Performa 400 4/40 mo
+ écran 14" Apple + clavier + ClarisWorks 1.0 + ALEdge + Echange PC/Macintosh + Sim City + Prince of Persia
5695Fht • 6754Fht

Macintosh PowerBook 180C 4/16 mo
écran 256 couleurs matrice active, 4 mo de mem extensibles à 14 mo 13818Fht • 14383Fht

Macintosh PowerBook 145B 4/80 mo
9273Fht • 10998Fht

Macintosh Duo 230 4/80 mo
+ lecteur + adaptateur + ClarisWorks 1.0
6989Fht • 8289Fht

Macintosh Quadra 840 AV 16/1 Go
UC avec lecteur CD Rom 29989Fht • 35567Fht

Macintosh LC 475 4/80 mo + écran 14" + clavier Apple + clavier LaserWriter 310
9889Fht • 11728Fht

PostScript - Processeur RISC 4214Fht • 4998Fht

Macintosh LC III 4/80 mo
+ écran couleur + ClarisWorks 1.0
6818Fht
8086Fht

ARTS • SPECTACLES

LE CIRQUE

Dix millions de Français ont pris, l'an passé, le chemin du cirque. Carrefour des arts vivants, c'est donc toujours et encore le spectacle le plus populaire. Cirques d'hier, cirques d'aujourd'hui, cirques de demain, noms de légende - Grock, Bouglione, Amar, Pinder, Gruss - ou de légendes à venir - Archéos, Cirque du soleil - ils sont tous différents et tous semblables : le lieu où la vie joue avec la mort, les corps avec la lumière. Onze rendez-vous sont à l'affiche en Ile-de-France pour les fêtes.

Le cirque, c'est d'abord affaire de géométrie. Un cercle dont le rayon est égal à la longueur de la chambrière, ce foyer à long manche que les écouys tiennent à bout de bras depuis le centre. Toutes les pistes du monde, de l'immense Barnum au minuscule Métropole, mesurent 13 mètres de diamètre. On leur donne une forme légèrement plus ovale, qu'on les multiplie sous des chapiteaux géants, elles sont la loi devant laquelle l'art et l'acrobatie se plient. Le renflement des tentes, l'ordonnance des gradins sont inscrits dans cette logique. Tout comme l'interdiction faite aux artistes de jouer de face : le cirque est un spectacle total, où éléphants, monstres, trapézistes volants ou fil-de-feristes accrochés à la corde se jouent le regard avide des spectateurs, de tous les spectateurs, sans avant ni arrière, là, tout autour.

À sa naissance, à la fin du dix-huitième siècle, le cirque moderne est un manège, une invention de cavalier surgie d'un terrain vague, à l'emplacement de l'actuelle gare de Waterloo à Londres. En 1768, Philip Astley, fils d'ébéniste et militaire, s'inspire des voltigeurs équestres, dont les numéros sont alors très prisés et le train de vie important. Un enclos de cordes, un tambourin, deux fifres, des cabriolets insensés et un exercice de dressage - Astley a appris à son cheval à se coucher et à faire la mort - le cirque est né. Puis, hommes caoutchouc, taureaux combattants, oiseaux savants, pyramides humaines, sauteurs ou comiques de la commedia dell'arte s'y greffent. Acrobates et jongleurs assurent les intermèdes. L'atmosphère oscille entre la folie saltimbanque et la rigueur de la cavalerie militaire. Odeur de sciure, rythmes de fanfare, garçons de piste en veste à brandebourgs, parades pétaradantes : le cirque est un lieu d'exotisme que fréquentent les aristocrates (représentés par le clown blanc) et le prolétaire dépenaillé (l'auguste).

Au cirque, l'homme joue avec ses peurs. Quel étrange ressort pousse le funambule ou l'homme à moto à risquer de se casser le cou chaque soir ? L'histoire du cirque regorge de trapézistes rattrapés par un pied, de fil-de-feristes miraculés ou de dompteurs couronnés. Le public frissonne devant ce qui lui est étranger - les animaux sauvages, puis les automobiles - et se conforte à l'idée qu'il peut les dresser. Le cirque a connu ses âges d'or et ses défaites. Les guerres ont paralysé les caravanes, chassé saltimbanques et Manouches, enfants du voyage et des foires. Les après-guerres ont ramené l'envie de rire et de s'échapper. À partir de 1945, le cirque français est pris de mégalomanie. En 1949, le Radio-Cirque, un chapiteau de quatre mille cinq cents personnes, patronné par Radio-Luxembourg, prend la route. Pinder, Médrano, Amar s'embarquent dans une aventure dont ils ne sortiront pas indemnes. Les familles se multiplient, tandis qu'à la télévision « La piste aux étoiles », de Gilles Margaritis, bat des records d'audience. Jean Richard et la caravane qui portait son nom déposent une première fois leur bilan en 1978. C'est la fin d'une époque.

Le 17 novembre dernier, le plus célèbre des clowns au nez rouge meurt en bon comique : triste. Achille Zavatta avait rêvé de remettre à flot le chapiteau familial, ouvert en 1976 et contraint à la fermeture en 1991. Le cirque Achille Zavatta avait rendu l'âme, le nom restait dans les mémoires. Le clown loua l'enseigne à un agent immobilier. Quelques mois plus tard, le cirque Zavatta II, en liquidation judiciaire, échoua au fond d'une zone industrielle de Cahors. Ni le cirque Zavatta fils, toujours exploité par ses enfants, Lydia et William, ni la vente de



Grock, clown de légende, à Cannes en 1954.

clé en main, bande-son, lumière... Comment garder une unité au spectacle ?

Tim Roberts, un Américain qui enseigne la jonglerie à l'École supérieure des arts du cirque de Châlons-sur-Marne, était clown chez Barnum avant de troquer les États-Unis pour la France et le nez rouge pour les massues et les balles multicolores. Barnum ? Le plus grand cirque du monde, « un truc multipistes qui tire vers le parc d'attractions. Trois cirques aux États-Unis, un au Japon. Les clowns y sont formés en dix mois. C'est vrai que j'y ai vu des numéros extraordinaires. Mais j'ai aussi appris l'espagnol : après avoir dansé dans les intermèdes de music-hall, aidé à démonter le chapiteau, balayé la piste, je devais aller me faire photographier avec les touristes sud-américains ». Depuis, Tim Roberts est devenu un fervent partisan du cirque « de création ».

Car voilà bien le problème : le public traditionnel va au cirque comme il irait à la pêche. Celui des « créatifs » (Archéos, Plume, la Compagnie foraine, Gosh, le Cirque du soleil...) a l'impression d'aller à un spectacle comme un autre. Aux premiers, on reproche leur manque d'originalité, même si, comme le souligne Alexis Gruss, « il faut un an pour répéter un numéro, et nous en avons recréé de très difficiles ».

Quinze des vingt-quatre adhérents à l'ANDAC, qui attribue chaque année des aides aux projets artistiques (amélioration scénique, création, musique vivante), appartiennent à la branche du nouveau cirque, très influencé par le théâtre et la danse, et à qui les « anciens » reprochent de masquer la faiblesse de leurs numéros par l'esthétique. « Nouveau cirque, quel nouveau cirque ? s'interroge Arlette Gruss, fille d'Alexis Gruss Scior, grand maître écouyer et dompteur de panthères au Radio-Cirque. Il n'y a que « le » cirque, un spectacle populaire, avec des attractions, des animaux, et des numéros exceptionnels. Ou alors on se trouve un autre nom : théâtre, marionnettes... L'avenir est à la réconciliation. « D'excellents cirques européens comme le suisse Kné et l'allemand Roncalli ont su allier l'esthétique, le sens et la promesse, explique Jean Villiers. Ils jouent à guichets fermés. Chez Roncalli, on est bien assis, les cages à animaux sont très vastes, la musique est bonne et les artistes bien payés. La mise en scène est parfaite, et Roncalli perpétue par exemple la tradition du clown blanc, avec Francesco et Pipo, les meilleurs du moment. » Et d'ajouter : « Des clowns, attention, pas des comiques. Des clowns soumis à une discipline draconienne, sans pitié. La discipline du cirque. »

VÉRONIQUE MORTAIGNE

CARROUSEL DES ILLUSIONS

la marque Achille Zavatta à un quincaillier en vue de promouvoir une collection de jouets ne sortira l'auguste du malaise. Le cirque se meurt ? En 1992, l'Association nationale pour le développement des arts du cirque (ANDAC), qui regroupe vingt-deux cirques et gère les subventions du ministère de la culture (11 millions de francs pour 1992), demande une étude sur le genre et son public. Publiée en novembre 1993, les résultats surprennent : 16 % de la population française, soit 10 millions de spectateurs, sont allés au cirque dans l'année écoulée. Environ deux cents chapiteaux et troupes tournent aujourd'hui en France. Souvent éphémères, insaisissables, parfois voyous. Héritiers de lignées familiales prestigieuses : Annie Fratellini, Arlette et Alexis Gruss. Minuscules ou dits « de création », comme la Compagnie foraine. À la frontière du théâtre, tels Zingaro, Archéos ou la Volière Dromesco (dont les funambules Agathe et Antoine viennent de recevoir le Grand Prix national du cirque 1993). Locomotive tout terrain, Pinder représente à ce jour 110 véhicules, 150 employés, 1,8 million d'entrées en 1992, 30 millions de francs de chiffre d'affaires, 340 jours de tournée par an, 40 % de la part de marché.

« C'est l'arbre qui cache la forêt », explique Jean Villiers, marionnettiste et « circoloque ». La réalité des chiffres masque la désaffection du public. Les chapiteaux ont souvent été rejetés en périphérie, c'est inconfortable, les chemins sont boueux, inabordable en voiture. La parade, l'affichage, qui sont absolument inséparables de la représentation, n'ont plus droit de cité. Mais le drame, ce sont

les arbres de Noël : les flots de barbe à papa, de pop corn et de photos sur poney, offerts par les comités d'entreprise aux employés méritants, un pensum accepté par les familles au nom du plaisir des petits et du cadeau reçu avant l'entrée dans les gradins.

Le cirque Alexis Gruss, certainement l'un des meilleurs de France, fait ainsi chapiteau comble en confondant les publics au moment des fêtes, accueillant neuf mille spectateurs chaque samedi et chaque dimanche, en trois représentations, et six mille le mercredi. L'Agence européenne de spectacles sillonne l'Europe à la recherche de numéros qu'elle fournira à quelque deux cent cinquante arbres de Noël (pour le seul mois de décembre). Des artistes européens, de l'Est ou de l'Ouest, des asiatiques aussi, payés entre 2000 et 5000 francs par soirée. « Évidemment, cela permet aux cirques d'éponger les dettes de l'année, poursuit Jean Villiers, tout en analysant les causes profondes du malaise du cirque. Le manque de repères : les enseignes ne garantissent plus la qualité. Avant, le public savait que, s'il allait chez Bouglione, il avait un bon spectacle avec un orchestre formidable. Un numéro de fauves exceptionnel chez Amar... Aujourd'hui, on vend ou on loue les enseignes. Le cirque Amar appartient aux Bouglione, mais le cirque Amar qui tourne en ce moment n'est pas celui-là. Une quinzaine de cirques Bouglione ont tourné cet été. Parallèlement, le niveau des numéros est tombé. Le fonds de savoir-faire familial, encore réel chez les Gruss, s'est effiloché dans l'ensemble, et les cirques ont commencé à recruter à droite et à gauche : les artistes arrivent avec un numéro

HUMAIN

SCHEUBERT

SCHEUBERT

NIKOLAUS HARNONCOURT

Intégrale des Symphonies de Schubert

Royal Concertgebouw Orchestra

Coffret de 4 CD.

John Baillie

UNIVERSAIRE

1993

Macintosh

LC III

4 80 MO

6818F

CIRQUE

ALLEMAGNE, UNE TRADITION BICENTENAIRE

LA GRANDE ROUE DE L'HISTOIRE

La cirque, en Allemagne, est une véritable institution nationale, au même titre, pourrait-on dire, que l'opéra ou le théâtre. Et pourtant il n'a que deux cents ans. Il a, comme bien d'autres arts, souffert du nazisme, des exils qui s'en sont suivis, de la guerre. Après un temps d'arrêt, il retrouve aujourd'hui ses racines.

A quelle époque les premières roulottes de cirque ont-elles commencé à sillonner le sol allemand, personne ne saurait le préciser avec certitude. Aux alentours de 1800, peut-être. Venues d'Angleterre et de France, des compagnies d'artistes ont alors franchi les frontières, suscitant un immense emballement, un étonnement sans borne. Les comédiens ambulants, ça, on connaissait. Et aussi les bateleurs, montreurs d'ours, acrobates, qui présentaient leurs piteuses dans les foires. Mais voilà qu'il s'agissait, cette fois, d'une société nombreuse, qui se transportait à cheval. Leur véritable destination ? Très loin à l'est : la Russie, Saint-Petersbourg, la terre des tsars. Là-bas, la vie culturelle pouvait se comparer à celle de Paris et de Londres. Tous ces duchés et principautés que les bateleurs traversaient en Allemagne se trouvaient sur le chemin. On s'arrêtait dans les villes, dressant à la va-vite de simples baraques en bois ; on y restait jusqu'à lassitude du public et l'on repartait plus loin. Les spectateurs ébahis contemplaient les nouvelles attractions. Les chevaux, jusqu'à présent utilisés exclusivement pour l'agriculture, par l'aristocratie et comme armes de guerre, servaient soudain à l'amusement. Les cavaliers exécutaient des cabrioles sur leur dos, présentaient des tours de dressage, et leur folle témérité déchaînait l'enthousiasme. L'affluence aux caisses était prodigieuse. Ces compagnies équestres firent naître un nouveau type de spectacle. On construisit des lieux à la mesure du cheval : les manèges.

Bientôt apparurent les premières initiatives nationales : Rudolf Briloff, Ernst Renz et Albert Salamonsky, pour ne citer que ceux-là, dont le cirque allemand a gardé l'empreinte jusqu'à la fin du siècle. Leur renommée allant grandissant, les compagnies équestres prirent des allures de véritables entreprises, qui renouaient avec les disciplines des gens du voyage. La représentation ne fut

Au début de ce siècle, le vent tourna, et, pour le cirque, il tourna même plutôt mal. Paul Busch, l'un des fleurons du cirque allemand avec Sarrazani, l'avait bien senti. Il continua à produire les coûteuses pantomimes aquatiques en y ajoutant des éléphants. Puis il tenta d'accorder les représentations à l'esprit du temps, développant des thèmes nationalistes avant la première guerre mondiale, puis, à partir des années 20, présentant des « girls » croulant sous les paillettes.

En 1926, il confia la direction du cirque à sa fille Paula. Elle perpétua d'abord la tradition, puis s'évertua pour satisfaire ses ambitions littéraires - à donner du sens aux exercices de manège. De son vivant, elle devint une légende dont l'aura et la popularité, plus encore que celles de son père, devaient jaillir sur l'entreprise. Pourtant, même ses talents de metteur en scène ne devaient pas la préserver des retournements de l'Histoire. Elle réussit à traverser sans trop de dommages la crise économique mondiale, mais dut renoncer à la vie d'artiste en 1933, après la prise du pouvoir par les nazis. Le syndicat des directeurs de cirque fut bientôt mis au pas et affilié au ministère de la culture du III^e Reich. Après l'instauration du « passeport aryen », en 1936, les artistes furent interdits de scène. Beaucoup partirent à l'étranger. De ceux qui restèrent, beaucoup furent persécutés.

L'Orchestre international, qui déjà pendant la première guerre mondiale avait commencé à se chaisner, acheva de se disloquer dans les années 30. Certes, les chefs pouvaient encore engager des artistes non allemands, mais ils devaient d'abord obtenir le consentement du ministère de la culture. Pendant la seconde guerre mondiale, les limites territoriales se sont restreintes aux pays amis et conquis. De meneurs, de sui-

veurs, de victimes, le monde du cirque, comme les autres, a eu son compte. Les victimes furent, le plus souvent, les exploitants juifs, comme la famille Blumenfeld, dont pratiquement aucun des membres ne survécut. Pendant que Paula Busch essayait autant que possible de se tenir à l'écart, d'autres directeurs accueillirent les bras grands ouverts « l'ordre nouveau ». Ainsi, la seconde guerre mondiale paralysa la vie du cirque en Allemagne. Les animaux furent réquisitionnés, vendus quand le fourrage se fit rare, les bâtiments en dur ne furent pas épargnés par les bombardements. En 1945 et dans les années qui suivirent, aucune entreprise de cirque allemande ne pouvait prétendre à la notoriété internationale. Puis, Paula Busch se battit bec et ongles pour la reconstruction. Krone rouvrit son cirque à Munich et fit un malheur. Les Strassberger, pour quelques années, revinrent d'exil. Quelques nouveaux se lancèrent dans l'arène : Althoff, Hagenbeck, Barum et Roland, qui allait s'allier à Busch.

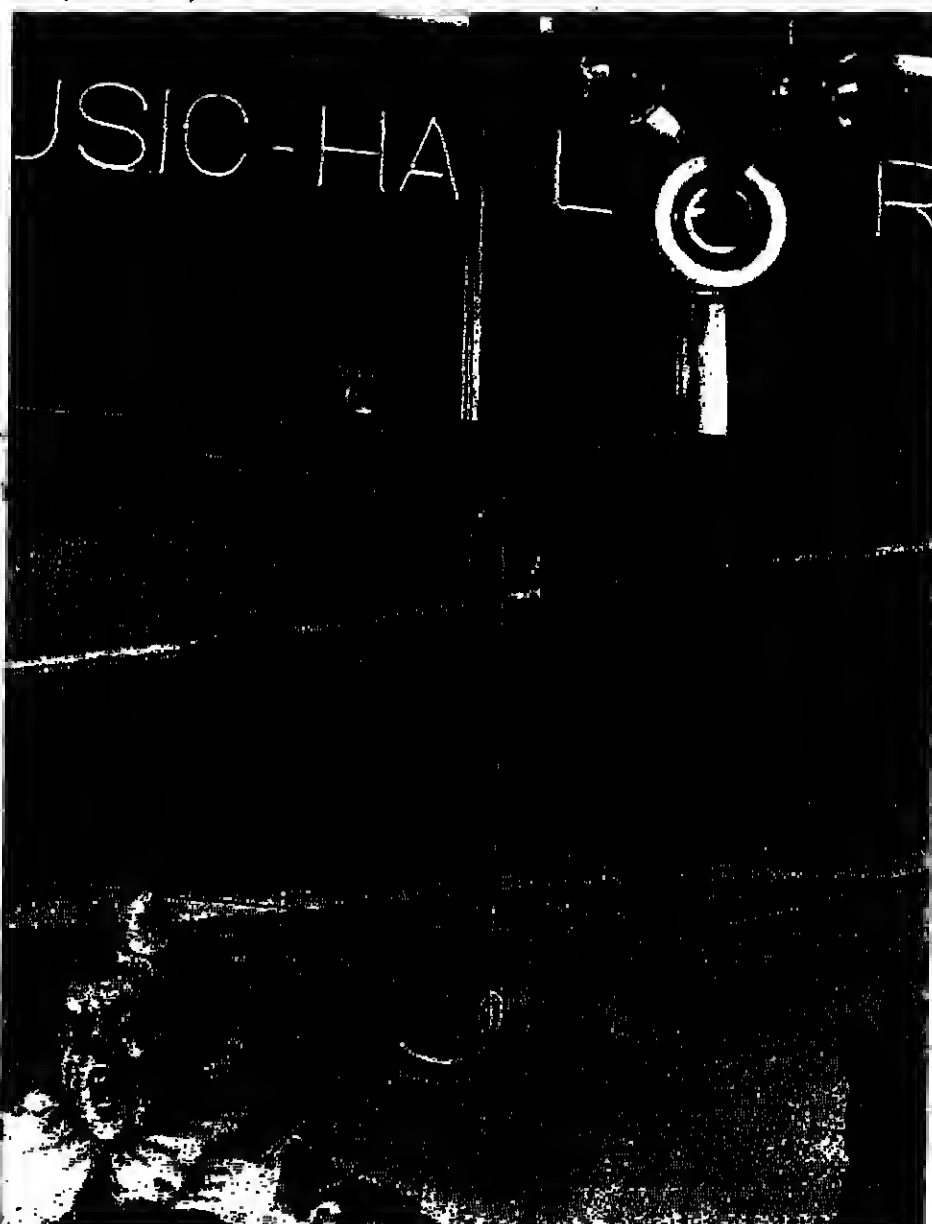
Les numéros équestres avaient disparu. Le clou du spectacle, c'était à présent les artistes en solo. Il fallut attendre les années 70 pour que le cirque allemand trouve un nouvel essor, et un crédit international. Bernhard Paul - qui a collaboré quelque temps avec André Heller - fonde le cirque traditionnel Roncalli. Il bannit la musique préenregistrée pour reprendre la tradition du petit orchestre ; sur un rythme vif, le plus souvent sans animaux, il évite tout ce qui de près ou de loin relève du manque d'application et du hasard. En vertu de quoi, il a, en un tour de main, reconquis un public qui avait fui. Et permis au cirque allemand de retrouver sa place sur la scène internationale.

WOLFGANG JANSEN

Freda Lambert et son python rose. Foire du Trône, 1956.



Foire du Trône, 1959.



Ecoutez voir

THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER

LES AMANTS PUERILS

CROMMELYNCK MAYETTE

11 DÉCEMBRE - 30 JANVIER

LOCATION

44 39 87 00

plus centrée uniquement sur les chevaux. Y prenaient également part des clowns, des acrobates au sol, des jongleurs, des funambules. On allait chercher des animaux exotiques pour voir s'ils supportaient le dressage.

Renz se trouva bien vite à la tête d'une affaire qui éclipseait celles de ses concurrents. Ses attractions devenaient de plus en plus spectaculaires, ses accessoires et ses décors de plus en plus coquets, ses tournées de plus en plus onéreuses. Il fit ériger à Berlin, Hambourg, Breslau ou Brême des palais, des bâtiments en dur où l'on pouvait jouer durant toute l'année. Petit artisan ambulant anonyme, il devint un millionnaire célèbre, adulé, aux airs sérieux de banquier. Finalement, on lui octroya la charge de conseiller au sein d'une commission chargée de réglementer l'art du cirque, enfin reconnu par la bourgeoisie. Albert, fils d'un certain Gotthold Schumann, longtemps pensionnaire chez Renz, allait fonder, vers la fin du XIX^e siècle, un cirque portant son nom. Entre-temps, la technique des chapiteaux continuait à se perfectionner. La plupart des exploitants investissaient dans ces somptueux palais qui pouvaient abriter plusieurs milliers de spectateurs, et disposaient des équipements électriques dernier cri. On cherchait sans cesse de nouvelles attractions. Les simples numéros de clowns, d'adresse humaine, les dressages de fauves, ne suffisaient plus. La vogue du théâtre gagna le cirque. On inventa la pantomime.

SOUS LE GRAND CHAPITEAU

DU SANG O SUR LA SCIURE

Sous la défroque du clown se cache un assassin, la belle écuyère se rit du nain qui meurt d'amour pour elle, le trapéziste laisse échapper la main de son partenaire, le dompteur souffre sous la griffe du lion. Dès qu'il s'inscrit sur le rectangle de l'écran, le cercle de sciure se tache de larmes et de sang. Les noces du cirque et du cinéma sont celles du grotesque, du tragique, du réalisme et du fantastique, du pathétique et du dérisoire.

N rit, bien sûr, lorsque Charlot sabote involontairement le numéro du prestidigitateur, s'essaye au métier de clown puis à celui d'accro-soiriste, avant de s'aventurer sur le fil du funambule (le Cirque, 1928). On rit sans arrière-pensée, sinon celle, parfois, qu'on pourrait bien pleurer. A la notable exception de Chaplin, le cirque n'a pas franchement réussi aux grands acteurs burlesques qui, pratiquement tous, Marx Brothers en tête, lui rendirent un jour où l'autre visite. Comme si les piteuses sous chapiteau ne pouvaient se passer des rires et des bravos des spectateurs.

Buster Keaton avait depuis longtemps oublié la chaleur du public lorsqu'il se produisit à Médrano, en 1950. Ce passage sur la piste signifiait sa déchéance d'acteur-réalisateur, comme l'exhibition de Lola Montès dans le film de Max Ophüls (1955) sanctionne la chute vertigineuse d'une femme hier adulée, aimée des princes et des rois, et à laquelle les « communs » peuvent aujourd'hui, contre 25 cents, poser les questions les plus indécrottables. Les cirques de cinéma accueillent moins souvent les débutants avides de gloire que les personnages à bout de souffle, dont le spectacle renvoie l'écho assourdissant, cruel, d'un passé éclatant.

هكذا من الناحية

LES TRAPÉZISTES, LE RISQUE AU CŒUR DE LA LÉGENDE

CIRQUE

LES Rios, les Omani sisters, les Ida May Girls, les Codonas, les Halon-Volta, les Alex, les Clerans, les Flying Steel, les Ibarra, les Météores, les Ali-zés, les Survivors, les Antares, les Salagur dits les Amants de la mort, les Palacys, tous ces patronymes flamboyants, énoncés sans ordre chronologique véritable, chantent l'histoire d'hommes et de femmes, de toutes nationalités, pour lesquels la vie n'a de sens que tout en haut d'un chapiteau, vivant d'un trapèze à l'autre, « de bâton à bâton », plongeant dans le vide, parfois les yeux bandés, pour venir s'accrocher aux bras de leurs porteurs.

Andrée Jan est une grande du trapèze. Elle a arrêté en 1973. Sa voix en vibre encore : « Le risque est notre raison d'être. J'ai eu peur toute ma vie. Ce que j'aimais, c'était vaincre cette peur et la contrôler. Rien à voir avec la trousse. Je faisais les rattrapages, talons nus, sans trucs, sans sécurité. Chez Madrano, on passait parfois en démontage ou montage de cage : où aurait-on mis le filet ? Un jour, les chaussettes Stemm m'ont contactée pour animer les baptêmes de l'air que la société organisait. J'ai été la première femme à faire du trapèze sous un hélicoptère. C'était magnifique. On n'a pas le vertige quand on n'est pas relié à la terre. J'avais des contrats de longue durée, au Japon, en Nouvelle-Zélande. J'ai fait exactement mille deux cents exhibitions. » Andrée Jan énumère aussi ses onze fractures.

DANSER SUR LES AILES DU VIDE

Les banquistes, nom générique des gens du cirque, et les banquiers, avant que leurs voies ne se séparent, ont une origine commune. Leur nom vient de « banca », le banc, ou la table, sur lesquels, dans les foires, les premiers se livraient à leurs acrobaties, les seconds à leurs opérations de change. Les trapézistes, eux, ont su conserver le risque au cœur de leur vie et de leur métier. Leur histoire est une légende.

Elle a été formée par Edmond Rainat, un des 25 du trapèze français. Aujourd'hui, elle enseigne chez Annie Fratellini.

Le trapèze volant a été inventé par un garnement, Jules Létard, né le 1^{er} août 1838 à Toulouse, où son père possédait un gymnase. Un jour, le jeune garçon, qui n'aimait pas l'étude, échappa à son précepteur en courant d'un trapèze à l'autre. Il devait être avocat, il sera le premier voltigeur. Il fit ses débuts à Paris au Cirque Napoléon (aujourd'hui le Cirque d'Hiver), le 30 novembre 1859, avant d'être consacré au Cirque de l'Impératrice. Il provoquait chez les femmes le même phénomène d'adoration que Rudolf Valentino. Il croulait sous les invitations et les manœuvres de séduction. Il volait. Superman.

Le trapèze va progresser. Elan, poids, taille, inclinaison, vitesse, tout est calculé pour former dans l'espace des enlacs de corps de plus en plus complexes. Les trapèzes se multiplient, les duos et les trios deviennent de véritables ballets aériens. En 1897, la jeune Russe, Lena, des Flying Jordan, tourne le triple saut périlleux. Son exploit est homologué à Sydney, en Australie. En 1981, soit près d'un siècle plus tard, le « quad », surnom du quadruple saut périlleux, a été tourné en dérisoire par Miguel Vasquez. La belle voltige, pour les puristes, est celle où le trapéziste va si vite qu'on le voit à peine effleurer les barres. Se récupérer au « bâton » est, en effet, beaucoup plus difficile que d'attraper les mains d'un porteur qui vient au-devant de l'artiste, l'aidant à relancer son élan. Le public, lui, préfère les numéros spectaculaires, qui obligent l'acrobate à multiplier les risques. Jean Quentin, des Météores, après un accident dû au craquement du filet, reprit pourtant le trapèze en 1965, avec l'Anglaise Pauline Lacy. Connus sous le nom des Palacys, ils mirent au point un numéro encore gravé dans toutes les mémoires. Tandis qu'il effectuait un saut de la mort avec casse-cou (terme de métier pour saut périlleux), elle se lançait, les yeux bandés, dans un périlleux et demi arrière, avant d'être rattrapée par le porteur. Jean Palacy enseigne toujours.

Les femmes ont toujours tenu leur rang en trapèze. Les circolonges - Jean Strehly, Paul Adrian - relèvent, vers 1870, le nom des sœurs Castagna, deux solides Piémontaises. L'une porte, l'autre voltige. Et les deux

arborescent une virile musculature. A cette époque, c'est également l'usage de déguiser des adolescents en femme. On connaît l'illustre Barrette, Américain, né van der Clyde, objet d'une adulation éperdue de la part du tout-Paris des années 20, fort admiré de Cocteau et photographié par Man Ray. A l'origine, il se déguisa en femme pour remplacer une des Alfarretta Sisters. Il séduisit le public quand il retirait sa perruque blonde.

Depuis une quinzaine d'années, le trapèze a beaucoup évolué sous l'influence des Russes. La beauté d'exécution prime sur la proesse. La technique est toujours là, mais la marque de l'effort doit disparaître, surtout chez la femme. Comme dans le patinage, comme dans la gymnastique, c'est le triomphe du fluide. Le trapèze devient une danse de l'espace, irréaliste. On ne sait plus si on doit avoir peur, frissonner, tout semble si simple. Cette apparente facilité n'est pas en soi une invention : les trapézistes hommes, dits les « fleématiques », affichaient, eux aussi, une attitude détachée face à la chute, à la mort. Une attitude de dandys. Alors qu'aujourd'hui il s'agit plutôt de gommer l'idée même de la mort.

Muscles fuselés, profils de ballerine, poids plume, Panova et Golovinskaja, mises en scène par Valentin Gneouchou, du théâtre du Bolchoï, sont les deux merveilleuses russes dont tout le milieu parle. Les professeurs de cette nouvelle teodance ont pour noms Viktor Fomine, Alexander Dobrovski, actuellement enseignant chez Fratellini. C'est Viktor Fomine qui a formé le nouvel espoir français, Jean-Christophe Fournier, pris sous contrat chez Ringling-Barnum.

Le filet, protection souvent controversée par les trapézistes eux-mêmes, s'il évite le pire, peut toujours être meurtrier quand le voltigeur y arrive à plat ventre ou sur la ouque. Aujourd'hui la longe, qui fait contre-poids, est presque partout de rigueur. Certains trapézistes refusent pourtant de se retrouver en train de gigoter en l'air, pendouillant au bout du filin, quand ils ont manqué leur passe. Question d'esthétique, presque de morale. « Si l'on ne veut pas risquer sa vie, il y a mieux que le filet : ne pas faire de cirque... »

DOMINIQUE FRÉTARD

Le jongleur Kach-Mahrt, cirque Grock, 1954.



Cirque Fanny, Paris, 1958.



DU CINÉMA

Lorsqu'ils se donnent pour mission d'exalter la grandeur du cirque, les films versent volontiers dans le superlatif. Entre deux évocations bibliques, Cecil B. De Mille réalisa *Sous le plus grand chapiteau du monde* (1953), dans le cadre du prestigieux cirque Ringling Bros-Barnum and Bailey. Les valeurs défendues par le cinéaste-producteur puisent leur dimension métaphorique dans la description presque documentaire de la vie du cirque, au milieu des attractions réunies pour l'occasion et au fil d'une intrigue riche en développements mélodramatiques. Jamais le clown (James Stewart) ne quitte son costume. Pourtant, son noir passé se trouve révélé, et c'est menottes aux poignets qu'il s'éloigne du chapiteau.

Nul ne sait qui se cache sous le fard de l'auguste, et celui qui provoque le rire rejoint dans une même noirceur d'âme ceux qui charment et séduisent. Les personnages « normaux » de *Freaks* (1932), le film de Tod Browning (qui fut homme de cirque avant d'être cinéaste), se révèlent des êtres abominables, quand les « monstres » du petit cirque qui les abrite - femme à barbe, squelette vivant, androgyne, torse vivant, homme-tronc ou femmes sans bras - affirment leur profonde humanité. Le cirque devient alors le lieu où s'effondrent les certitudes, où l'on franchit sans s'en rendre compte la

frontière entre le réel et l'imaginaire. Lieu féérique dans sa version rose, mais plus souvent guetté par les forces du Mal, prompts à s'emparer des humains sitôt qu'ils se laissent prendre à la prétendue ingénuité du spectacle. Entre innocence et culpabilité, candeur et machiavélisme, les films ne balancent pas longtemps. Le cinéma donnera à voir, c'est certain, la chute du trapéziste, que le spectateur attend sans toujours le savoir. On est presque sûr que le lion dévorera le dompteur et que le couteau du lanceur transpercera sa partenaire. Même la main de Clint Eastwood, tireur d'élite de *Bronco Billy* (1980), tremble au moment fatidique.

Mais dans cet univers à part, microcosme de la société telle qu'on la rêve ou telle qu'on la craint, il arrive aussi que la mort connaisse la défaite. Il faut pour cela le génie d'un Fellini, qui transforme la réalité en une parade nostalgique et ressuscite le clown mort (*Les Clowns*, 1970). Constatant que tout le monde, ministres et hommes de la rue confondus, fait désormais le clown, le maestro s'interrogeait : « Qu'avons-nous à faire, dès lors, du petit homme au nez rouge au milieu de la piste ? »

PASCAL MÉRIGEAU

Bibliographie

La Grande Parade du cirque, de Pascal Jacob, éd. Gallimard, collection « Découvertes », 176 p., 78 F.
En piste ! : le cirque en images des sœurs Vesque, de Bernadette Boustany, éd. Gallimard, 131 p., 215 F.
Histoire et légende du cirque, de Roland August, éd. Flammarion, 248 p., 73 F.
La Merveilleuse Histoire du cirque, d'Henri Thérard, Julliard, 640 p., 350 F. Le meilleur livre sur l'histoire du cirque (épuisé, mais on le trouve encore dans quelques librairies spécialisées, telle la librairie Bonaparte, 31, rue Bonaparte, Paris 6).
Le Cirque en France : erreurs passées, perspectives d'avenir, de Pierre Parat, Gardiner, 129 p., 140 F.
Zingaro : des chevaux et des hommes, de Bartabas et Alfons Alt, éd. P. M. Favre, 56 p., 120 F.
Dessin de clown, de Annie Fratellini, Manufacture, 213 p., 98 F.
Le Cirque en France : erreurs passées, perspectives d'avenir, de Pierre Parat, Gardiner, 129 p., 140 F.

Discographie

Carmine d'Angelo : *Et que vive le cirque*, 1 CD Carrère 96825.
 Bernard Noly et Christophe Guilleud : *Sur la piste du cirque*, 1 CD Plain Vert 9350.
 La Fanfouille d'Orléans : *Musique de cirque*, 1 CD Inter Loisirs Disc 64 2110.
 Georg Pommer : *Cirrus Musik* (vol. 1 et 2), 2 CD UBM Records 1123 et 1124.
 Orchestre François Raubers : *Musique de cirque*, 1 CD Aurédis 6156-20.

OPERA LILLE

REGION NORD-PAS-DE-CALAIS

SAISON 1993-1994

UN BAL MASQUE - Verdi

Cosquedus - Mesquich

Création à l'Opéra de Lille

Orchestre National de Lille

10.14.15.16.17.18.19.20.21.22.23.24.25.26.27.28.29.30.31.32.33.34.35.36.37.38.39.40.41.42.43.44.45.46.47.48.49.50.51.52.53.54.55.56.57.58.59.60.61.62.63.64.65.66.67.68.69.70.71.72.73.74.75.76.77.78.79.80.81.82.83.84.85.86.87.88.89.90.91.92.93.94.95.96.97.98.99.100.101.102.103.104.105.106.107.108.109.110.111.112.113.114.115.116.117.118.119.120.121.122.123.124.125.126.127.128.129.130.131.132.133.134.135.136.137.138.139.140.141.142.143.144.145.146.147.148.149.150.151.152.153.154.155.156.157.158.159.160.161.162.163.164.165.166.167.168.169.170.171.172.173.174.175.176.177.178.179.180.181.182.183.184.185.186.187.188.189.190.191.192.193.194.195.196.197.198.199.200.201.202.203.204.205.206.207.208.209.210.211.212.213.214.215.216.217.218.219.220.221.222.223.224.225.226.227.228.229.230.231.232.233.234.235.236.237.238.239.240.241.242.243.244.245.246.247.248.249.250.251.252.253.254.255.256.257.258.259.260.261.262.263.264.265.266.267.268.269.270.271.272.273.274.275.276.277.278.279.280.281.282.283.284.285.286.287.288.289.290.291.292.293.294.295.296.297.298.299.300.301.302.303.304.305.306.307.308.309.310.311.312.313.314.315.316.317.318.319.320.321.322.323.324.325.326.327.328.329.330.331.332.333.334.335.336.337.338.339.340.341.342.343.344.345.346.347.348.349.350.351.352.353.354.355.356.357.358.359.360.361.362.363.364.365.366.367.368.369.370.371.372.373.374.375.376.377.378.379.380.381.382.383.384.385.386.387.388.389.390.391.392.393.394.395.396.397.398.399.400.401.402.403.404.405.406.407.408.409.410.411.412.413.414.415.416.417.418.419.420.421.422.423.424.425.426.427.428.429.430.431.432.433.434.435.436.437.438.439.440.441.442.443.444.445.446.447.448.449.450.451.452.453.454.455.456.457.458.459.460.461.462.463.464.465.466.467.468.469.470.471.472.473.474.475.476.477.478.479.480.481.482.483.484.485.486.487.488.489.490.491.492.493.494.495.496.497.498.499.500.501.502.503.504.505.506.507.508.509.510.511.512.513.514.515.516.517.518.519.520.521.522.523.524.525.526.527.528.529.530.531.532.533.534.535.536.537.538.539.540.541.542.543.544.545.546.547.548.549.550.551.552.553.554.555.556.557.558.559.560.561.562.563.564.565.566.567.568.569.570.571.572.573.574.575.576.577.578.579.580.581.582.583.584.585.586.587.588.589.590.591.592.593.594.595.596.597.598.599.600.601.602.603.604.605.606.607.608.609.610.611.612.613.614.615.616.617.618.619.620.621.622.623.624.625.626.627.628.629.630.631.632.633.634.635.636.637.638.639.640.641.642.643.644.645.646.647.648.649.650.651.652.653.654.655.656.657.658.659.660.661.662.663.664.665.666.667.668.669.670.671.672.673.674.675.676.677.678.679.680.681.682.683.684.685.686.687.688.689.690.691.692.693.694.695.696.697.698.699.700.701.702.703.704.705.706.707.708.709.710.711.712.713.714.715.716.717.718.719.720.721.722.723.724.725.726.727.728.729.730.731.732.733.734.735.736.737.738.739.740.741.742.743.744.745.746.747.748.749.750.751.752.753.754.755.756.757.758.759.760.761.762.763.764.765.766.767.768.769.770.771.772.773.774.775.776.777.778.779.780.781.782.783.784.785.786.787.788.789.790.791.792.793.794.795.796.797.798.799.800.801.802.803.804.805.806.807.808.809.810.811.812.813.814.815.816.817.818.819.820.821.822.823.824.825.826.827.828.829.830.831.832.833.834.835.836.837.838.839.840.841.842.843.844.845.846.847.848.849.850.851.852.853.854.855.856.857.858.859.860.861.862.863.864.865.866.867.868.869.870.871.872.873.874.875.876.877.878.879.880.881.882.883.884.885.886.887.888.889.890.891.892.893.894.895.896.897.898.899.900.901.902.903.904.905.906.907.908.909.910.911.912.913.914.915.916.917.918.919.920.921.922.923.924.925.926.927.928.929.930.931.932.933.934.935.936.937.938.939.940.941.942.943.944.945.946.947.948.949.950.951.952.953.954.955.956.957.958.959.960.961.962.963.964.965.966.967.968.969.970.971.972.973.974.975.976.977.978.979.980.981.982.983.984.985.986.987.988.989.990.991.992.993.994.995.996.997.998.999.1000.1001.1002.1003.1004.1005.1006.1007.1008.1009.1010.1011.1012.1013.1014.1015.1016.1017.1018.1019.1020.1021.1022.1023.1024.1025.1026.1027.1028.1029.1030.1031.1032.1033.1034.1035.1036.1037.1038.1039.1040.1041.1042.1043.1044.1045.1046.1047.1048.1049.1050.1051.1052.1053.1054.1055.1056.1057.1058.1059.1060.1061.1062.1063.1064.1065.1066.1067.1068.1069.1070.1071.1072.1073.1074.1075.1076.1077.1078.1079.1080.1081.1082.1083.1084.1085.1086.1087.1088.1089.1090.1091.1092.1093.1094.1095.1096.1097.1098.1099.1100.1101.1102.1103.1104.1105.1106.1107.1108.1109.1110.1111.1112.1113.1114.1115.1116.1117.1118.1119.1120.1121.1122.1123.1124.1125.1126.1127.1128.1129.1130.1131.1132.1133.1134.1135.1136.1137.1138.1139.1140.1141.1142.1143.1144.1145.1146.1147.1148.1149.1150.1151.1152.1153.1154.1155.1156.1157.1158.1159.1160.1161.1162.1163.1164.1165.1166.1167.1168.1169.1170.1171.1172.1173.1174.1175.1176.1177.1178.1179.1180.1181.1182.1183.1184.1185.1186.1187.1188.1189.1190.1191.1192.1193.1194.1195.1196.1197.1198.1199.1200.1201.1202.1203.1204.1205.1206.1207.1208.1209.1210.1211.1212.1213.1214.1215.1216.1217.1218.1219.1220.1221.1222.1223.1224.1225.1226.1227.1228.1229.1230.1231.1232.1233.1234.1235.1236.1237.1238.1239.1240.1241.1242.1243.1244.1245.1246.1247.1248.1249.1250.1251.1252.1253.1254.1255.1256.1257.1258.1259.1260.1261.1262.1263.1264.1265.1266.1267.1268.1269.1270.1271.1272.1273.1274.1275.1276.1277.1278.1279.1280.1281.1282.1283.1284.1285.1286.1287.1288.1289.1290.1291.1292.1293.1294.1295.1296.1297.1298.1299.1300.1301.1302.1303.1304.1305.1306.1307.1308.1309.1310.1311.1312.1313.1314.1315.1316.1317.1318.1319.1320.1321.1322.1323.1324.1325.1326.1327.1328.1329.1330.1331.1332.1333.1334.1335.1336.1337.1338.1339.1340.1341.1342.1343.1344.1345.1346.1347.1348.1349.1350.1351.1352.1353.1354.1355.1356.1357.1358.1359.1360.1361.1362.1363.1364.1365.1366.1367.1368.1369.1370.1371.1372.1373.1374.1375.1376.1377.1378.1379.1380.1381.1382.1383.1384.1385.1386.1387.1388.1389.1390.1391.1392.1393.1394.1395.1396.1397.1398.1399.1400.1401.1402.1403.1404.1405.1406.1407.1408.1409.1410.1411.1412.1413.1414.1415.1416.1417.1418.1419.1420.1421.1422.1423.1424.1425.1426.1427.1428.1429.1430.1431.1432.1433.1434.1435.1436.1437.1438.1439.1440.1441.1442.1443.1444.1445.1446.1447.1448.1449.1450.1451.1452.1453.1454.1455.1456.1457.1458.1459.1460.1461.1462.1463.1464.1465.1466.1467.1468.1469.1470.1471.1472.1473.1474.1475.1476.1477.1478.1479.1480.1481.1482.1483.1484.1485.1486.1487.1488.1489.1490.1491.1492.1493.1494.1495.1496.1497.1498.1499.1500.1501.1502.1503.1504.1505.1506.1507.1508.1509.1510.1511.1512.1513.1514.1515.1516.1517.1518.1519.1520.1521.1522.1523.1524.1525.1526.1527.1528.1529.1530.1531.1532.1533.1534.1535.1536.1537.1538.1539.1540.1541.1542.1543.1544.1545.1546.1547.1548.1549.1550.1551.1552.1553.1554.1555.1556.1557.1558.1559.1560.1561.1562.1563.1564.1565.1566.1567.1568.1569.1570.1571.1572.1573.1574.1575.1576.1577.1578.1579.1580.1581.1582.1583.1584.1585.1586.1587.1588.1589.1590.1591.1592.1593.1594.1595.1596.1597.1598.1599.1600.1601.1602.1603.1604.1605.1606.1607.1608.1609.1610.1611.1612.1613.1614.1615.1616.1617.1618.1619.1620.1621.1622.1623.1624.1625.1626.1627.1628.1629.1630.1631.1632.1633.1634.1635.1636.1637.1638.1639.1640.1641.1642.1643.1644.1645.1646.1647.1648.1649.1650.1651.1652.1653.1654.1655.1656.1657.1658.1659.1660.1661.1662.1663.1664.1665.1666.1667.1668.1669.1670.1671.1672.1673.1674.1675.1676.1677.1678.1679.1680.1681.1682.1683.1684.1685.1686.1687.1688.1689.1690.1691.1692.1693.1694.1695.1696.1697.1698.1699.1700.1701.1702.1703.1704.1705.1706.1707.1708.1709.1710.1711.1712.1713.1714.1715.1716.1717.1718.1719.1720.1721.1722.1723.1724.1725.1726.1727.1728.1729.1730.1731.1732.1733.1734.1735.1736.1737.1738.1739.1740.1741.1742.1743.1744.1745.1746.1747.1748.1749.1750.1751.1752.1753.1754.1755.1756.1757.1758.1759.1760.1761.1762.1763.1764.1765.1766.1767.1768.1769.1770.1771.1772

CIRQUE

LES FILS REBELLES A LA RECHERCHE DE NOUVELLES FORMES

LA RUE ENTRE EN PISTE

Le cirque est dit «nouveau» quand il vient du théâtre de rue. Depuis l'irruption du Grand Magic Circus et de ses animaux tristes, il décline ses vieilles nostalgies sur d'autres musiques : machines infernales d'Archaos et c) Royal de Luxe, tableaux animaliers de Zingaro, exhibitions aux marges du théâtre, du music-hall et de la variété. Le danger est toujours du voyage. Mais quel voyage ?

Le «nouveau cirque» est le fils bâtard du théâtre de rue et de l'utopie libertaire - union convenue dans les années soixante-dix. Cet enfant du trottoir a eu pour modèle le Grand Magic Circus et ses animaux tristes, né lui-même de l'enfance émerveillée de Jérôme Savary, de son amour resté intact pour les lions mités, les acrobates arthritiques, les clowns fatigués, pour la magie des cirques d'antan. Portant sur scène cet amour, Jérôme Savary a donné à ses souvenirs une autre vie. Ses animaux tristes - acteurs affublés de peaux de fauves - promenaient dans les rues et les parcs publics des parades avec fanfares, cracheurs de feu, souriantes jeunes femmes en maillots échancrés de trapézistes.

La réussite engendre des émules. Certains s'en sont tenus à la rue et au théâtre. D'autres ont bifurqué vers le chapiteau et le cirque. Sur les premiers règne Royal de Luxe. Machines infernales, cortèges de voitures surréalistes transpercées de fourchettes, chars de guerre pétaradants, immenses Gulliver : Royal de Luxe met les rues et avenues des villes sens dessus dessous, et sur les places offre gratuitement - gratuitement pour le public, pas pour les institutions invitées - d'inclassables et mirifiques tableaux.

Il n'est pas si loin du Cirque Archaos, où motos et autos frappées par la mythologie Mad Max remplacent les chevaux. Avec plus ou moins d'invention, Royal de Luxe et Archaos pratiquent l'art de la récupération, la consécration de la rouille, le look grunge, l'esprit punk. C'est purement affaire de décor : en dépit de son anti-conformisme, Royal de Luxe présente des spectacles construits autour d'un fil conducteur. C'est du théâtre. En revanche, quand, dans des hangars désaffectés, Archaos étale du bitume pour figurer une route, il y

façon de faire. La scène oblige à composer la représentation autrement que la piste, à théâtraliser chaque numéro et puis l'ensemble. Il s'agit moins d'aligner les meilleurs que de mettre en scène ceux qui vont bien ensemble. On est loin du strass, du clinquant arbre de Noël, des performances inouïes. On est loin d'une idéologie semblable à celle des arts traditionnels orientaux visant l'inaccessible perfection : toujours la même chose, mais toujours mieux, toujours plus loin.

Le «nouveau cirque» cherche sinon à inventer des formes, du moins à les renouveler. «Il nous reste à ne pas nous ressembler», dit Pierrot Bidon. Mais les frontières sont vite atteintes. Arrive le moment de vérité, celui où, comme un torero dans l'arène plus que comme un acteur, l'artiste doit se mettre physiquement en danger. Le danger est partie intégrante du mythe, du suspense. Il est indispensable autant qu'inévitable. La maladresse - qui souligne la difficulté du travail - est acceptée, pas la tricherie. Ces vies qui, pour la gloire d'un moment, pour le rire des enfants, se mettent en péril fascinent les gens de tous les spectacles pour leur mystère, leur destin pathétique.

C'est ainsi que l'on a vu Geneviève de Kermabon, en 1988, adapter pour la scène le film culte de Tod Browning *Frank*, avec de vrais monstres de foire, des hippopotames, un athlète et une trapéziste plausibles, une fausse «femme la plus grosse du monde». La dernière pièce de Jean-Paul Wenzel, *La fin des monstres*, se passe dans le milieu du cirque, tandis qu'aux Célestins de Lyon Jean Lucet offre pour les fêtes la comédie musicale *Barnum*.

Croisement du cirque et du théâtre. De Max Reinhardt à Copeau ou à Mnouchkine, les plus grands ont rêvé du cercle enchanté de la piste. Sous son petit chapiteau, la Compagnie Foraine a construit, en s'inspirant

des *Actes sans paroles* de Beckett, un spectacle aigu, qui en restituait la poésie entre chien et loup, entre dérision et désespoir, entre réel et rêve. Avant le début du spectacle, une scène de cabaret avec une chanteuse en fourreau rouge installait l'ambiance trouble, l'ambiguïté nécessaire. Mais la seconde expérience de la Compagnie Foraine, *Leur Elephant*, qui introduisait au milieu des acrobaties quelques tirades de Shakespeare, n'a pas trouvé ses marques. Le cabaret, cet art du métissage, pourrait bien servir de courroie de transmission entre théâtre et cirque. C'est ainsi qu'a procédé Zingaro, avec ses valets en gilet rayé servant à boire sur les petites tables rondes disposées autour de la piste.

Zingaro est exemplaire à plus d'un titre. Ses pères étaient trois. Un trio formé au théâtre de rue : Igor, Branlo et Bartabas, qui ont fondé Alligre, cirque barbare peuplé d'os et de dindons, où l'on dressait des rats, où galopait le frison noir de Bartabas. Trop radical pour évoluer, Alligre a disparu, laissant la place à Zingaro, cabaret, puis théâtre, puis opéra et cinéma équestres. Avec toujours les somptueuses images infiniment sophistiquées de Bartabas, la mise en scène de sa passion pour les chevaux. Zingaro, c'est lui. Parti le premier, Branlo, tel la Fille de Londres dans la chanson de Mac Orlan, joue avec ses rats sous un mini-chapiteau. Igor a planté un arbre sorcier sous une coupole translucide : la Volière Dromesko. Au crépuscule, elle s'anime. Y apparaissent des oiseaux songeurs, des hommes qui se fabriquent des ailes, d'autres qui se font serpents. Chaque jour, Igor se répète qu'il lui reste «à ne pas se ressembler». Pour vivre, le «nouveau cirque» doit sans cesse se renouveler.

COLETTE GODARD

Cirque Napoléon Rancy, Paris, 1958.



«Le cirque d'Izis...»

... Depuis longtemps il l'a suivi à la piste. Ce n'est jamais le même, bien sûr. Mais c'est toujours le cirque, celui qu'il connaît et préfère.

En 1965, Jacques Prévert préférait ainsi le livre-somme d'Izid Bidermanas, photographe - alors - inconnu, immigré hongrois, passionné de cirque.

C'est avec ce «Cirque d'Izid», dont la jaquette a été réalisée par Chagall, que nous avons choisi de raconter l'histoire intemporelle des animaux savants et des femmes à barbe, des clowns tristes et des jongleurs de vide, l'histoire de l'émerveillement, de l'étrange et de l'émotion.

pose du cirque. Il y lance successivement ses acrobates motorisés, ses lutteurs cloutés inspirés de l'heroïc fantasy, et aussi des jongleurs, des antipodistes, toutes sortes de numéros traditionnels, rencontrés au hasard des voyages, piqués dans les écoles, et parfaitement intégrés au décor. Sous la direction de Pierrot Bidon, Archaos «cirque de caractère» a beaucoup voyagé, et a vu grand. Il a été question de double puis de quadruple troupe, dispatchant à travers le globe les motards, les hercules, les déchets du rock : «Ce n'était pas rentable, mais on s'est bien amusés.» Les implacables lois marchandes ont en effet rabattu les ambitions. Les hangars désaffectés étant aussi rares et chers que les espaces pour chapiteaux, aujourd'hui, Archaos tourne dans des salles à l'italienne. Tout au moins des salles dont la machinerie et les cintres permettent d'accrocher les agès, le matériel. «Pour le contraste entre nous et le velours rouge.» Exemple suivi par d'autres, notamment le Cirque Baroque, plus gamin qu'Archaos, plus modeste aussi. Les raisons pratiques entraînent une

Cirque Medrano, Paris, 1954.



Agenda

Cirque Ariette Gruss, *Plain Faux*. Jusqu'au 5 janvier, tous les jours à 15 heures. Pelouse de Reuilly, 75012 Paris. Tél. : (1) 43-44-76-44.

Cirque national Alexis Gruss, *Spectacle de cirque*. Jusqu'au 27 février. Du 22 décembre au 3 janvier : tous les jours à 14 heures, et le dimanche à 14 heures et à 17 h 15. Porte de Châtillon, 75014 Paris. Tél. : (1) 40-36-08-00.

Cirque Fratellini (École nationale du cirque), *Bille de clown*. Jusqu'au 28 décembre, mercredi à 18 heures et dimanche à 17 heures. 2, rue de la Cloûre, 75019 Paris. Tél. : (1) 48-45-58-11.

Cirque Pinder Jean Richard, *Abra-cadabra*. Jusqu'au 9 janvier, les mer., sam., dim., à 14 h, 17 h, 20 h 45, et les jeu., ven., sam., à 14 h 30 et 20 h 45. Pelouse de Reuilly, 75012 Paris. Tél. : (1) 43-45-84-21, 43-45-84-19 et 45-90-21-25.

École supérieure des arts du cirque, *Spectacle de sortie de la cinquième promotion*. Du jeudi 8 janvier à 20 h 30, dans le chapiteau Pinder Jean Richard. Pelouse de Reuilly, 75012 Paris. Tél. : (1) 43-45-84-21.

Cirque Plume, *Toiles*. À partir du 18 février. Lundi, mardi, vendredi, samedi à 20 h 30 et dimanche à 15 heures. Parc de La Villette, 75019 Paris. Tél. : (1) 81-81-38-80.

Festival du cirque de demain. Du 20 au 24 janvier, au Cirque d'hiver, 110, rue Amiot, 75011 Paris. Tél. : 47-00-12-25.

Festival international du cirque de Monte-Carlo. Du

27 janvier au 3 février 1994 (sauf le 31 janvier), sous le chapiteau de l'Espace Fontvieille. Tél. : (16) 92-05-23-45.

Paris sous chapiteau. Pour découvrir en images ce qui fait le cirque d'hier et d'aujourd'hui, la Vidéotheque de Paris propose le cycle «Paris sous chapiteau». Du 12 au 25 janvier, trente-deux films fictionnels, documentaires, télévisés... et la présence d'artistes de l'École nationale du cirque les 15 et 22 janvier, à la suite de la séance de 18 h 30. Porte Saint-Eustache, 75001 Paris. Tél. : (1) 40-26-34-30.

Naxos, capitale du cirque. Chaque année, la ville de Naxos (Haute-Vienne) associe cinéma et cirque. Du 2 au 28 août 1994. Tél. : (16) 55-58-34-71.

«Barnum» à Lyon. Le Théâtre des Célestins affiche pour les fêtes une nouvelle production de *Barnum*, l'un des jolis succès de la comédie musicale à Broadway et Londres. En scène, les seize musiciens de l'Ensemble instrumental du Conservatoire de Lyon, dix-sept choristes, dans les principaux rôles. Cette troupe joyeuse est menée par Jean-Paul Lucet dans le rôle-titre, également metteur en scène très en forme du spectacle, et l'excellente Marie Zamora, sa femme, l'une des Coettes des *Misérables*. Un succès très mérité pour cette reconstitution de la vie de celui qui inventa «le plus grand cirque du monde». Théâtre des Célestins, 4, rue Charles-Dullin, 69002 Lyon. Tous les jours à 20 h 30, 25 décembre et 1^{er} janvier à 18 heures. Relâche les 28, 4, 11 et 17 janvier. Tél. : (16) 78-42-17-67. De 80 F à 180 F. Jusqu'au 20 janvier.

هكذا من اللام

CIRQUE

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE CHALONS-SUR-MARNE

En 1984, le ministère de la culture décidait d'un plan de sauvetage du cirque et créait l'École supérieure du cirque de Châlons-sur-Marne. Bilan d'une expérience ambitieuse qui voudrait réconcilier le passé et le futur.

CHALONS-SUR-MARNE
de notre envoyée spéciale

NAIT-ON clown? L'art du trapèze est-il héréditaire? Un écuyer élevé lui des chevaux saura-t-il jamais monter un numéro de voltige au galop? Derrière des questions finalement applicables à l'inspection des finances, se cache l'inquiétude des «circassiens», garants de la continuité du genre: le cirque est singulier, fragile, dur et merveilleux. Qui accepterait de se laisser voler cet univers magique par des jeunes gens n'ayant pas subi les rites initiatiques de la grande famille du cirque? Chaque année, dix à quinze élèves sortent de l'École supérieure des arts du cirque de Châlons-sur-Marne, un centre de formation d'ambition nationale créé en 1984 (lire l'encadré). Les enfants de la balle s'y comptent sur les doigts d'une main. «C'est aussi l'absence de continuité. Le métier était épuisant, commente Jean Vinet, responsable des formations. Monter les chapiteaux, voyager, répéter, prendre des risques insensés, sans avoir ni salaire, ni retraite. Quel jeune voudrait encore souscrire à cette discipline infernale?»

La jeune génération préfère l'appartenance à la roulotte, même si quelques élèves châlonnais ont choisi de vivre dans des caravanes bigarrées, au fond du camping municipal. Venu du sport de haut niveau, du théâtre, les candidats au métier ont tout à apprendre

des règles d'or de la piste ronde. «Le public a changé, les élèves et les professionnels aussi. Ils accordent moins d'importance aux numéros, à la prouesse, et bien plus au fond, au sens et à la mise en scène. Quand une funambule s'allonge sur un fil, ce sera par exemple pour figurer le fragile équilibre entre la vie et la mort. Mais l'exercice est toujours aussi difficile à réaliser. Il faut donc travailler sur les deux aspects.» A Châlons-sur-Marne, comme à Rosny-sous-Bois, où s'effectuent les deux années préparatoires, les candidats au concours d'entrée - sévère - seront donc jugés sur leurs dons acrobatiques, mais aussi sur des disciplines que les inconditionnels du cirque classique tiendront pour périphériques: la danse, le travail d'acteur.

Reflets de la complexité ambiante: les profils diversifiés des dix-huit professeurs, chargés d'enseigner le fil, le trapèze volant, le trampoline, mais aussi la musique, la danse classique ou l'équilibre. Du Tchèque Rudi Omankosky, funambule célèbre, fondateur de la troupe des Diables blancs - une famille réputée pour la hardiesse de ses numéros - au Polonais Ryszard Zapłata, venu du sport de compétition, ils devront former des artistes complets, athlètes de haut niveau. «Or, le milieu du sport est très différent, il est basé sur la compétition. Ici, il faut constamment doser le travail, rester sur le fil de rasoir. Ni trop casse-cou, ni trap épuisant, ni trop laxiste. Et puis les élèves partent en stage artistique, ou donnent des spectacles, comme en ce moment. A leur retour, ils ont régressé sur le plan sportif, et gagné en expression artistique. Il faut revenir en arrière, et psychologiquement c'est difficile.»

Solide, conscient des enjeux, l'élève idéal est d'abord un acrobate, puis un créateur. Les influences du cirque dit de création (lire l'article de Colette Godard) sont

évidemment prépondérantes à Châlons-sur-Marne, même si les «anciens» ont essaimé, tant dans les grands cirques à l'ancienne (Kaia, Roncalli, Gruss) que chez Plume. Le spectacle de sortie de la cinquième promotion de l'école a été mis en scène par la Compagnie Maripaula B. et Philippe Goudard, «compagnie d'art et d'essai» qui réfléchit sur le théâtre et le cirque depuis de nombreuses années. «Au cirque, on est ailleurs: dans l'espace, dans la dramaturgie, dans le voyage, dans l'ala de l'interprétation. C'est la vallée de l'étonnement», explique la revue *Ecrits sur le sable*, publiée par la Compagnie. Oui, mais. Où sont les clowns, où sont les écuyers, les illusionnistes, où sont les lins et les éléphants, où est la peur? demandent les amateurs du «vrai» cirque. «La création est un choix, et le choix induit le doute», répond la Compagnie (1).

Si l'école supérieure de Châlons-sur-Marne est un reflet assez exact des contradictions actuelles du cirque, elle est aussi un témoin de son passé. En 1768, le cavalier anglais Philippe Astley avait inventé le cirque dans la banlieue londonienne (lire page 1). Puis, il avait traversé la Manche. Dix ans plus tard, il construisait à Paris un cirque en dur de deux mille places, l'Amphithéâtre anglais, rue du Faubourg-du-Temple. La Révolution de 1789 le renverra dans ses foyers. Antonio Franconi, un gentilhomme vénitien exilé à Paris pour cause de duel, et ses deux fils écuyers, fondent la première grande famille dont la légende du cirque raffole. En 1852, au côté de l'entrepreneur de spectacle Dejean, les Franconi parviennent à convaincre Napoléon III de bâtir le Cirque Napoléon (le Cirque d'Hiver d'aujourd'hui). Tout au long de ce premier âge d'or et jusqu'à la fin du siècle, d'autres villes sui-

ront l'exemple parisien. De ce désir, entre autres, de sécurité et de confort, ajouté au frisson saltimbanque, subsistent quelques bâtiments, à Reims, Amiens, Troyes, Elbeuf et à Châlons-sur-Marne. Une piste de 13 mètres, des gradins (1 200 places), un foyer, une entrée ornée d'un grand miroir: l'ensemble châlonnais, imaginé en bordure de parc (le Jard) par l'architecte Gillet, est inauguré le 16 avril 1899. Si le Cirque d'Hiver de Paris n'est jamais sorti du milieu (il appartient à la famille Bouglione depuis 1934), celui de Châlons-sur-Marne tombe vite en désuétude pour servir de gymnase scolaire.

Quand ils répètent un numéro de bascule sous la coupole, les jeunes enrôlés oublient-ils ce passé glorieux? «Sûrement pas», s'exclame un élève. Et «pour faire comme si», l'école a installé son chapiteau dans la banlieue de Châlons-sur-Marne à côté des écuries, aujourd'hui vides, «faute de candidats aux disciplines équestres». Les fondations du cirque - les numéros équestres - vacilleraient-elles sous le poids de la modernité? «Pour acquiescer l'intimité nécessaire au dressage, peut-être faut-il grandir avec les animaux. De plus, une écurie est très lourde à gérer», avoue Jean Vinet. A Châlons-sur-Marne, les cours commencent tôt le matin. Entre la voltige, la danse et la culture générale, le candidat écuyer aura-t-il le temps et l'envie d'aller nourrir et étriller son cheval? Le dernier écuyer en date a vu sa formation confiée au cirque équestre Zingaro. Il y est resté.

V. Mo.

(1) *Ecrits sur le sable*, revue des Artistes associés pour la recherche et l'innovation au cirque, 22, rue Mareschal, 34000 Montpellier. Tél.: 67-58-70-44

SUR LE FIL, SANS LES CHEVAUX



Annie Fratellini l'aventure...

RENCONTRE AVEC ANNIE FRATELLINI

ENFANT d'une illustre famille, à quinze ans, Annie Fratellini rêve de jouer du Brecht au TNP de Vilar. Accomplir chaque soir le même numéro, comme l'avaient fait avant elle sa mère, sa grand-mère, ses tantes et ses cousines, sans autre but que de continuer, la met hors d'elle. Elle s'en va. Quelque temps plus tard, elle rencontre Pierre Etaix: coup de foudre. Il ne rêve que de cirque, ne parle que de son rêve. C'est ainsi qu'Annie Fratellini éprouve pour l'art familial une «passion retardée». C'est ainsi que naît le Cirque Fratellini-Etaix.

Annie est clown: «Une figure ni homme, ni femme, dit-elle. Un être à part, anonyme. Un masque comme dans la commedia dell'arte, et qui rassemble en lui le cirque tout entier. Il est la musique, l'adresse, la magie, la poésie. Qu'il apparaisse aujourd'hui sans le costume, sans le maquillage, est normal: il est le seul à avoir le droit de changer. Il a tous les droits, sauf de ne pas faire rire. Mais c'est vrai, si l'Auguste se trouve facilement, on a du mal à former des clowns blancs. C'est un rôle ingrat de faire-valoir». Pour former des clowns, des acrobates, des jongleurs, tous les artistes de cirque, Annie Fratellini et Pierre Etaix ont fondé une école, installée près du parc de La Villette, et qui célèbre cette année ses vingt ans. Une école reconnue, légèrement subventionnée: 250 000 F du ministère de la culture, autant de la

A L'ÉCOLE DE LA DOULEUR

région. Elle comporte plusieurs volets, dont un lycée technique, qui dépend de l'éducation nationale. Les cours y durent trois ans. En dehors de l'enseignement général obligatoire, on y apprend le montage et le démontage des chapiteaux, la fabrication des gradins, du matériel, la sono... Le second volet s'adresse aux enfants à partir de huit ans. Ils entrent sans sélection. Quand ils sont cent cinquante, le recrutement s'arrête. Ils paient 400 F par mois pour une journée de cours par semaine. Ils suivent l'entraînement de base: danse, acrobatie, fil, trapèze, jonglage, souplesse. «Ils apprennent la rigueur et le courage, et à continuer quand ils se sont fait mal. Parce que ça fait mal, le trapèze. Mais ils apprennent aussi à délier leur corps, à marcher sur un fil, à se sentir autrement dans l'espace.»

Les enfants restent le temps qui leur plaît. Ceux qui se sentent suffisamment doués passent dans la seconde classe, où tout adolescent peut s'inscrire, sans examen d'entrée ni de sortie. Ils sont une centaine, et là aussi peuvent rester le temps qui leur plaît. La sélection se fait d'elle-même. Pour 2 100 F par trimestre, ils s'exercent professionnellement cinq jours par semaine et, en dehors de la base obligatoire, choisissent la discipline dans laquelle ils ont envie de se spécialiser. «Cette école d'une certaine manière est une révolution, car les élèves ne sont pas des enfants de la balle - qui, eux, continuent à travailler en famille. Donc ils ont élargi, renouvelé le monde du cirque. Les spectacles de fin d'année leur permettent de se présenter à tous les publics, et de se faire connaître des professionnels. Les meilleurs trouvent toujours des engagements, chez Zingaro, à la Volière Dromesko, dans des cirques plus traditionnels, en France, à l'étranger... La seule discipline absente est le dressage. L'animal doit s'élever avec celui qui le fait travailler, ce serait trop compliqué, trop cher. Nous ne cherchons pas le miracle. L'école enseigne la pratique. L'aura, les élèves l'ont ou ne l'ont pas, et personne n'y peut rien.»

C. G.

Les aléas de la politique

EN janvier 1984, le ministère de la culture décide de mettre en place un plan de sauvetage du cirque, alors au creux de la vague. Les familles se sont multipliées, le public boude, les écoles existantes (l'École nationale du cirque d'Annie Fratellini et Pierre Etaix, l'École du Carré de Silvia Monfort et Alexis Gruss) manquent de matériel et de moyens. Jack Lang, alors ministre de la culture, crée l'École supérieure des arts du cirque, et l'installe à Châlons-sur-Marne, après restauration et agrandissement du bâtiment d'origine.

Les meilleures écoles (l'École de cirque de Montréal, celle de Pyongyang, en Corée du Nord, le cirque de Moscou) possèdent leur chapiteau, débouché naturel et nécessaire. La direction du théâtre et de la danse, dont le secteur dépend, souhaite donc la création d'un cirque national, qui travaillerait en harmonie avec les centres de formation. La tâche échoit à Alexis Gruss et à son cirque à l'ancienne, qui devient alors officiellement national. Le rêve sera de courte durée. En 1987, les subventions (près de 10 millions de francs pour 1988) octroyées à Gruss, via l'Association du cirque national français, sont amputées à la faveur du changement politique. Le cirque national, encore en gestation mais toujours en déficit, est contraint de déposer son bilan.

Inaugurée en 1988, après deux ans de préfiguration, l'école de Châlons-sur-Marne se choisit d'abord un directeur étranger: Richard Kublek, ancien directeur des cirques polonais. Pour composer les tendances jugées traditionalistes du patron, le ministère nomme à ses côtés un administrateur à la sensibilité moderniste. Le tandem aura peine à fonctionner, et de fraticides combats divisent les troupes jusqu'à l'arrivée aux commandes de Guy Caron, québécois et cofondateur du Cirque du Soleil de Montréal (tendance moderne). Ce dernier ne parviendra pas à mobiliser les milieux du cirque derrière ce projet qui, perdant son ambition nationale, perdrait son sens.

Directeur depuis deux ans, Bernard Turin, choisi en dehors du milieu, a amorcé une grande opération de séduction qui semble porter ses fruits. «Fragile», explique Jean Vinet, directeur des formations, car dépendante de la vision des politiques en place, l'école de Châlons n'a souvent subi les aléas de la sensibilité - ou de l'insensibilité - des pouvoirs publics aux arts populaires. Dotée d'un budget confortable (16 millions de francs en 1993, provenant directement du ministère de la culture), l'ESAC prépare à un diplôme d'Etat (niveau bac + 3) en deux ans, généralement précédés de deux années préparatoires effectuées à Rosny-sous-Bois. L'ESAC dispense également des cours de formation continue aux professionnels et aux formateurs enseignant dans les deux cents écoles de cirque que compte la France.

V. Mo.

* École supérieure des arts du cirque, 1, rue du Cirque, 51000 Châlons-sur-Marne. Tél.: 26-21-12-43. Fédération nationale des écoles de cirque, 68, rue de Rome, 75008 Paris. Tél.: 42-94-02-15.

THEATRE

Spectacles nouveaux

Eloge de la bière

de et avec Ronny Coutteure, Dienne Van Den Eljden et Mido Doss.
avec Ronny Coutteure, Dienne Van Den Eljden et Mido Doss.
Non seulement Ronny Coutteure et ses copains du Nord racontent la bière, mais ils la partagent avec le public.
Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18°. A partir du 23 décembre. Le mardi à 18 h 30. Tél. : 46-06-48-24. De 100 F à 40 F.

Paris

Cabaret Valentin

de Karl Valentin.
mise en scène de Hans Peter Cloos, avec Yann Collette, Mona Heftre, Denis Lavant, Patricia Praxo et Katja Rupé.
Le charme autrichien, fait d'un peu de paresse, d'une lucidité sans défaut, d'une ironie douce autant qu'impitoyable. Et quelques chansons.
Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16°. Du mardi au vendredi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 50. De 80 F à 150 F.

Cachafaz

de Copi.
mise en scène d'Alfredo Arias, avec Kallia Silve, Rodolfo de Souza, Federico Guerin, Susana Lastre et Roberto Navarro.
Les merveilleuses histoires d'un travesti, de son soutien, de quelques voisins, et d'un fils transformé en sauteuse. Le merveilleux humour absurde de Copi.
Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16°. Du mardi au vendredi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 50. De 80 F à 150 F.

Des étoiles dans le ciel du matin

d'Alexandre Galine.
mise en scène de Lisa Winer.
avec Victoria Scognamiglio, Sophie Guinebert, Hélène Moulin, Brigitte Balthier, Julia Roudolphovna Zimina, Laurent Helgert et Olivier Humez.
Les résidus de la société trépassée dans les rues de Moscou pendant les Jeux olympiques de 1980, ça fait du bruit. Alors on les rassemble dans une baraque. Ils boivent, ils souffrent, ils aiment.
Carrouche-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Les mardi, mercredi, jeudi et samedi à 21 heures, le dimanche à 18 h 30. Tél. : 43-28-36-38. 80 F et 110 F.

En attendant Godot

de Samuel Beckett.
mise en scène de Philippe Adrien.
avec Bruno Puzos, Eric Caravaca, Cyril Dubreuil, Gilles Milin et Jean-Luc Orloff.
On n'aura jamais fini de découvrir et redécouvrir les vagabonds immobiles, qui atten-

DANSE

Ballet de l'Opéra de Paris

Casse-Nolette
Que les fans des étoiles fassent leur choix : les quatre rôles principaux sont dansés par Platel, Dupond, Maurin, Legris les 17, 21, 23, 26, 28, par Guérin, Jude, Doizneau, Le Riche les 18, 20, 27, par Pontois, Dupond, Kudo, Legris les 22, 24, par Pietragalla, Belarbi, Muret, Rancisi les 29 (matinée) et 30, par Platel, Jude, Maurin, Bart les 29 (soirée) et 31.
Opéra Garnier, jusqu'au 28 janvier, 19 h 30 sauf le 20 à 14 heures, le 29 à 14 h 30 et 20 heures. Tél. 47-42-63-71. De 30 F à 370 F.
Monte-Carlo
Ballets de Monte-Carlo
En compagnie de Georges Balanchine
Trois programmes, comprenant chacun un chef-d'œuvre de Balanchine (*Sérénade*,

dent. Dieu, ou comme tout le monde, la mort.

Carrouche-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Les mardi, jeudi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 18 heures. Tél. : 43-28-36-38. Durée : 2 h 15. 80 F et 110 F.

Fous des Folies

d'Alfredo Arias.
mise en scène de l'auteur, avec Philippe Choquet, Nadir Elie, Marie-Josée Gaudier, Jacques Naupron, Christiane Maillet, Lisa Michael et Mouron.
Pour être Noël, de façon plutôt païenne, il y a les Folies-Bergères, c'est de tradition. Et justement, Alfredo Arias sait comme personne maîtriser les traditions, les emprunter de neuf, d'humour et d'éclat.
Folies-Bergères, 32, rue Richer, 9°. Du mardi au dimanche à 21 h 15. Tél. : 44-78-88-88. De 379 F à 98 F.

Michel Hermon chante Piaf

Avec sa délicate de prince voyou, avec sa voix de crooner équivoque, avec l'accordéon de Gérard Berret, Michel Hermon chante sa dévotion à Piaf. Il remue des tas de sentiments, il fait attendre la beauté des chansons.
Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10°. Les mardi, mercredi, jeudi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 46-07-34-50. De 110 F à 50 F.

Opéra équestre

de Barabon.
mise en scène de l'auteur.
Entre les musiciens et les chanteuses, entre les Géorgiens et les Béribères, il y a les chevaux, les rois de Zingra.
Théâtre équestre Zingra, 176, av. Jean-Jaures, 93000 Aubervilliers. Le vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 h 30. Tél. : 43-35-28-43. Durée : 2 heures. 180 F et 120 F.

La Résistible Ascension d'Arturo Ui

de Bertolt Brecht.
mise en scène de Jérôme Savary, avec Guy Bedos, Bernard Ballet, Roland Blanche, Michel Doria, Jean-Claude Jay, Jean-Pierre Kalfon, Martine Mongerant, Jean-Pierre Moulin, Guy Parrot, Jérôme Savary, Daniel Langel, Robert Lucifello, Valérie Vogt, Jean-Louis Corbina, François Delaive et Alain Frérot.
Entre les tours de Chicago, une parabole sur l'arrivée des nazis. Et un avertissement sur le sommeil léger de « la bête immonde ».
Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16°. Du mardi au vendredi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 50. De 80 F à 150 F.

Scène(s) de ménage

mise en scène d'Ivan Morano, avec Jean-Paul Audrain et Brigitte Fauré.
L'effrontement homme-femme vu sous un angle comique s'appelle « scène de ménage », et remplit le théâtre de ses cris, de ses rires, de ses provocations réconciliatrices.
Théâtre, 12, rue Sadi-Carnot, 92000 Nanterre. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 46-46-46-47. 70 F et 110 F.

Un chapeau de paille d'Italie

d'Émile Labiche.
mise en scène de Georges Lavaut, avec Patrick Pineau, Marc Bettou, Marie-Françoise Trystman, Bouzid Allou, Gilles Achard, Louis Breyer, Jean-Michel Bougila, David Burstein, Jean-Michel Cannone, Carole Cêtre, Philippe Morier-Genoud, Sylvie Orler, Annie Parrot, Jessica Pognant, Jean-Philippe Salerio, Delphine Salkin, Nathalie Villeneuve et Albert Tovi.
Patrick Pineau comme un hûdon malin dans ce vaudeville-poursuite qui tourne au casse-pieds burlesque.
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4°. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 80 F à 90 F.

La sélection « Théâtre »

a été établie par Colette Godard

Agon, les Quatre Tempéraments et des créations de jeunes chorégraphes qui ont « quelque chose à dire sur, de, autour de M. P. » : Karole Aron, Lionel Hoche, Jean-Christophe Maillet, Uwe Scholz et Renato Zanella.
Salle Garnier, programme I le 25 décembre à 15 h 45, le 26 à 15 heures, le 28 à 20 h 30, le 30 et 31 à 20 h 30, le 1er janvier à 15 h 45, le 2 à 20 h 30, le 3 à 15 heures. Tél. : 92-16-24-20.

Bordeaux

Ballet-Théâtre de Bordeaux

Hommage à Tchaïkovski
La création de *Manfred Symphonie* étant annulée en raison de la disparition de Paolo Bortoluzzi, la troupe reprend le programme monté en mai dernier par celui-ci, composé de chorégraphies de Balanchine et de lui-même.
Palais des Sports, les 24 et 25 décembre à 20 h 30, le 26 à 14 h 30, le 31 à 18 heures. Tél. : 57-51-50-51.

La sélection « Danse »

a été établie par Sylvie de Nassac

MUSIQUE

Classique

Mercredi 22 décembre

Missa Cantor
Claudine Duret, Michel Arbet, Françoise Cornu (soprano), Vincent Courtois (violoncelle), Gérard Marais (guitare), Yves Hecquembourg (piano).
Missa Cantor (mise en scène).
Un opéra-jazz sur un livret mettant en scène une Cantor au masculin, et sur une partition d'un guitariste respecté et respectable.
Grande Halle de la Villette (le 22, 15 heures ; les 23 et 24, 20 h 30 ; le 25, 15 heures et 20 h 30 ; le 26, 18 heures). Tél. : 40-03-75-75. Location FNAC, Virgin, 120 F.

Cilea

Adrienne Lacourneur
Mirella Freni (Adrienne Lacourneur), Alexandrina Mitcheva (princesse de Bonifacio), Peter Dinklage (Maurice de Sene), Jean-Luc Chaignaud (Michele), Françoise Voulas (princesse de Bonifacio), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Maurizio Benini (direction).
Jean-Luc Bonaldi (mise en scène), Caroline Marcellini (chorégraphie).
Conçu pour ce seul opéra, dont l'histoire est la grande histoire racémique empoisonnée par sa rivalité, Cilea figure en bonne place dans la grande œuvre de l'opéra, avec L'opéra, Puccini. De Puccini précisément, et sur le même thème de l'artiste mandité, le même établissement programmait récemment *Tosca*. Et ce sont les acteurs, toujours eux, qui ont la vedette des *Eugénie du paradis*, projeté le 26 à l'initiation des mandités sur le grand écran de la Bastille (*lire notre sélection cinéma*). La représentation du 13 janvier de l'œuvre de Cilea, sera diffusée en direct sur Arte. Mirella Freni en gros plan, et en hi-fi, si possible : mémorable.
Opéra-Bastille, 19 h 30 (le 27). Tél. : 44-73-13-00. De 80 F à 570 F.

Jeudi 23 décembre

Dvorak
Rusalka
Eva Jeris (Rusalka), Emil Ivanov (le prince), Michèle Legrange (la princesse égarée), Kurt Roth (le garde des sauts), Hanna Schwa (la sorcière Jachaba), Chœur et Orchestre philharmonique de Radio-France.
A chaque fin d'année, à la période des fêtes, l'Orchestre philharmonique de la radio réserve un cadeau à ses fans sous forme d'un opéra en version de concert, aussi féérique que les circonstances l'imposent. Avant-dernier des dix opéras de Dvorak, *Rusalka* est l'une de ces partitions méconnues qui méritent une distribution de haut vol (c'est le cas) et une direction exigeante peuvent rendre plus qu'appétissantes. Comptons sur l'exigence de Mark Janowski.
Salle Pleyel, 20 heures. Tél. : 45-61-06-30. De 80 F à 190 F.

Offenbach

Les Brigands
Michel Sclachet, Georges Gaudier (Falsacappa), Michèle Legrange, Valérie Milot (Florella), Doris Lamproch, Brigitte Balthier (Fragotello), Jérôme Desnoes, Andrea Joggi (Pietro), Daniel Galvez-Vallejo (comte de Gloria Cassia), Rylend Davies (baron de Campo Tasso), Philip Dugham (le prince), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Louis Langrée (direction).

La sélection « Musique »

a été établie par Anne Roy.

« Jazz » : Francis Marmande.

« Rock » : Thomas Soefel.

« Chansons » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

Jérôme Deschamps.
Missa Cantor (mise en scène).

La rue sur le spectacle de Jérôme Deschamps est presque comparable à celle qui a présidé à la *Butterfly* de Bob Wilson. Une seule chance d'accès : les six cents places réservées à la vente aux puces quelques jours avant chaque représentation. Savoir qu'on risque de faire la queue six heures et de repartir bredouille.
Opéra-Bastille, 19 h 30 (le 24, 25 et 26). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 380 F.

Jazz

La Velle

Gérard Badini Swing Machine
La Velle chante Noël. C'est Noël. Noël se fête en chansons. La Velle est cette chanteuse américaine qu'un autre sort doit proposer plus haut, plus loin. Noël est sa chance.
Les 24 et 25. Jazz Club Lionel-Hampton, 22 h 30. Tél. : 40-68-30-42.

Steve Potts Quartet

Steve Potts a choisi Paris, Steve Lacy et le Sunset souvent, avec son propre quartet. Steve Potts est un saxophoniste de goût et de clarté. Image du musicien de jazz garantie, musique assurée et réveil solitaire possible.
Les 24 et 25. Sunset, 22 h 30. Tél. : 40-26-46-60.

Jean-Loup Longnon Quintet

Jean-Loup Longnon est un trompettiste de poids, de talent, excellent compositeur et musicien. Jouer le soir du 24 décembre pour celles et ceux qui veulent entendre jouer ce soir-là est un geste très délicat.
Les 24, 25 et 26. Au Duc des Lombards, 22 h 30. Tél. : 42-33-22-68.

Rock

Allen Toussaint

Il offre la seule occasion d'entendre du rhythm 'n' blues à Paris en ces temps de fête. Il n'y aura donc aucune excuse à n'avoir pas entendu Allen Toussaint, chanteur et compositeur de la Nouvelle-Orléans, pianiste, chanteur, auteur-compositeur, perpétuateur d'une tradition vieille comme la présence des pianos dans les salons des bordes, inventeur d'une modernité en prise sur les tendances actuelles du jazz et du rhythm'n'blues.
Les 27 et 28. Jazz Club Lionel-Hampton, 22 h 30. Tél. : 40-68-30-42.

Chanson

Barbara

Avant que ce spectacle ne quitte le Châtelet (au terme de la soirée du 31 décembre), il faudra avoir vu Barbara, de retour sur scène après une interruption pour cause de grippe, sous peine de renouveau inévitable.
Les 22, 23, 24, 25 et 26, 20 h 30 ; le 26, 18 heures. Châtelet. Théâtre national de Paris. Tél. : 40-40-28-40. De 80 F à 230 F.

Musiques du monde

Bakary Cissé
Mamadou Foli
Baba Djan
Tradition bien ancrée dans le folklore de nos banlieues, la nuit musicale de Saint-Denis réunit trois grandes chanteuses wolofes mais aussi la fine fleur des musiciens mandingues établis à Paris (soit l'équivalent de quelques millions d'habitants) du défunt ensemble instrumental du Mali.
Le 24. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe, 20 h 45. Tél. : 42-43-17-17.

Fatal Mambo

Le mambo des garigues, la salsa au pas, ces autres lésés de l'été (les autres dans Reg'Yss) reviennent braver le froid parisien pour une version pimantée de la nuit de Noël.
Le 25. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

La sélection « Musique »

a été établie par Anne Roy.

« Jazz » : Francis Marmande.

« Rock » : Thomas Soefel.

« Chansons » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

ARTS

Nouvelles expositions

John Davies

Le Britannique John Davies est un des plus intéressants photographes paysagistes d'aujourd'hui. D'abord scrutateur des climats (brumes, pluies, nuages), il se tourne aujourd'hui sur les paysages intermédiaires, la mutation des villes, entre ruralité et industrie. Son « terrain » est la vallée industrielle du Taff, dans la région South Wales.
Galerie Claire Burrus, 16, rue de Lappe, Paris 11°. Tél. : 43-55-35-00. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 14 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 février 1994.

Jean-Michel Basquiat, 1960-1988

De l'underground new-yorkais au vedettariat international, de Brooklyn à Soho, des graffitis à la peinture, de l'écriture au dessin, de dessin à la couleur, la trajectoire fulgurante de Jean-Michel Basquiat (1960-1988), le « jeune artiste » par excellence des années 80, n'a pas fait de l'histoire. L'exposition du Musée de la SEITA réunit 70 peintures et travaux sur papier, dont nombre d'œuvres appartenant à des collectionneurs privés.
Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Sureau, Paris 7°. Tél. : 45-58-60-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés, de 11 heures à 20 heures. Jusqu'au 28 février 1994. 25 F.

Jean-Pierre Bertrand

De photos en dessins, d'images fixes en vidéos imprégnées de jets de citron, de sel ou de miel, qui, avec le temps, se modifient comme toute matière vivante, ceux-ci sont toujours très actifs. L'ex-

position les montre à leurs jeux favoris d'aujourd'hui, la critique de la peinture par la peinture et convoquant par exemple Léonard et Pollock, Manet et Courbet. Pas triste.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1°. Tél. : 42-60-88-88. Tous les jours sauf lundi, de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 2 janvier 1994. 35 F.

Autour d'un chef-d'œuvre de Matisse

La commande de la *Danse* pour décorer la salle principale de la fondation Barnes tracée par Matisse pendant trois ans. Qui travailla les trois versions monumentales. Celles-ci - la *Danse* - retrouvée en 1992, la *Danse* de Paris exposée en permanence au Musée d'art moderne, la *Danse* de Matisse mise en place à la fondation en 1933 - sont réunies pour la première fois, accompagnées d'une quarantaine d'œuvres préparatoires et de photographies du travail en cours. Un régal.
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16°. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi, de 10 heures à 19 heures, vendredi jusqu'à 21 heures, les 25 déc. et 1er janv. de 14 heures à 18 heures. Visita commun. le jeudi et vendredi à 12 h 30, samedi à 14 h 30. Jusqu'au 6 mars 1994. 35 F.

Jean-Michel Basquiat, 1960-1988

De l'underground new-yorkais au vedettariat international, de Brooklyn à Soho, des graffitis à la peinture, de l'écriture au dessin, de dessin à la couleur, la trajectoire fulgurante de Jean-Michel Basquiat (1960-1988), le « jeune artiste » par excellence des années 80, n'a pas fait de l'histoire. L'exposition du Musée de la SEITA réunit 70 peintures et travaux sur papier, dont nombre d'œuvres appartenant à des collectionneurs privés.
Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Sureau, Paris 7°. Tél. : 45-58-60-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés, de 11 heures à 20 heures. Jusqu'au 28 février 1994. 25 F.

Jean-Pierre Bertrand

De photos en dessins, d'images fixes en vidéos imprégnées de jets de citron, de sel ou de miel, qui, avec le temps, se modifient comme toute matière vivante, ceux-ci sont toujours très actifs. L'ex-



France Inter
Cabaret Valentin
de Karl Valentin
version scénique et mise en scène Hans Peter Cloos
avec
Yann Collette, Mona Heftre, Denis Lavant
Patrice Praxo, Katja Rupé
... Une sorte de pastiche impeccable, plus beau, plus troublant que la vérité... Un bonheur...
Colette Godard - Le Monde
Allez voir cette pièce, toute l'équipe de Nulle Part Ailleurs vous le recommande.
Vous allez bien vous amuser!
Antoine de Camille - Canal +
... Une sorte de férocité contempe qui fait merveille...
Armelie Hélot - le Quotidien de Paris
L'humour froid de Charlot en plus cruel et plus provocant.
Jean-Marc Stricker - France Inter
renseignements / location 47 27 81 15
salle Gemier jusqu'au 15 janvier 1994
THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

BULLETIN D'ABONNEMENT

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

→ Jean-Pierre Bertrand développe, depuis le début des années 70, une œuvre singulière, silencieuse, sensible. Celle-ci peut passer pour difficile, et il est bon de la revoir aussi, dans la mouvance d'un parcours non convenu, du réel à l'irréel.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi et fêtes de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures, samedi 25 décembre et 1^{er} janvier, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 janvier 1994.

L'Art populaire russe

L'exposition, qui est réalisée en collaboration avec le Musée historique d'Etat de Moscou, réunit plus de trois cents pièces : beaucoup d'objets usuels en bois sculpté et peint, beaucoup de tentes, des gravures, des peintures, des coffrets en métal, etc., fabriqués entre le seizième et le dix-neuvième siècle.

Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau, Paris 1^{er}. Tél. : 42-33-82-80. Tous les jours sauf lundi et jours fériés, de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 17 avril 1994.

Eli Lotar

C'est la première rétrospective d'Eli Lotar, photographe d'origine roumaine, le moins connu du groupe moderniste. Une œuvre de dilettante, écrite dans le temps (1927-1937), parfois confondue avec celle de Germaine Krull, avec qui Lotar a travaillé. Ses images sont étranges, parfois rébarbantes, sont à découvrir.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés, de 10 heures à 22 heures. 24 et 25 déc. de 12 heures à 20 heures, 31 déc. et 1^{er} jan., de 12 heures à 22 heures. Jusqu'au 23 janvier 1994.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 42-60-22-99. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi et jours fériés, de 12 heures à 18 heures.

Albert Gleizes

La fondation Albert Gleizes vient de mettre en dépôt vingt-cinq œuvres graphiques du peintre et théoricien du cubisme au musée de Besançon. Qui les expose accompagnées de quelques autres œuvres permettant de mieux situer l'artiste.

Musée des Beaux-Arts et d'Archéologie, 1, place de la Révolution, 25000. Tél. : 81-81-44-47. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Ventes commémoratives le 15 janvier. Jusqu'au 24 janvier 1994. 18 F, entrée gratuite les mer., dim. et jours fériés.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 42-60-22-99. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi et jours fériés, de 12 heures à 18 heures.

★ Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris (4^e). Tél. : 42-78-11-71. Jusqu'au 29 janvier 1994.

JEAN-FRANÇOIS LACALMONTIE

Galerie Maine Duriou

Sous un titre trompeur, *Notes de voyages*, Lacalmontie expose des dessins récents, fines tracées sur de longs papiers étroits. Alternent des formes énigmatiques – restes d'objets, fragments, projets inachevés pour des sculptures ? – et des têtes humaines, têtes réduites à un signe, l'arrondi du crâne, la courbe de la nuque, un profil perdu. S'il fallait un point commun pour réunir ces croquis, il serait d'ailleurs de l'ordre de la perte, précisément. De voyages imaginaires, le peintre a rapporté moins des notes que des bribes, des bouts de souvenirs tout pris de s'effacer, des fantômes d'images tout près de disparaître. Leur fragilité, leur minceur, leur dispersion sur des feuilles presque trop vastes, tout cela accentue la mélancolie de ces dessins d'outre-monde. Accrochés au voisinage de statues africaines, elles-mêmes rongées par le temps, ils gagnent encore en poésie – mais c'est une poésie inquiète et incertaine d'elle-même.

★ Galerie Maine Duriou, 57, quai des Grands-Augustins, Paris (6^e); tél. : 43-26-82-52. Jusqu'au 25 janvier 1994.

★ Galerie Maine Duriou, 57, quai des Grands-Augustins, Paris (6^e); tél. : 43-26-82-52. Jusqu'au 25 janvier 1994.

★ Galerie Maine Duriou, 57, quai des Grands-Augustins, Paris (6^e); tél. : 43-26-82-52. Jusqu'au 25 janvier 1994.

★ Galerie Maine Duriou, 57, quai des Grands-Augustins, Paris (6^e); tél. : 43-26-82-52. Jusqu'au 25 janvier 1994.

★ Galerie Maine Duriou, 57, quai des Grands-Augustins, Paris (6^e); tél. : 43-26-82-52. Jusqu'au 25 janvier 1994.

★ Galerie Maine Duriou, 57, quai des Grands-Augustins, Paris (6^e); tél. : 43-26-82-52. Jusqu'au 25 janvier 1994.

★ Galerie Maine Duriou, 57, quai des Grands-Augustins, Paris (6^e); tél. : 43-26-82-52. Jusqu'au 25 janvier 1994.

★ Galerie Maine Duriou, 57, quai des Grands-Augustins, Paris (6^e); tél. : 43-26-82-52. Jusqu'au 25 janvier 1994.

★ Galerie Maine Duriou, 57, quai des Grands-Augustins, Paris (6^e); tél. : 43-26-82-52. Jusqu'au 25 janvier 1994.

★ Galerie Maine Duriou, 57, quai des Grands-Augustins, Paris (6^e); tél. : 43-26-82-52. Jusqu'au 25 janvier 1994.

17 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 juin 1994. 30 F.

Paris Ville lumière - projets d'artistes pour l'espace public parisien

Sous le titre un rien bateau de « Paris ville lumière », l'exposition regroupe une vingtaine de projets d'artistes pour Paris. Marius Bazem, Sylvie et Chérif Defacout, Bill Fontana, Nicolas Friz, François Quardion et Keiichi Tahara répondent à une commande ferme de la ville, par des interventions « légères », presque virtuelles, relevant du modelage de sons, de lumières et d'ombres.

Espace Electra, 8, rue Récamier, Paris 7^e. Tél. : 42-84-23-80. Tous les jours sauf lundi et jours fériés, de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 13 février 1994.

Tresors de Mongolie

De l'Altai au Grand Khatanga, la Mongolie est plus connue pour ses cavaliers et son défilé de Gobi que pour ses productions artistiques, réelles et socialistes. Pourtant, convertis au bouddhisme lamaïque tibétain depuis le XVI^e siècle, les Mongols ont peints un art étrange, que domine la figure de Zambhadr, à la fois sculpteur et chef religieux du XVII^e siècle. Découvons et découvrons.

Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16^e. Tél. : 47-23-81-65. Tous les jours sauf mardi, de 9 h 45 à 18 heures. Jusqu'au 14 mars 1994. 83 F (comportant la visite du musée).

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Renne, chez Claude Berri. Une rétrospective de passage, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Chartres

Compagnon, Cuzin, Revel

Trois représentants des tendances récentes de l'abstraction géométrique ont investi le musée de Chartres. L'accrochage est dynamique, le dialogue entre les œuvres stimulant, et l'ensemble montre la vitalité d'un genre qui n'a pas cessé de croquer, d'explorer.

Musée des Beaux-Arts de Chartres, 23, cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-36-41-33. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 31 janvier 1994.

Darnet et Rouen

Le Génie du lieu

Trois artistes : l'Américain Judith Barry, le Français Pascal Convert et l'Allemand Rainer Fink, trois lieux et une idée difficile à cerner, celle de « Génie du lieu ». Résumés : trois interventions spécifiques, du vide au plein, du dehors au dedans, du bruit au silence, de la vie à la mort. Selon l'espace imparti, selon le champ des préoccupations de chaque artiste.

École d'architecture de Normandie, usine Fromage, 27, rue Lucien-Fromage, 78160. Tél. : 36-60-07-70. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 janvier 1994.

Rouen

Altre Saint-Maclo, école des Beaux-Arts, 188, rue Martinière, 78000. Tél. : 38-71-38-49. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 janvier 1994.

Convent des pénitents - Institut européen d'aménagement, 46-48, rue Saint-Hilaire, 78000. Tél. : 36-15-78-20. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 janvier 1994.

Grenoble

Alighiero E. Boetti

Le Musée présente deux œuvres de l'artiste italien : *En attendant de 1 à 100* et *De bouche à oreille*, des histoires de cartes en progression quantitative. De la première série aux cartes numérotées par des élèves d'une trentaine d'écoles d'art françaises, des tisserands du Pakistan ont tiré 50 kilomètres. Quant à la deuxième, qui est faite d'enveloppes et de timbres, ce sont les postiers et la Poste qui en sont les artisans.

Centre national d'art contemporain, 185, cours Berliet, 38000. Tél. : 76-21-55-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Ventes commémoratives tous les samedis à 17 heures. Jusqu'au 27 mars 1994. 8 F.

Le Cateau-Cambrésis

Matteos, sculptures, dessins, dialogues

Quarante-cinq des soixante-neuf sculptures de Matteos ont été rassemblées. Autant de dessins les accompagnent pour un dialogue serré. Les œuvres viennent de collections privées, de musées d'Europe des États-Unis.

Musée d'Art moderne, palais Fénélon, 59300. Tél. : 27-94-12-15. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 18 heures. Ventes commémoratives le 15 janvier. Jusqu'au 8 février 1994.

Mouans-Sartoux

C'est beau...

Dans *C'est beau...*, une citrouille, un cactus, un œuf d'autruche, du corail, une mâchoire de requin et quelques autres « curiosités » naturelles accompagnent des œuvres de Max Bill, Caldera, Schoonhoven, Hoozang, Namoun, Morcelle... pour voir autrement de quel bois se chauffent ces dignes représentants de l'art dit « concret ».

Espace de l'art concret, Château, 06370. Tél. : 93-75-71-50. Tous les jours sauf lundi, mardi, mercredi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 mars 1994.

Nantes

Barry Flanagan

La Musée des beaux-arts de Nantes fête ses cent ans dans la joie, avec Barry Flanagan, une figure de la sculpture anglaise contemporaine (depuis les années 60, celle de la tradition (de la sculpture anglaise) et la critique, traitant de tout, du petit tas informe au grand bûche de bronze, avec l'humour d'un pataphysicien.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-85-85. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, vendredi jusqu'à 21 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 février 1994. 20 F.

Saint-Etienne

Entre la sérénité et l'inquiétude

Bernard Ceysson poursuit sa salubre relecture de l'art d'après-guerre, et en particulier de l'histoire infiniment nuancée de la peinture européenne. « Entre la sérénité et l'inquiétude », qui reprend un mot de Nicolas de Stail, entend montrer les équilibres vécus par des artistes oscillant entre tradition et modernisme, au milieu des décennies de l'après-guerre.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-59-58. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 janvier 1994.

La sélection « Arts »

Gaëlle Brasseur

« Photo » : Michel Guerin.

DISQUES

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

trale du jazz. Tous les lundis, pendant des siècles, le big band de Thad Jones-Mel Lewis, laboratoire, communauté, expérience, amour de la musique, se tassait dans le minuscule Village Vanguard de Max Grignon. C'est comme si la ville, autour, n'écouait qu'eux. Toute l'avant-garde et tous les vieux briscards se sont aimés là, autour d'une Dee Dee Bridgewater qui avait vingt ans. Qui n'a pas vu cela n'a pas entièrement vécu. C'est ce que raconte, superbement, ce disque que l'on dirait gravé par des enfants qui auraient mille ans (George Mraz à la basse).

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

trale du jazz. Tous les lundis, pendant des siècles, le big band de Thad Jones-Mel Lewis, laboratoire, communauté, expérience, amour de la musique, se tassait dans le minuscule Village Vanguard de Max Grignon. C'est comme si la ville, autour, n'écouait qu'eux. Toute l'avant-garde et tous les vieux briscards se sont aimés là, autour d'une Dee Dee Bridgewater qui avait vingt ans. Qui n'a pas vu cela n'a pas entièrement vécu. C'est ce que raconte, superbement, ce disque que l'on dirait gravé par des enfants qui auraient mille ans (George Mraz à la basse).

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.

1 CD Elektra-Nonesuch 7559-79318-2. Distribué par Warner. Texte de présentation en anglais.